
Andrew Dickson White
La crise financière française de 1789-1799
Comment l'usage des planches à billets par les Révolutionnaires a amené l'armée au pouvoir
Le jardin des Livres
INTEMPOREL


Andrew Dickson White
La crise financière française de 1789-1799
Comment l'usage des planches à billets par les Révolutionnaires a amené l'armée au pouvoir
Le jardin des Livres
INTEMPOREL



ANDREW DICKINSON WHITE

La Crise Financière Française de 1789 - 1799

Comment l'utilisation des planches à billets par la France pendant la Révolution Française a conduit à la prise du pouvoir par l'armée

Andrew Dickson White

La Crise Financière Française de 1789 - 1799

Traduit de l'américain par Anne Confuron et Marc Géraud



Le jardin des Livres
Paris

*Remerciements à **Laurent Fabre** , numismate de la boutique **La Monnaie d'Antan** pour avoir mis à notre disposition les photos de ses pièces « révolutionnaires » en vente, ou déjà vendues, via www.monnaiesdantan.com .*

*Remerciements aussi à Michaël Reynaud de Infonumis pour les photos de ses pièces rares vendues ou en vente sur son site **www.infonumis.info** .*

Retrouvez des extraits de ces livres sur
www.lejardindeslivres.fr
1700 pages en ligne

Éditions Le jardin des Livres ®
243 bis, Boulevard Pereire — Paris 75017

« Le 28 février 1793 à 20h, une foule d'hommes et de femmes déguisés commencèrent à piller les boutiques et les magasins de Paris.
Au départ, ils ne réclamaient que du pain. Bientôt, ils ajoutèrent du café, du riz et du sucre, et, à la fin, ils s'emparèrent de tout ce qui leur passait sous la main : tissus, vêtements, épicerie et produits de luxe de toutes sortes ; 200 endroits furent pillés.

Cela dura 6 heures, et finalement l'ordre ne fut rétabli que grâce à l'octroi de 7 millions de francs pour acheter le silence de la foule.
Si ce premier expédient montre comment un système de monnaie « fiduciaire » évolue naturellement vers le despotisme, le suivant n'est pas moins instructif car il montre combien il conduit facilement au désaveu et à l'infamie »

« Cambon, le grand ministre des Finances, découvrit bientôt que les pires ennemis de sa politique étaient l'or et l'argent .
Le louis d'or demeura dans le marché comme un élément de contrôle, constatant chaque jour avec une fidélité infaillible le déclin en valeur de l'assignat, un contrôleur qui ne pouvait pas être soudoyé ni effrayé.



Comme John Law sous Louis XV, après la Révolution Pierre-Joseph
Cambon ministre des Finances, tenta d'empêcher les Français d'acheter de l'or et de l'argent.

Nous voyons vite qu'il était grand temps de mettre un terme au système car le louis d'or de 24 francs en espèces valait, en février 1796, comme nous l'avons vu, 7.200 francs et au moment du dernier cours, pas moins de 15.000 francs en monnaie papier.
Un franc en or valait théoriquement 600 francs en papier »

« Couthon soutint une loi qui punissait de la Peine de Mort les Français qui feraient des investissements dans les pays étrangers »

Le 1er août 1795, un louis d'or de 24 francs métal valait 920 francs papier.

Le 1er septembre 1200 francs,

Le 1er novembre 2600 francs

Le 1er décembre 3050 francs.

Février 1796..... 7200 francs

Le Jardin des Livres remercie chaleureusement :

Max Keiser, journaliste

James Turk, économiste

Et dédie cet ouvrage majeur pour une autre compréhension de la Révolution à monsieur Augustin Dupré (1748-1833) artiste-graveur dont les pièces-œuvres sont toujours précieusement conservées par les Français du XXIe siècle.



I
Retour en arrière avant la Révolution



Au début de l'année 1789, la Nation française se retrouva dans une situation financière problématique : il y avait une dette énorme et un sérieux déficit.

Les vastes réformes de cette année, même si elles étaient acceptées au niveau politique, représentaient financièrement un mal passager. On notait un désir général de confiance dans les milieux d'affaires ; le capital avait montré sa timidité proverbiale en se retirant aussi loin que possible ; cependant, le pays était temporairement en stagnation.

Des mesures d'hommes d'État, une surveillance attentive et une gestion sage auraient sans aucun doute conduit bientôt au retour de la confiance, à la réapparition de l'argent et à la reprise des affaires. Mais cela impliquait de la patience, du renoncement et des sacrifices, or, aussi loin que l'on regarde dans l'histoire de l'humanité, ce sont là les plus rares produits de la sagesse politique. Peu de nations ont jamais été capables de faire preuve de ces qualités, et la France à l'époque ne faisait pas partie de ce petit nombre. [1]

On cherchait généralement une sorte de raccourci vers la prospérité : bientôt, on émit l'idée que le besoin principal du pays résidait davantage dans les moyens d'échange. C'est ainsi que l'on demanda de toutes parts que soit émise de la monnaie papier.

À cette époque, Necker était le ministre des Finances. Au niveau de ses aptitudes financières, il était reconnu comme étant l'un des plus grands banquiers d'Europe mais il y avait quelque chose de plus que ses capacités : il éprouvait un profond sentiment de patriotisme et un sens élevé de l'honneur. Les difficultés sur ce plan étaient grandes, mais il s'efforça constamment de garder la France fidèle à ces principes dans les affaires financières, ce que l'expérience des temps modernes a trouvé comme étant la seule voie qui garantisse la sécurité du pays.

Tandis que les problèmes s'aggravaient, l'Assemblée Nationale s'éloigna de lui et on nota bientôt chez ses membres des suggestions renouvelées en faveur de l'argent papier : les orateurs dans les réunions publiques, dans les clubs et à l'Assemblée, proclamaient que c'était une panacée, une façon de « *sécuriser les ressources sans payer les intérêts* ». Les journalistes s'en emparèrent pour vanter ses avantages et parmi eux, Marat, dans son journal *L'Ami du Peuple* rejoignit ceux qui décriaient Necker, le décrivant – lui, un homme d'une honnêteté extrême, qui donna sa santé et sa fortune pour le bien de la France – comme un misérable cherchant uniquement à s'enrichir en puisant dans les deniers publics.

Necker lutta du mieux qu'il put contre cette tendance à émettre du papier non convertible. Il savait très bien vers quoi cela avait toujours conduit, même entouré des garanties les plus solides. Parmi ceux qui luttaient pour soutenir des idées similaires aux siennes, il y avait Bergasse, un député de Lyon dont les pamphlets exerçaient, alors et plus tard, une influence peut-être plus grande que toutes les autres : certains d'entre eux semblaient assez inspirés. Tous ceux aujourd'hui qui lisent ses prophéties sur les maux suivant nécessairement cette monnaie lui attribueraient certainement un don de prévision miraculeux, s'il n'était pas si clair que son pouvoir prophétique était simplement dû à une connaissance des lois naturelles révélées par l'histoire.

Mais ce courant en faveur de l'argent papier devint si puissant qu'un effort fut fait pour trouver un compromis : et au cours des derniers mois de 1789 et des premiers mois de 1790, des discussions eurent lieu à l'Assemblée Nationale pour mettre en place l'émission de billets reposant sur la propriété de l'Église, – qui devait être confisquée dans cet objectif.

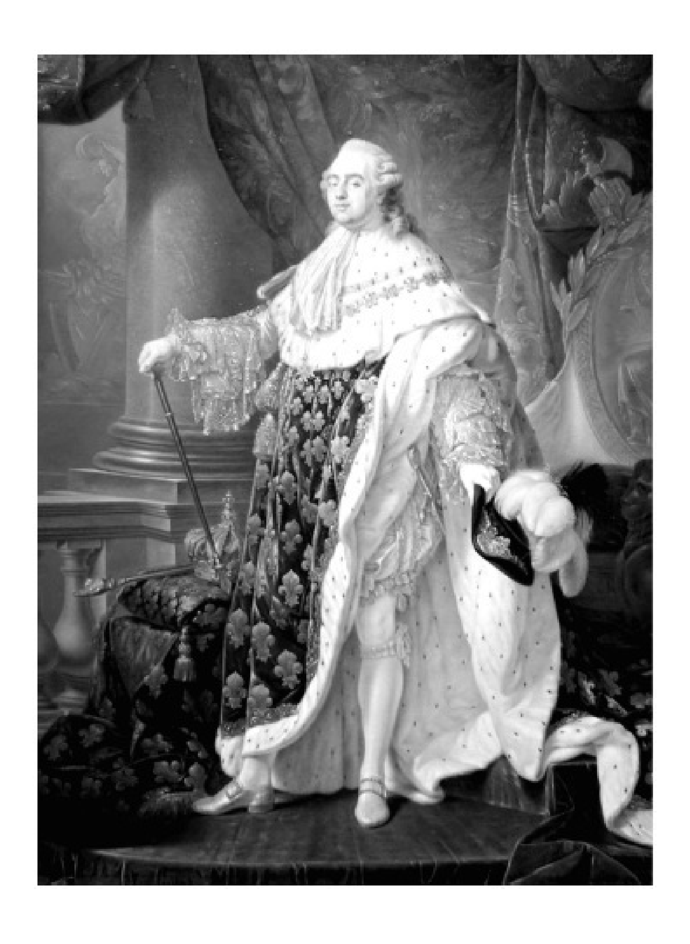
Les trois rois de France qui creusèrent le déficit. Pour éviter la faillite, Louis XVI fut obligé de réunir les États Généraux pour quémander des fonds au peuple.



Louis XIV eut une période faste, mais malgré la vigilance de Colbert, son ministre des Finances, il laissa au jeune Louis XV des caisses vides et 3 milliards de livres de déficit.



Flirtant avec la faillite, Louis XV nomma l'aventurier anglais John Law ministre des Finances et celui-ci deviendra le père des planches à billets avec le désastre que l'on connaît. « *Au total, environ 2,5 milliards de livres de papier-monnaie furent émis* (en monnaie de singe). *La faillite du système en 1720, remit tout en cause. Après la banqueroute, on dut procéder à un apurement des comptes* » [2]



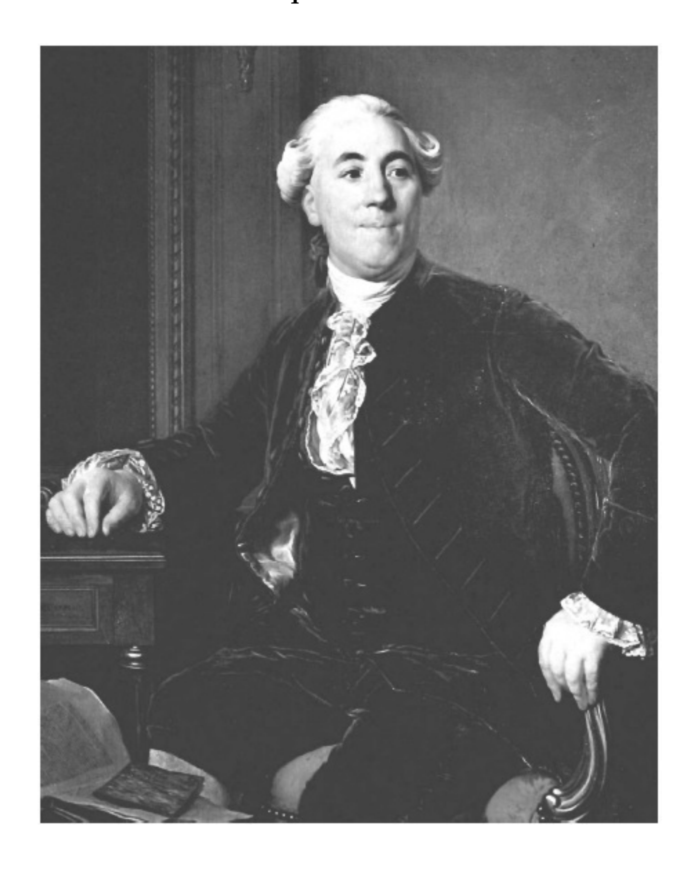
Louis XVI aggrava le déficit hérité de son prédécesseur en finançant agressivement la compagne aux Amériques afin de combattre les Anglais. Plus intéressé par la serrurerie que par la comptabilité, il laissa la situation dégénérer et refusa d'écouter son ministre des Finances Jacques Necker (qui fût rappelé). La dette de la France atteignait la somme extravagante de 4 milliards de livres, soit 1 milliard de plus que sous Louis XV.

Tableaux de Rigaud et Callet

John Law, inventeur de la « *monnaie de singe* » par planche à billets utilisée à l'infini. Il servira de modèle aux financiers révolutionnaires même s'ils avaient adossé les Assignats, au début, aux propriétés immobilières saisies au Vatican.



Jacques Necker, ministre des Finances de Louis XVI, s'opposa à l'approche économique libérale (déjà) et voulut mener une politique indépendante de banque centrale.



Mais il fallait faire attention : l'émission devait largement se faire sous forme de billets de 200, 300 et 1.000 livres [3] , trop gros pour être utilisés en monnaie courante, mais de taille pratique pour acheter les terres de l'Église. À côté de cela, ils devaient rapporter des intérêts, ce qui pouvait inciter les titulaires à les conserver. L'Assemblée se retint donc d'émettre de plus petites obligations.

Les souvenirs de la ruine qui avait suivi les grandes émissions de monnaie plus petite dans les années précédentes restaient toujours vifs. Pourtant, la pression en faveur d'une monnaie populaire destinée à une utilisation universelle devenait de plus en plus forte. Le comité des finances de l'Assemblée notait que « *le peuple demande un nouveau moyen d'échange* », que « *la circulation de monnaie papier est la meilleure des opérations* », que « *c'est le moyen le plus libre qui soit car il repose sur la volonté du peuple* », que « *cela attachera l'intérêt des citoyens au bien public* ».

Le rapport en appelait au patriotisme des Français avec l'exhortation suivante :

> « *Montrons à l'Europe que nous comprenons nos propres ressources, prenons tout de suite la grand-route qui conduit à notre libération plutôt que de nous traîner le long des chemins tortueux et obscurs des prêts fragmentés* ».

Le rapport se concluait en recommandant une émission de monnaie papier soigneusement encadrée, pour un montant total de 400 millions de livres et la discussion était poursuivie jusqu'à ce que l'objection aux plus petits billets soit oubliée.

Au cours de ce débat sur l'ensemble du sujet, dans ses différentes phases les déclarations faites par M. Matrineau étaient typiques. Il était à fond pour la monnaie papier, sa seule crainte était que le Comité n'en ait pas autorisé suffisamment. Il déclara que les affaires stagnaient et que la seule raison était le besoin d'une plus grande quantité de moyens de paiement en circulation ; que la monnaie papier devait avoir un cours légal ; que l'Assemblée devait surmonter les préjudices que les échecs de la monnaie papier de John Law avaient causés plusieurs décennies auparavant.

Comme tous les supporters de la monnaie papier non convertible, il semblait penser que les lois de la Nature avaient changé depuis les désastres des précédentes émissions. Il déclara :

> « *La monnaie papier sous un régime despotique est dangereuse. Elle favorise la corruption. Mais au sein d'une nation qui est gouvernée par une constitution, qui prend soin elle-même de l'émission de ses billets, qui détermine leur nombre et leur usage, ce danger n'existe plus* ».

Il insistait sur le fait que les billets de John Law avaient dans un premier temps restauré la prospérité, mais que

> « *la misère et la ruine qu'ils avaient engendrées résultaient de leur émission excédentaire qui n'était possible que sous un régime despotique* ». [4]

Monsieur de la Rochefoucauld expliqua que « *les assignats feront sortir les espèces des coffre où elles sont entassées* ». [5] Par ailleurs, Cazalès et Maury affirmaient que le résultat ne pouvait être que désastreux. Jamais sans doute une prophétie politique ne s'est aussi exactement exaucée que le terrible tableau qu'en fit Cazalès dans un des discours qu'il prononça lors de ce débat. Le courant devenait de plus en plus fort ; Petion fit un brillant discours en faveur du rapport et l'influence de Necker ainsi que son expérience furent peu à peu balayés.

Mêlée à l'argument financier, il y avait une forte demande politique. L'Assemblée Nationale avait décidé de confisquer la vaste propriété immobilière de l'Église française, les pieuses accumulations faites pendant 1.500 ans. Il s'agissait d'États princiers dans le pays, de palais appartenant à des évêques et de bâtiments conventuels dans les villes. Ils formaient entre un quart et un tiers de la propriété immobilière totale de la France, et se montaient en valeur à au moins 2.000 millions de livres. Grâce à quelques mesures bien dosées, tout ceci devint propriété de l'État. Jamais semble-t-il un gouvernement n'avait assuré une base aussi solide pour un grand avenir financier [6] .

Il y avait deux raisons principales pour lesquelles les hommes d'État français désiraient vendre rapidement ces terres. On trouvait d'abord une raison financière : obtenir de l'argent pour soulager le gouvernement. Ensuite, une

raison politique, distribuer ces terres aux classes moyennes et les gagner à la révolution et au gouvernement qui leur avait donné leur titre.

On préconisait alors que l'émission de 400 millions de billets (non pas sous forme d'obligations avec intérêt comme cela avait été proposé dans un premier temps, mais en petites et grosses coupures) donne ainsi au Trésor quelque chose à payer tout de suite, et réponde aux besoins du pays.

Une fois mise en circulation, cette monnaie papier allait stimuler les affaires et donner à tous les capitalistes, grands et petits, les moyens d'acheter à la nation les propriétés immobilières de l'Église. À partir de là, le pays pourrait régler ses dettes et obtenir de nouveaux fonds pour de nouveaux besoins. Jamais aucune théorie n'avait semblé plus séduisante aux financiers comme aux hommes d'État.

Ce serait une grosse erreur de supposer que les hommes d'État français, ou le peuple français, ignoraient les dangers que comportait l'émission de monnaie papier non reconvertible. Peu importe la face brillante sous laquelle était présentée cette devise, tous les hommes en France qui réfléchissaient un peu n'oubliaient pas son côté sombre.

Ils ne savaient que trop, par l'expérience désastreuse qui s'était passée 70 ans plus tôt, à l'époque de John Law, quelles étaient les difficultés et les dangers d'une monnaie mal établie et mal contrôlée. Ils avaient appris alors combien il est facile de l'émettre ; combien il est difficile de contrôler son émission excédentaire ; combien elle conduit de façon séduisante à l'absorption des ressources des ouvriers et des hommes qui disposent de petites fortunes ; combien elle pèse lourdement sur toutes ces vies qui dépendent de revenus fixes, de salaires.

Avec quelle facilité elle crée sur les ruines de la prospérité de tous les hommes de maigres moyens une classe de spéculateurs débauchés, la classe la plus préjudiciable qui soit pour une nation, plus préjudiciable que les criminels professionnels que la loi reconnaît et peut étrangler. Combien elle stimule la surproduction au départ et laisse ensuite chaque secteur industriel indolent et sans réaction. Combien elle casse l'épargne et développe l'immoralité politique et morale.

En tout cela, la France a été profondément enseignée par l'expérience. Beaucoup de ceux qui vivaient alors avaient ressenti le résultat de ce genre d'expérience, les émissions de monnaie papier sous John Law, un homme aujourd'hui reconnu comme l'un des financiers les plus ingénieux que le monde ait jamais connus ; et on retrouvait ensuite à l'Assemblée Nationale beaucoup de ceux qui devaient leur pauvreté à ces émissions de papier. Rares étaient ceux dans le pays qui n'en avaient pas entendu parler comme des auteurs de la plus effroyable catastrophe que la France ait jamais connue [7] .

Ce n'est pas une simple tentative d'effet théâtral, mais une impulsion naturelle qui conduisit un homme politique réfléchi, pendant le débat, à brandir un échantillon de cette vieille monnaie de papier et à déclarer qu'elle était tachée du sang et des larmes de leurs pères.

Ce serait aussi une erreur de supposer que l'Assemblée Nationale, qui avait discuté sur la question, était composée simplement de révolutionnaires sauvages. Aucune déduction ne pourrait être plus fausse. Quelle qu'ait pu être la personnalité des hommes qui ont légiféré ensuite en France, on ne peut nier, malgré tous les arguments et les railleries des hommes d'État réactionnaires et des historiens, que l'on n'a vu que peu de corps législatifs plus perspicaces dans cette première assemblée constitutionnelle française. On trouvait des hommes comme Sieyès, Bailly, Necker, Mirabeau, Talleyrand, Du Pont de Nemours et une multitude d'autres qui, dans des domaines très variés et venant aussi du monde politique, avaient déjà montré et étaient destinés à le démontrer après coup qu'ils se trouvaient être parmi les hommes les plus forts et les plus astucieux que l'Europe ait jamais vus.

Mais la monnaie papier était devenue irrésistible. Il était constamment proposé, et avec une grande démonstration de force, que si n'importe quelle nation pouvait en émettre en toute sécurité, la France était aujourd'hui cette nation-là. Elle avait été sérieusement mise en garde par sa dure expérience avec John Law. Elle avait aujourd'hui un gouvernement constitutionnel, contrôlé par un peuple éclairé et patriote. Ce n'était pas une monarchie absolue, comme au temps des premières émissions de monnaie papier, contrôlée par des politiciens et des aventuriers. Elle pouvait garantir chaque livre de sa monnaie papier par une hypothèque virtuelle sur un domaine beaucoup plus grand en valeur que l'émission tout entière.

Avec des hommes comme Bailly, Mirabeau et Necker à leur tête, elle ne pouvait pas commettre les erreurs financières et les crimes dont avait souffert la France sous John Law, le Régent (duc d'Orléans) et le Cardinal Dubois.

L'art oratoire l'emporta sur la science et l'expérience. En avril 1790 fut énoncé le décret final pour l'émission de 400 millions de livres en monnaie papier, reposant sur la confiscation de la propriété de l'Église en garantie. Les délibérations relatives à ce premier décret et au projet de loi l'exécutant furent des plus intéressantes, mettant en avant Necker, Du Pont de Nemours, Maury, Cazalès, Petion et Bailly ainsi que de nombreux autres. Les discussions étaient certainement de grande valeur, mais personne ne peut les lire dans le Moniteur, même pas dans les résumés de l'histoire parlementaire, sans penser que de nombreux historiens modernes ont bien mal rendu justice à ces hommes qui se sont alors efforcés de se tenir debout entre la France et la ruine.

Cette somme de 400 millions, tellement énorme à l'époque, fut émise sous forme d'assignats : il s'agissait de billets garantis sur de l'immobilier productif et qui généraient un intérêt de 3% au titulaire. Aucune monnaie non convertible n'a jamais revendiqué une garantie aussi scientifique et pratique de sa qualité et de son action propre sur les finances publiques. D'un côté, elle offrait ce que le monde reconnaissait comme étant une sécurité très pratique – soit une hypothèque sur de l'immobilier productif d'une valeur beaucoup plus grande que l'émission.

De l'autre côté, puisque les billets généraient un intérêt, il paraissait évident qu'ils devaient être retirés de la circulation s'ils devenaient superflus [8] .

Les billets furent mis en circulation très rapidement. À la différence de ceux qui avaient été émis à l'époque de John Law, ils étaient gravés dans les règles de l'art. Pour stimuler la loyauté, le portrait du roi fut placé au centre. Pour susciter l'esprit civique, des légendes patriotiques et des emblèmes étaient disposés tout autour. Pour stimuler l'avidité des gens, le montant de l'intérêt que le billet pouvait rapporter chaque jour à son propriétaire était imprimé dans la marge.

L'ensemble était orné de timbres et de signatures pour montrer que tout était soigneusement enregistré et contrôlé [9] .

Pour couronner son travail et expliquer les avantages de cette nouvelle monnaie, l'Assemblée Nationale fit une allocution à l'intention du peuple français. Elle évoqua la nation comme étant « *délivrée par ce grand moyen de toute incertitude et de tout résultat catastrophique que pourrait présenter le système du crédit* ». Elle prédit que cette émission « *redonnerait puissance, abondance et prospérité dans le Trésor public, le commerce et toutes les branches de l'industrie* » [10] .

Certains arguments de cette allocution méritent d'être répétés, parmi eux, notons par exemple :

> « *La monnaie papier est sans valeur inhérente à moins qu'elle ne représente une propriété spéciale.*
>
> *Sans cette correspondance, il est inacceptable dans le secteur du commerce de rivaliser avec une monnaie métallique qui offre une valeur réelle et indépendante de l'action publique.*
>
> *Gardons aussi à l'esprit que la monnaie papier qui ne repose que sur l'autorité publique a toujours provoqué la ruine là où elle a été établie.*
>
> *C'est la raison pour laquelle les billets de banque de 1720, émis par John Law, après avoir provoqué de terribles drames, n'ont laissé que d'horribles souvenirs. L'Assemblée Nationale n'a pas souhaité vous exposer à ce danger, elle vous donne cette nouvelle monnaie papier dont la valeur vient non seulement de l'autorité de la nation mais offre aussi une valeur réelle et immuable, une valeur qui lui permet de soutenir avantageusement une rivalité avec les métaux précieux eux-mêmes* » [11] .

Mais la déclaration finale est sans doute la plus intéressante. Elle affirme :

> « *Ces assignats, qui génèrent de l'intérêt, seront bientôt considérés comme plus intéressants que la pièce qui est aujourd'hui thésaurisée et la mettront à nouveau en circulation* ».

Le roi fut également prié de rédiger une proclamation recommandant à son peuple de faire un bon accueil à cette nouvelle monnaie. Tout ceci causa une grande joie.

Citons par exemple la lettre de Monsieur Sarot, adressée à l'éditeur du

Journal de l'Assemblée Nationale et qui fut ensuite envoyée dans la France entière. Monsieur Sarot peut à peine se contenir lorsqu'il anticipe la prospérité et la gloire que l'émission de ce papier va apporter à son pays. Une seule chose le vexe, c'est le pamphlet de Monsieur Bergasse contre les assignats. Après une longue série d'argumentations et de protestations, afin d'apporter une dernière preuve de sa confiance dans la monnaie papier et de donner libre cours à son scepticisme face aux dangers prédits par Bergasse et d'autres, Monsieur Sarot dépose solennellement sa maison, son jardin et ses meubles sur l'autel de son pays et offre de les vendre contre de la monnaie papier.

Il existait toutefois quelques contradicteurs. On les retrouve spécialement dans le clergé qui, naturellement, refusait la confiscation de la propriété de l'Église. Plusieurs ecclésiastiques firent des discours, certains pleins d'arguments vigoureux et graves, contre l'émission proposée de papier. On a même conservé un sermon dans lequel un prêtre menace tous ceux qui pourraient posséder cette nouvelle monnaie d'aller en enfer. Mais la grande majorité du peuple français, qui avait souffert si longtemps de l'oppression ecclésiastique, considérait ces affirmations comme le frétillement d'un poisson au bout de son hameçon et n'en profitait que davantage [12] .

Le premier résultat de cette émission a été apparemment tout ce que le plus optimiste pouvait souhaiter : le Trésor était d'un coup grandement soulagé. Une partie de la dette publique était réglée, les créanciers étaient encouragés, le crédit relancé, les dépenses ordinaires étaient réglées et une partie considérable de cette monnaie papier étant passée des mains du gouvernement dans celles du peuple, le commerce se développa et toutes les difficultés semblèrent s'évanouir.

Les inquiétudes de Necker, les prophéties de Maury et de Cazalès semblèrent complètement vaines. Il est tout à fait possible que si les autorités du pays avaient cessé cette émission, peu des maux financiers qui se sont développés ensuite auraient été si durement ressentis. Les 400 millions de monnaie papier alors émis auraient simplement exécuté la fonction d'un montant similaire d'espèces. Mais il y eut bientôt un autre résultat : les choses s'étaient compliquées. Fin septembre, soit cinq mois après l'émission des 400 millions en assignats, le gouvernement les avait dépensés et se trouvait de nouveau en danger [13] .

Le vieux remède revint immédiatement et naturellement à l'esprit des hommes. Le pays tout entier redemanda une nouvelle émission de papier. Des hommes réfléchis commencèrent alors à se souvenir de ce que leurs parents leur avaient dit à propos de la voie séduisante des émissions de monnaie papier à l'époque de John Law et à rappeler les prophéties qu'ils avaient eux-mêmes entendues lors du débat qui avait précédé la première émission des assignats, moins de six mois plus tôt.

À ce moment-là, les adversaires du papier avaient prévu que, une fois sur la trajectoire descendante de l'inflation, la nation ne pourrait pas être maîtrisée et que d'autres émissions allaient suivre.

Les partisans de la première émission avaient affirmé que c'était une calomnie, que les gens étaient maintenant sous contrôle et qu'ils pouvaient vérifier à tout moment ces émissions. L'opinion au sein de l'Assemblée était plutôt diverse : quelques intrigants et des rêveurs ne mâchaient pas leurs mots en faveur de la monnaie papier. Beaucoup de personnes se montraient plus enclines au laisser aller. Les plus réfléchis s'efforçaient d'affronter le courant.

Un homme avait les capacités de résister à la pression : Mirabeau. Il était l'idole populaire, le grand orateur de l'Assemblée et beaucoup plus que cela : il avait fait traverser au pays certains des pires dangers avec une hardiesse presque divine. Au cours des différents conflits qui avaient éclaté, il avait fait preuve non seulement d'audace dans ses discours, mais aussi d'une prévoyance étonnante. Il n'y avait aucun doute quant à sa position face à une devise non convertible. C'était celle que tous les véritables hommes d'État avaient affichée, avant lui et depuis dans son pays en Angleterre, en Amérique et dans chaque nation moderne.

Dans sa lettre adressée à Cerutti en janvier 1789 à peine six mois plus tôt, il avait parlé de la monnaie papier comme d'une « *pépinière de tyrannie, de corruption et de déception. Une véritable débauche d'autorité* ». Dans l'un de ses précédents discours devant l'Assemblée Nationale, il avait parlé de cet argent, lorsque Anson avait secrètement évoqué la question, pour le qualifier de « *prêt sous la menace d'une arme* » et ajouté : « *ce mot infâme, monnaie papier, devrait être banni de notre langue* ». Dans ses courriers privés qu'il écrivait à ce moment-là et qui furent révélés plus tard, il montrait qu'il était bien

conscient des dangers de l'inflation.

Mais il céda à la pression, en partie parce qu'il pensait qu'il était important de vendre rapidement les terres du gouvernement au peuple et de développer ainsi rapidement une large classe de petits propriétaires terriens engagés à se tenir du côté du gouvernement qui leur avait donné leurs titres. En partie sans doute du fait d'une récompense immédiate. D'une façon plus générale, dans le vague espoir que les lois de finances graves et inexorables qui avaient lourdement puni les gouvernements ayant émis de la monnaie non convertible dans d'autres pays, à d'autres époques, pourraient d'une certaine façon être évitées [14] .

La question fut abordée par le rapport de Montesquieu le 27 août 1790. Il soutenait, avec une réticence évidente, une émission supplémentaire de papier. Il ajoutait que l'émission originale de 400 millions, même si elle n'était pas soutenue au départ, avait été couronnée de succès, que les assignats étaient économiques, même s'ils présentaient des dangers. Et enfin, le point culminant du discours qui se terminait par : « *Nous devons sauver le pays* » [15] .

En partant de ce rapport, Mirabeau fit alors l'un de ses discours les plus forts. Il reconnut qu'il avait au départ craint l'émission des assignats mais qu'il osait maintenant la préconiser. Que l'expérience avait montré que l'émission de monnaie papier était des plus pratiques, que le rapport prouvait que la première émission des assignats était un succès, que les affaires publiques étaient sorties du désastre, que la ruine avait été évitée et le crédit établi. Il ajoutait ensuite qu'il y avait une différence entre la monnaie papier récente et celle dont la nation avait tant souffert à l'époque de John Law. Il précisait que la nation française était maintenant avisée et il ajoutait : « *Les subtilités trompeuses ne peuvent plus égarer les patriotes et les hommes d'esprit sur ce sujet* ».
Il affirmait que « *Nous devons accomplir ce que nous avons commencé* » et il déclarait qu'il devait y avoir une plus grande émission de papier, garantie par les terres de l'État et par la bonne foi de l'État français.

Pour démontrer combien le système était pratique, il souligna que dès que la quantité de monnaie papier deviendrait trop importante, elle serait absorbée grâce à des achats rapides de terres de l'État. Et il fit une comparaison très frappante entre le système qui s'ajuste et se régularise tout seul et les pluies qui

descendent en averses sur la terre puis viennent grossir les rivières qui se déversent dans la mer pour se transformer en vapeur et finalement se dispersent sur la terre pour fertiliser les champs. Il prédit que les membres seraient surpris devant l'étonnant succès de cette monnaie papier et qu'il n'y en aurait aucun en trop.

Sa théorie se développa par ce qui la nourrissait, comme l'avait déjà fait en général la théorie de la monnaie papier. Vers la fin, dans un élan d'éloquence, il suggéra que les assignats soient créés en montant suffisant pour couvrir la dette du pays et que les terres de la nation soient mises en vente immédiatement, prédisant que la prospérité reviendrait alors et que toutes les classes penseraient que cette émission supplémentaire de monnaie papier était une vraie bénédiction [16] .

Ce discours fut fréquemment interrompu par des applaudissements. Un vote unanime demanda son impression et des exemplaires furent diffusés partout en France. L'impulsion qu'il suscita déclencha toutes les discussions subséquentes. Gouy se leva et proposa de liquider la dette nationale de 2400 millions, pour utiliser ses propres mots, « *par une seule opération, grande, simple et magnifique* » [17] .

Cette « opération » consistait à émettre 2400 millions sous forme de billets au cours légal et à promulguer une loi qui préciserait que les espèces ne devaient pas être acceptées pour acquérir les terres du pays. Sa démagogie fleurissait magnifiquement. Il lança un appel aux gens du peuple qui, pour utiliser son expression flatteuse, « *devraient s'en remettre à la loi sur une question aussi intéressante* ». Les journaux de l'époque, en rapportant son discours, firent cette remarque significative : « *Ce discours fut bruyamment applaudi* ».

Brillat-Savarin lui répondit. Il attirait l'attention sur la dévalorisation des assignats qui se ressentait déjà. Il tenta de faire voir à l'Assemblée que les lois naturelles travaillent de façon aussi inexorable en France qu'ailleurs. Il avança que si cette nouvelle émission était faite, il s'en suivrait une dévalorisation de 30%. Il est étonnant que l'homme qui s'est dressé aussi fermement contre cette vague de déraison ait laissé au monde la simple réputation du plus brillant cuisinier qui ait jamais existé ! Il fut suivi par l'abbé Goutes qui déclara – ce qui semble grotesque à ceux qui ont lu l'histoire d'une monnaie papier non convertible dans un pays quelconque – que les nouvelles émissions de monnaie papier « *vont fournir un moyen d'échange qui protégera la moralité publique de*

la corruption »[18] .

Pendant que ce débat avait lieu, un rapport de Necker fit également son apparition. Il n'était pas véritablement le grand homme d'État dont la France avait spécialement besoin à ce moment-là. Il ne reconnaissait pas le fait que la nation connaissait une grande révolution, mais il pouvait voir que, indépendamment de ce qui pouvait arriver, il y avait des principes simples de finance auxquels il fallait adhérer. Plus sérieusement, il s'efforça de dissuader l'Assemblée de son projet, suggérant que d'autres moyens pouvaient être trouvés pour aboutir au résultat et il prédit de sombres catastrophes. Mais le courant était trop rapide. Necker fut éconduit comme étant un homme du passé. Il envoya sa démission et quitta la France pour toujours [19] .

Les démagogues de la monnaie papier sautèrent de joie lorsqu'il partit. Leur joie se propagea chez les journalistes. Aucun mot ne pouvait exprimer leur mépris pour un homme qui était incapable de voir les avantages que présentaient les émissions de papier pour remplir les caisses du trésor. Marat, Hébert, Camille Desmoulins et l'ensemble des démagogues si prompts à les suivre vers la guillotine étaient tout spécialement radieux [20] .

Poursuivant le débat, Rewbell attaqua Necker, affirmant que les assignats n'étaient pas à égalité parce qu'il n'y en avait pas encore assez ; il insista sur le fait que les paiements de terres de l'État devaient être effectués uniquement par assignats. Il suggéra que les cloches des églises du royaume soient fondues en petite monnaie.

Le Brun attaqua le système tout entier devant l'Assemblée, comme il l'avait fait avec la Commission, déclarant que la proposition, au lieu de soulager la nation, allait la ruiner. Les documents de l'époque attestent que cela attisa les rumeurs. Chabroud arriva à la rescousse. Il affirma que l'émission d'assignats allait soulager la détresse du peuple et il présenta très adroitement la nouvelle théorie du papier monnaie et ses bases avec les mots suivants :

> « *La terre est la source de la valeur, vous ne pouvez pas distribuer la terre en valeur circulante, mais ce papier représente cette valeur et il est évident que les créditeurs de la nation ne seront pas trompés en la prenant* ».

Par ailleurs, le Moniteur, le journal de référence, publia un article très sérieux contre la monnaie papier qui se termine par le résumé suivant :

> « *Il est évident que tous les papiers qui ne peuvent pas, au gré du porteur, être convertis en espèces ne peuvent pas assumer les fonctions de l'argent* ».

L'article poursuit en citant la première opinion de Mirabeau dans sa lettre à Cerutti, publiée en 1789, cette fameuse opinion sur la monnaie papier qui affirme qu'elle est « *une pépinière de tyrannie, de corruption et d'illusion, une véritable débauche d'autorité en délire* ». Lablache, devant l'Assemblée, déclarait que « *la monnaie papier est le produit émétique des grands États* » [21] .

Boutidoux, recourant aux expressions toutes faites, appela les assignats « *un papier terre* » ou « *de la terre convertie en papier* ». Boislandry répondit vigoureusement et prédit des résultats catastrophiques. On continua de publier des pamphlets et l'un d'eux se révéla si caustique qu'il fut lu devant l'Assemblée. Il affirmait avec la plus grande clarté que doubler la quantité d'argent ou de substituts d'argent dans un État ne faisait qu'augmenter les prix, dégradait les valeurs, mettait en danger le capital, réduisait l'entreprise légitime et faisait diminuer la demande de produits et donc de travail.

Les seules personnes qui se trouvaient gagnantes étaient les riches qui avaient de gros montants de dettes à régler. Le pamphlet était signé : « *Un ami du peuple* ». Il fut accueilli par des applaudissements nourris par la minorité réfléchie de l'Assemblée. Du Pont de Nemours, qui était du côté de Necker lors du débat sur la première émission des assignats, se leva, avoua que le pamphlet était de lui et affirma hardiment qu'il avait toujours voté contre l'émission de papier non convertible et qu'il le ferait toujours [22] .

Plus important encore que n'importe quel autre argument contre l'inflation, il y eut le discours de Talleyrand. Il avait été parmi les hommes d'État les plus audacieux et les plus radicaux en France. C'est lui, l'ancien évêque, qui avait plus que tout autre milité pour que les grandes propriétés de l'Église soient transmises à l'État, et il avait soutenu la première émission de 400 millions. Mais il adopta à ce moment-là un ton juridique et tenta de montrer à l'Assemblée la vérité toute

simple : l'effet d'une seconde émission d'assignats pourrait bien être différent de celui de la première.

Si la première était à l'évidence nécessaire, la seconde pourrait bien être aussi préjudiciable que la première avait été utile. Il désigna plusieurs points faibles dans les erreurs de l'inflation et présenta énergiquement la vérité toute bête : aucune loi ni aucun décret ne peuvent conserver de grandes émissions de papier non convertible à égalité avec des espèces. Dans son discours, on relève les mots suivants :

> « *Vous pouvez évidemment vous arranger pour que les gens soient obligés de prendre un millier de livres en papier pour 1.000 livres en espèces ; mais vous ne pourrez jamais faire en sorte qu'un homme soit obligé de donner 1.000 livres en espèces pour 1.000 livres en papier. Toute la question est dans ce fait, et à cause de ce fait précis, tout le système s'effondre* » [23] .

La Nation tout entière avait alors commencé à prendre part au débat. Des hommes avisés avaient compris que le tournant était atteint entre le bien et le mal, que la nation se tenait à la croisée des chemins. La plupart des grands centres commerciaux du pays se mirent en mouvement et s'élevèrent contre la nouvelle émission, soit 25 contre, et 7 pour.

Mais des théoriciens éloquents se levèrent pour rendre gloire au papier et parmi eux, Royer, qui le 14 septembre 1790 rédigea un pamphlet intitulé : « *Réflexions d'un citoyen patriote sur l'émission des assignats* ». Il avançait beaucoup de raisons spécieuses pour lesquelles les assignats ne pouvaient pas être supprimés et il taxa l'argument élevé contre eux de « *viles clameurs de gens subornés pour affecter l'opinion publique* ». Il déclara à l'Assemblée Nationale : « *S'il est nécessaire de créer 5.000 millions, voire plus, de papier, ordonnons cette émission avec joie* ».

Lui aussi prédisait, comme beaucoup d'autres, un moment où l'or allait perdre toute sa valeur puisque tous les échanges seraient réalisés avec ce papier admirable, garanti. La pièce de monnaie allait donc sortir des endroits où elle était thésaurisée. Il prédit des moments de prospérité pour la France si ces grandes émissions de papier continuaient et dit qu'elles étaient « *les seuls*

moyens d'assurer le bonheur, la gloire et la liberté à la Nation française ».

Des discours de ce genre-là donnèrent du courage à un nouvel essaim de théoriciens. On remarqua alors que des hommes qui n'avaient jamais montré aucune capacité à faire fortune ou à augmenter leur fortune regorgeaient de plans brillants pour créer et augmenter la richesse du pays dans son ensemble.

Le 27 septembre 1790, Mirabeau (ci-dessous) fit son discours final, le plus puissant de tous. Le plus sobre et le plus conservateur de ses adversaires modernes qualifie son éloquence de « prodigieuse ». Le grand orateur commença par la nécessité politique impliquée, déclarant que le besoin le plus urgent était de mettre les terres du gouvernement entre les mains du peuple et donc d'impliquer la classe des propriétaires terriens ainsi créée auprès de la nation et contre les anciens privilèges.



À travers l'ensemble de ses arguments, il y a un point essentiel souligné avec toute son éloquence et son ingéniosité : l'excellence de la devise proposée, sa stabilité et sa sécurité. Il déclare que, étant basés sur la garantie des terres de l'État et convertibles en elles, les billets sont mieux sécurisés que s'ils étaient remboursables en espèces. Que les métaux précieux sont uniquement employés dans les arts secondaires tandis que la monnaie papier française représente la première et la plus réelle de toutes les propriétés, la source de toute production, la terre.

Tandis que d'autres nations ont été obligées d'émettre de la monnaie papier, aucune n'a eu autant de chance que la nation française pour la simple raison qu'aucune n'a jamais pu offrir cette sécurité. Celui qui acquiert de la monnaie papier française a pratiquement une hypothèque pour la garantir ainsi qu'une propriété de terre qui peut facilement être vendue pour satisfaire ses créances alors que les autres nations n'ont pu que fournir une vague revendication au pays tout entier. « *Et,* s'écrie-t-il *, je préfère avoir une hypothèque sur un jardin plutôt que sur un royaume* ».

Certains autres de ses arguments sont plus démagogiques. Il déclare que les seuls intérêts affectés seront ceux des banquiers et des capitalistes, mais que les fabricants retrouveront la prospérité. Certains de ses arguments semblent presque puérils comme lorsqu'il dit par exemple :

> « *Si l'or a été thésaurisé par timidité ou par malignité, l'émission de papier montrera que l'or n'est pas nécessaire et il disparaîtra ensuite* ».

Mais dans son ensemble, le discours était brillant. Il fut souvent interrompu par les applaudissements. Il régla la question. Mais les gens ne cessèrent pas de considérer qu'il s'agissait du discours audacieux d'un orateur et non le jugement réfléchi d'un expert en finances. Ils ne virent pas que faire appel à Mirabeau ou à Talleyrand pour avoir des conseils à propos d'une politique monétaire parce qu'ils avaient montré de l'audace en cas de danger et de la force dans les conflits était comme convoquer un boxeur pour remonter une montre.

En vain Maury montra que, alors que les premières émissions du papier de John Law avait généré la prospérité, celles qui avaient suivi avait amené la misère.

En vain cita-t-il un livre publié à l'époque de John Law qui montrait que Law était au début considéré comme un patriote et un ami de l'humanité.

En vain brandit-il à l'Assemblée l'un des billets de Law et fit-il appel aux souvenirs de la misère qu'ils avaient apportée à la France.

En vain Du Pont présenta-t-il un plan simple et judicieux pour substituer les billets dans le paiement de la dette en cours qui ne devraient pas faire partie

de l'instrument d'échange ordinaire.

Rien ne put résister à l'éloquence de Mirabeau. Barnave, en suivant, insista sur le fait que « *le papier de Law reposait sur les fantômes du Mississippi. Les nôtres reposent sur la base solide des terres ecclésiastiques* » et il prouva que les assignats ne pouvaient pas se déprécier davantage. Le journal de Prudhomme méprisa l'or comme garantie de la devise, vanta l'immobilier comme étant la seule base réelle et se montra fervent de la convertibilité et de l'auto-ajustement des faits dans le schéma proposé.

En dépit de toute cette plausibilité et de toute cette éloquence, une large minorité resta fermement attachée à ses premiers principes. Mais le 29 septembre 1790, un vote de 508 contre 423 scella l'acte. Une loi fut adoptée pour autoriser l'émission de 800 millions de nouveaux assignats, mais elle déclara solennellement qu'en aucune manière, le montant total mis en circulation ne pouvait excéder 1200 millions.

Pour confirmer doublement cette disposition, il fut aussi décrété que dès que les assignats étaient payés au Trésor pour l'acquisition de la terre, ils devaient être brûlés. Cette mesure devait rester constante. À la différence de la première émission, ces nouveaux billets ne devaient pas produire d'intérêt [24] .

Le pays applaudit longuement quand il fut ainsi soulagé.

Parmi les nombreux pamphlets qui ont salué la mesure, nous trouvons par exemple *Les Amis de la révolution* , qui est sans doute le plus intéressant. Il commence ainsi :

> « *Citoyens, l'acte est signé. Les assignats sont la clef de voûte du système. Tout est enfin réglé. Je suis maintenant en mesure de vous annoncer que la révolution est terminée et qu'il ne reste plus qu'une ou deux questions à débattre.*
>
> *Tout le reste n'est que détails qui ne peuvent plus nous priver du plaisir d'admirer tout le travail qui a été accompli. Les provinces et les villes commerciales qui étaient au départ inquiètes de voir tant de monnaie papier émise expriment aujourd'hui toute leur gratitude.*

Les espèces viendront s'ajouter à la monnaie papier. Les étrangers viennent vers nous depuis les quatre coins de l'Europe pour profiter de ce que nos lois peuvent leur offrir.

Bientôt, la France enrichie par ses nouvelles propriétés et par son industrie aura besoin d'une nouvelle émission de monnaie papier ».

La France se retrouvait donc complètement assujettie à une politique d'inflation. Si des questions se posaient à ce sujet auparavant, tous les doutes étaient maintenant levés par le biais de lois diverses très significatives qui montraient la difficulté extrême à stopper une nation une fois qu'elle surfe sur la dépréciation de sa devise. L'Assemblée nationale avait dès le départ fait preuve d'une étonnante tolérance envers toutes sortes d'entreprises, sages ou folles, qui étaient préconisées pour « *le bien du peuple* ».

Du fait de tous ces éléments, on entendit de nouveau les gens se plaindre de manquer de moyens d'échange. Ils réclamaient surtout des petites coupures. La monnaie la moins chère possible avait en général chassé celle qui était plus chère. Le papier avait généré la disparition d'une bonne partie des pièces d'argent et de cuivre. Toutes sortes de billets circulant sous le nom de « *billets de confiance* » inondèrent la France, 63 sortes différentes à Paris uniquement.

Cette monnaie non garantie généra beaucoup de confusion et de fraudes. Différentes régions de France commencèrent à émettre leurs propres assignats en petites unités et cela obligea l'Assemblée nationale à déroger à l'engagement solennel stipulant que la circulation ne devrait pas excéder 1200 millions et que tous les assignats rendus au Trésor pour l'achat de terres seraient immédiatement brûlés [25] . En peu de temps, le Trésor récupéra 160 millions de livres en papier pour les terres. Selon les termes des actes précédents, ce montant de papier aurait dû être retiré de la circulation. Au lieu de cela, arguant de nécessité, la plus grande partie se retrouva réémise sous la forme de petits billets.

Il y avait, c'est exact, une bonne excuse à ces nouvelles émissions de petits billets car, en partant de la théorie selon laquelle une émission de plus petites coupures sortirait l'argent (métal) de la circulation, le plus petit assignat autorisé était de 50 livres. Pour fournir de l'argent et du cuivre et les garder en circulation, tout fut essayé. Les citoyens avaient été incités par la loi à envoyer leur

argenterie et leurs bijoux à l'hôtel de la Monnaie.

Le roi lui-même envoya son argent et son or et les églises et les couvents reçurent l'injonction d'envoyer au gouvernement tous les récipients en argent et en or qui n'étaient pas absolument nécessaire pour le culte public. Pour les pièces en cuivre, les cloches des églises furent fondues. Pourtant, l'argent et même le cuivre continuèrent de devenir de plus en plus rares.

Au milieu de tout cela, différentes tentatives furent lancées et en novembre 1790, l'Assemblée décréta un unique standard de pièces de monnaie, le métal choisi étant l'argent et le ratio entre les deux métaux précieux fut changé de 15 ½ pour 1 à 14 ½ pour 1, mais cela n'eut pas le résultat escompté. On jugea nécessaire d'émettre le petit papier redouté et on commença par émettre 100 millions en billets de 5 francs ; et bientôt, obéissant à la clameur générale, des billets de parchemin pour plusieurs petits montants jusqu'à un sou [26] .

Pourtant, chacune de ces émissions, grande ou petite, était comme une goutte d'eau froide dans une gorge desséchée. Bien qu'il y eût déjà une augmentation des prix qui montrait que le montant nécessaire à l'échange avait été dépassé, on continua de réclamer plus « *de moyens d'échange* ». La pression en faveur de nouvelles émissions devint de plus en plus forte. Le peuple parisien et le club des Jacobins étaient particulièrement virulents.

Quelques mois plus tard, le 19 juin 1791, avec quelques discours, dans un silence de mauvais augure, une nouvelle émission était faite pour un montant de 600 millions supplémentaires, soit moins de 9 mois après la précédente grande émission, avec ses engagements solennels de maîtriser le montant en circulation. À l'exception de quelques hommes avisés, la nation tout entière à nouveau se réjouit [27] .

La relative facilité de ces nouvelles émissions démontre l'action d'une loi financière aussi certaine que le fait l'action d'une loi similaire en philosophie naturelle. Si un corps matériel tombe d'une hauteur, sa vitesse s'accélère, par une loi bien connue, dans un ratio en augmentation croissante. Dans les émissions de devise non convertible, obéissant aux théories d'un corps législatif ou plus généralement d'un peuple, il existe une loi naturelle d'émission et de dépréciation en croissance rapide.

Les premiers billets de l'inflation furent adoptés avec une grande difficulté, après une solide résistance et par une majorité faible d'à peu près un millier de voix. Mais nous voyons maintenant que les mesures de la nouvelle inflation furent adoptées de plus en plus facilement et nous aurons l'occasion de voir le fonctionnement de cette même loi à un niveau plus frappant à mesure que l'histoire avance.

Au cours des différentes étapes de ce débat, survint une doctrine ancienne et de sinistre présage. Il s'est passé la même chose à la fin du XIX e siècle aux États-Unis durant l'épisode qui devint connu sous le nom de « *l'engouement pour le billet vert* » et de « *l'engouement gratuit pour l'argent* ».

En France, une génération avant la Révolution, elle avait été réfutée par Turgot aussi brillamment que cent ans plus tard, aux États-Unis, par James A. Garfield et ses compagnons. Cette doctrine affirmait que toute devise, qu'il s'agisse d'or, de papier, de cuir ou de tout autre matériau, tire son efficacité du timbre officiel qu'elle affiche et que, partant de là, un gouvernement peut très bien se soulager de ses dettes et devenir riche et prospère simplement grâce à une imprimerie – fondamentalement la théorie qui fut à la base de la doctrine de « *la monnaie fiduciaire* » (fiat money) que l'on retrouve plus tard aux États-Unis.

Il y eut des murmures de mécontentement puis finalement des discours au club des Jacobins, à l'Assemblée, des articles dans les journaux et des pamphlets qui circulèrent dans le pays, tenant cette doctrine pour acquise.

Cela affecta fort peu les hommes réfléchis qui gardaient à l'esprit les événements qui s'étaient abattus sur le peuple, spécialement sur les classes les plus pauvres, quand cette même théorie fut mise en pratique par John Law ou réfutée par Turgot, mais servit à grossir le mouvement populaire en faveur de l'émission d'assignats supplémentaires [28] .

La grande majorité des Français devinrent alors des optimistes désespérés déclarant que l'inflation est la prospérité. La France connut temporairement un sentiment de bien-être. La nation se laissait griser par la monnaie papier. Le sentiment de bien-être était celui d'un ivrogne juste après sa gorgée d'alcool. Et il faut noter comme simple fait historique, qui correspond à un fait physiologique, que tandis que les tirages de monnaie papier se faisaient plus rapides, les

périodes successives de bien-être devenaient plus brèves.

Plusieurs signes négatifs commencèrent à se manifester. Immédiatement après chaque nouvelle émission, on observait une dépréciation marquée. Il est curieux de noter la réticence générale à en désigner la raison exacte.

Le déclin du pouvoir d'achat de la monnaie papier était conforme aux lois les plus simples en matière d'économie, mais la France était allée au-delà de la réflexion de ses hommes d'État et elle avait trouvé refuge dans l'indéfectible optimisme, donnant n'importe quelle explication aux nouvelles difficultés, plutôt que celle qui était juste. Un membre dirigeant de l'Assemblée affirma, lors d'un discours élaboré, que la raison de la dévalorisation venait simplement du manque de connaissance et de confiance parmi la population rurale, et il suggéra des moyens de les éclairer.

La Rochefoucauld proposa de rédiger un discours destiné au peuple pour montrer les bienfaits de la monnaie et l'absurdité de lui préférer les pièces. Ce discours fut voté à l'unanimité. Ils auraient tout aussi bien pu essayer de montrer qu'un breuvage réalisé en mélangeant un litre de vin et deux litres d'eau présentait toutes les qualités exaltantes du liquide original non dilué.

L'attention fut aussi mise en alerte par un autre fait menaçant : les espèces disparaissaient de plus en plus. Les explications fournies démontrèrent une merveilleuse ingéniosité en trouvant de mauvaises raisons et en éludant celle qui était correcte. On trouve une explication très commune dans le journal de Prudhomme « *Les Révolutions de Paris* » du 17 janvier 1791, qui déclarait que les pièces « *continueront d'augmenter jusqu'à ce que les gens aient pendu un courtier* ».

Une autre théorie populaire circulait pour affirmer que la famille Bourbon soutirait de façon mystérieuse tout l'argent solide pour le donner aux principaux centres de leurs complots en Allemagne. D'une façon comique et à la fois pathétique, on notait des indices de l'idée répandue selon laquelle, si seulement un grand nombre de personnes engagées dans le commerce étaient pendues, la valeur nominale des assignats serait restaurée.

Une autre idée favorite affirmait que des émissaires britanniques se

trouvaient au milieu des gens, instillant des idées hostiles au papier. De gros efforts furent faits pour trouver ces émissaires et plus d'une personne innocente connut la colère populaire, accusée d'être engagée pour soutenir l'or et vilipender le papier. Même Talleyrand, si perspicace, affirmait que la faute en incombait simplement aux importations qui étaient trop importantes et aux exportations qui étaient trop faibles [29] .

Il pouvait aussi bien expliquer que lorsque de l'huile est mélangée avec de l'eau, l'eau tombe au fond, et que cela s'explique par le fait que l'huile remonte. Cette disparition d'espèces résultait d'une loi naturelle aussi simple et sûre dans son action que la gravitation. La devise supérieure avait été retirée parce qu'une monnaie inférieure pouvait être utilisée [30] . Quelques efforts furent déployés pour y remédier.

Dans la municipalité de Quillebeuf, un montant considérable d'espèces ayant été trouvé en possession d'un citoyen, l'argent fut saisi et envoyé à l'Assemblée. Les habitants de cette ville considéraient cet or thésaurisé comme étant le résultat de malveillance anti-patriotique ou de folie, au lieu de voir qu'il s'agissait du résultat d'une loi œuvrant dans chaque pays et à chaque époque, quand certaines causes sont réunies. Marat suivit cette théorie en affirmant que la mort serait la punition adéquate réservée aux personnes qui cachaient leur argent.

Un autre fait troublant apparut également. Même si la monnaie papier avait augmenté en quantité, la prospérité avait diminué de façon régulière. Malgré toutes les émissions de papier, l'activité commerciale devenait de plus en plus spasmodique.

L'esprit d'entreprise s'était refroidi et les affaires se firent de plus en plus stagnantes. Mirabeau, dans son discours qui décida de la seconde grande émission de papier, avait insisté sur le fait que, même si les banquiers pouvaient en souffrir, cette émission rendrait un grand service aux fabricants et rétablirait la prospérité pour eux et leurs ouvriers. Ces derniers furent un temps induits en erreur, mais ils furent brutalement tirés de cette illusion. La grande quantité de monnaie avait commencé par stimuler la production et générer une grande activité dans les manufactures ; mais bientôt, les marchés se retrouvèrent engorgés et la demande diminua.

Malgré la misérable politique financière des années passées, et spécialement en dépit de la révocation de l'Édit de Nantes, par lequel le fanatisme religieux avait chassé du royaume des milliers de ses ouvriers protestants les plus qualifiés, les manufactures en France avaient connu un plein essor avant la Révolution. Dans la laine la plus fine, dans les tissus de soie et de satin de toute sorte, dans la poterie et la porcelaine, dans les usines de fer, d'acier et de cuivre, elles occupaient à nouveau leur place de leader sur le continent. Tous les changements précédents n'avaient, au pire, rien fait d'autre que d'infliger un contrôle momentané sur ce système très développé des manufactures.

Mais ce que le sectarisme de Louis XIV et la fainéantise de Louis XV n'avaient pas pu faire en presque un siècle, fut accompli en quelques mois par ce tripotage de la monnaie. Les manufactures cessèrent leur activité les unes après les autres. À Lodève, 5.000 ouvriers se retrouvèrent renvoyés des manufactures de vêtements. Tous les motifs, sauf la véritable raison, furent invoqués.

De lourdes charges pesaient sur les produits étrangers, tout ce que les tarifs et les douanes pouvaient faire était réalisé. Pourtant, les grandes manufactures de Normandie étaient fermées, celles qui restaient dans le royaume suivirent rapidement et un grand nombre d'ouvriers dans toutes les régions du pays se retrouvèrent sans emploi [31] . Ca n'était pas uniquement le cas de la demande à l'intérieur du pays, la demande venue de l'étranger qui avait été stimulée au départ s'effondra bientôt aussi.

Cela ne peut pas être mieux expliqué que par l'un des historiens les plus brillants des temps modernes qui déclare :

> « *Il est exact qu'au départ, les assignats ont donné la même impulsion aux affaires dans les villes que dans les campagnes ; mais l'amélioration apparente n'avait pas de fondations solides, même dans les villes.*
>
> *Chaque fois qu'une grande quantité de monnaie papier est tout à coup émise, on note invariablement une augmentation rapide du commerce. La grande quantité du moyen d'échange met en marche toutes les énergies du commerce et des manufactures.*
>
> *Le capital nécessaire aux investissements se trouve plus facilement et*

le commerce reçoit en continu des approvisionnements frais. Si ce papier représente un crédit réel, fondé sur l'ordre et la sécurité juridique, dont il peut découler une valeur ferme et durable, ce genre de mouvement peut être le point de départ d'une belle prospérité amenée à se développer.

Ce fut le cas par exemple de l'agriculture anglaise qui connut une superbe embellie, sans aucun doute due à l'émancipation des banquiers du pays. Si, à l'inverse, le nouveau papier est une valeur précaire, comme c'était clairement le cas avec les assignats français début février 1791, il peut engendrer des bénéfices qui ne durent pas.

Pour l'instant, peut-être, les affaires connaissent une impulsion d'autant plus violente que chacun s'efforce d'investir sa monnaie douteuse dans des immeubles, des machines et des biens qui, en toutes circonstances, conservent une valeur intrinsèque. On assista à ce genre de mouvement en France en 1791 et de chaque côté, on recevait des rapports satisfaisants à propos de l'activité des manufactures. »

« *Mais pour l'instant, les manufactures françaises tiraient un grand avantage de cet état de fait. Du fait que leurs produits pouvaient être payés à bon marché, les commandes arrivèrent des pays étrangers avec une telle affluence qu'il était souvent difficile pour les fabricants de satisfaire leurs clients. Il est facile de voir que la prospérité de ce type-là doit rapidement atteindre ses limites...*

Lorsqu'une nouvelle chute des assignats eut lieu, cette prospérité allait nécessairement s'effondrer et être suivie d'une crise d'autant plus destructive que les hommes s'étaient beaucoup engagés dans la spéculation sous l'influence des premières perspectives favorables » [32] .

Puis ce fut l'effondrement des manufactures et du commerce, comme cela s'était déjà produit auparavant en France, comme cela s'était passé aussi à différents moments en Autriche, en Russie, en Amérique et dans tous les pays où les hommes avaient essayé de construire la prospérité sur de la monnaie non convertible [33] .

Tout cet effondrement des manufactures et du commerce de la nation

généra d'épouvantables attaques au niveau des plus grandes fortunes ; mais sur la moindre des propriétés des masses de la nation qui comptaient sur leur travail, les conséquences furent énormes. Le capitaliste pouvait mettre son surplus de monnaie papier dans les terres du gouvernement et attendre les résultats, mais les hommes qui avaient besoin de leur argent pour assurer leur vie quotidienne souffrirent la pire misère.

Une autre difficulté apparut aussi. L'incertitude sur l'avenir était totale. Bien avant la fin de 1791, personne ne savait si un morceau de monnaie papier représentant cent livres afficherait un mois plus tard un pouvoir d'achat de 90, 80 ou 60 livres. Les capitalistes craignirent donc d'engager leurs moyens dans les affaires. L'entreprise reçut un coup mortel. La demande de travail continuait à diminuer et cela généra une nouvelle catastrophe car cette incertitude fit flétrir toutes les entreprises de grande envergure. Les affaires en France tiraient le diable par la queue.

Cet état de faits aussi, tandis qu'il pesait lourdement sur les classes riches, était encore plus ruineux pour les classes moyennes et surtout, pour ceux qui vivaient dans le besoin. Avec la masse de la population, l'achat de chaque article se transforma en spéculation, une spéculation dans laquelle le professionnel avait un avantage immense sur l'acheteur ordinaire. Le plus brillant des apologistes du cercle des hommes d'État révolutionnaires en France, déclara : « *Le commerce était mort ; les paris prirent sa place* » [34] .

Il n'y avait aucun avantage compensatoire pour les classes marchandes. Le marchand était obligé d'ajouter à son bénéfice ordinaire une somme suffisante pour couvrir les fluctuations probables ou possibles de la valeur. Tandis que les prix des produits augmentaient, les salaires des travailleurs, du fait du nombre de personnes qui perdaient leur emploi, diminuaient.

Mais ces dangers, même s'ils étaient énormes, étaient petits comparés aux signes plus profonds du mal qui se répandaient partout dans le pays. On notait par exemple que l'épargne disparaissait de l'esprit des Français. Les Français sont naturellement économes mais avec de telles masses d'argent et avec une telle incertitude quant à sa valeur future, les raisons ordinaires qui poussaient à faire des économies diminuèrent et un luxe débridé s'empara du pays.

Tout aussi grave : on notait également une augmentation de la spéculation et des paris. Avec la pléthore de monnaie papier en 1791, on remarqua les premiers signes de cette maladie cancéreuse qui suit toujours de grandes émissions de monnaie non convertible, une maladie plus nuisible pour une nation que la guerre, la peste ou la famine. Dans les grands centres métropolitains, on nota l'émergence d'une spéculation sur les jeux d'argent qui, telle une tumeur maligne, absorba la force de la nation et envoya ses fibres cancéreuses jusqu'aux hameaux les plus reculés. Dans ces centres urbains, la richesse abondante semblait avoir été entassée.

Dans le pays entier, grandissait une aversion du travail continu et un mépris pour les gains modérés et la vie simple.

Dans un pamphlet publié en mai 1791, nous voyons comment l'opinion publique était aveugle à cela aussi. L'auteur attire l'attention sur l'augmentation des jeux avec des valeurs de toute sorte par ces mots :

> « *Que puis-je dire de l'agiotage, aussi effrayant que scandaleux, qui a cours à Paris sous les yeux mêmes de nos législateurs, un mal terrible, étant donné les circonstances actuelles – est-il vraiment nécessaire ?* ».

Il évoque aussi ces joueurs qui utilisent les moyens les plus insidieux pour influencer l'opinion publique en faveur de leurs mesures. Il propose alors sérieusement un changement sur divers points de détail, pensant que cela s'avérerait être un remède suffisant pour un mal qui a ses racines profondément plantées dans tout le système de la monnaie non convertible. Un médecin pourrait tout aussi bien prescrire un nettoyage de pustules pour une maladie du foie [35] .

On commença dès lors à voir de façon plus claire quelques-unes des nombreuses façons dont une politique d'inflation peut voler la classe des ouvriers. Tandis que ces nœuds d'intrigants au sein des villes devenaient riches tout à coup, les classes productives du pays, même si elles avaient en leur possession de plus en plus d'argent, maigrissaient. Dans les schémas et les spéculations répandus par les teneurs de marchés et stimulés par l'impression de devises supplémentaires, des multitudes de petites fortunes se retrouvèrent absorbées et perdues, tandis que quelques fortunes gonflées étaient rapidement

rassemblées dans les plus grandes villes. Cela paralysa une grande catégorie sociale dans les régions du pays qui avaient employé beaucoup d'ouvriers.

Dans les grandes villes françaises, on notait l'émergence de la luxure et de la licence, qui étaient un mal encore plus grand que la spoliation qui pourvoyait à leurs besoins. Dans le pays, les jeux d'argent se développèrent encore plus. L'historien avisé que j'ai déjà cité plus haut déclarait : « *Quelle perspective pour un pays, quand sa population rurale est devenue une grande bande de joueurs !* » [36]

Cet esprit irresponsable et corrompu ne concernait plus que les hommes d'affaires. Il commença aussi à apparaître dans les cercles officiels, et les hommes publics qui, quelques années plus tôt, étaient considérés comme au-dessus de toute corruption, devinrent riches, irréfléchis, cyniques et finalement corrompus. Mirabeau lui-même, qui peu de mois auparavant avait risqué l'emprisonnement et même la mort pour l'établissement d'un gouvernement constitutionnel, recevait maintenant secrètement de lourds pots de vin. Lorsque, au moment de la chute de la monarchie quelques années plus tard, le célèbre coffre en fer des Tuileries fut ouvert, on découvrit des preuves que, pendant cette débauche d'inflation et de corruption, il avait été un serviteur régulièrement payé à la cour du roi. [37]

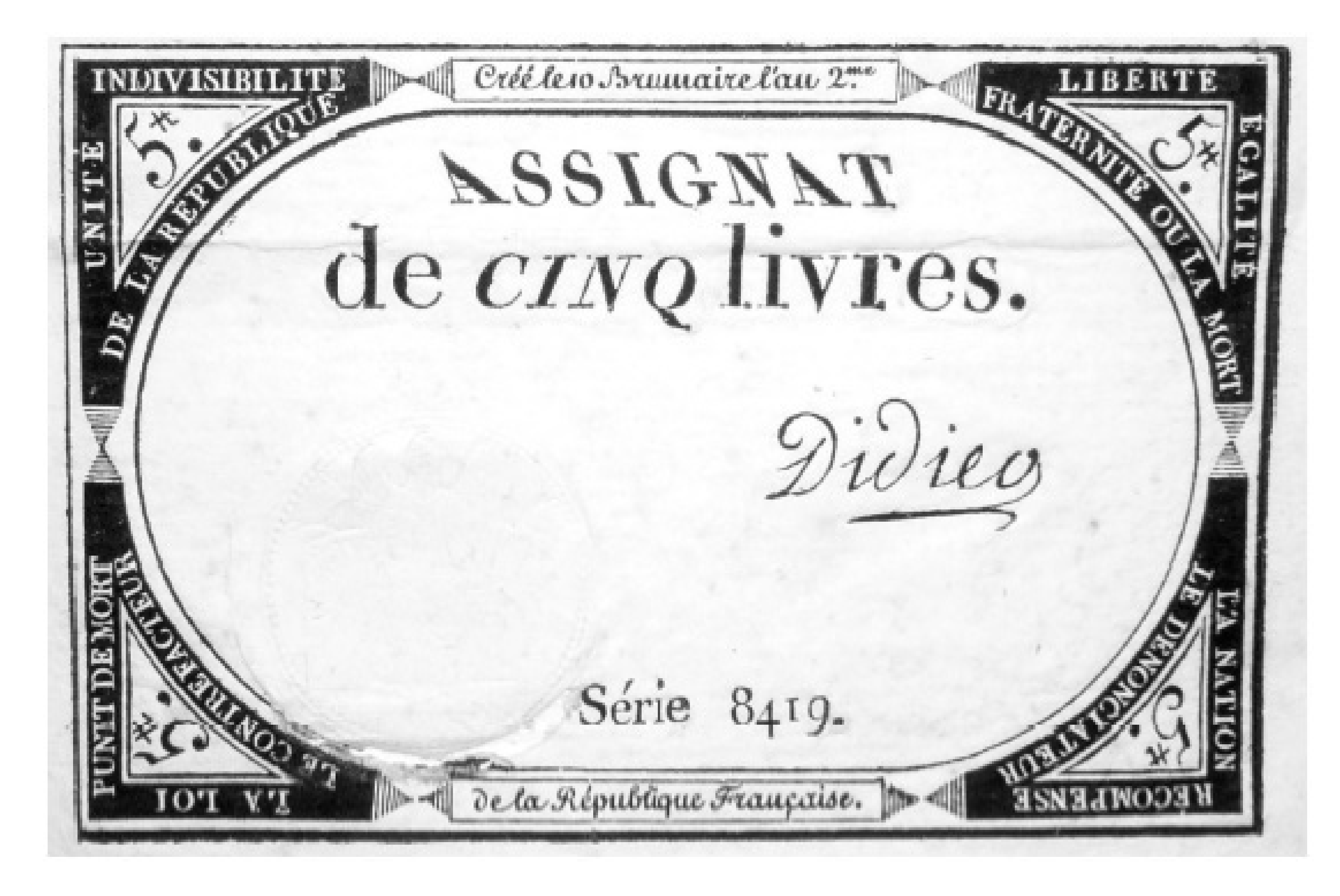
La spoliation des gens dans son ensemble était déjà mauvaise, mais ce qui était pire encore, c'était la corruption grandissante dans les cercles officiels et législatifs. En dehors de la spéculation et des jeux d'argent pendant la période l'inflation, on nota aussi l'étendue du luxe et, en dehors de cela, de la corruption. Elle se développa aussi naturellement qu'un champignon sur un tas de fumier.

Cela se ressentit d'abord dans les opérations commerciales, pour s'étendre ensuite au corps législatif et aux journalistes. Mirabeau n'était, en aucun cas, le seul exemple. Des membres du corps législatif comme Jullien à Toulouse, Delaunay à Angers, Fabre d'Églantine et leurs disciples figuraient parmi les plus nuisibles de ceux qui complotaient par l'action législative pour augmenter et diminuer les titres en vue de pratiquer l'agiotage.

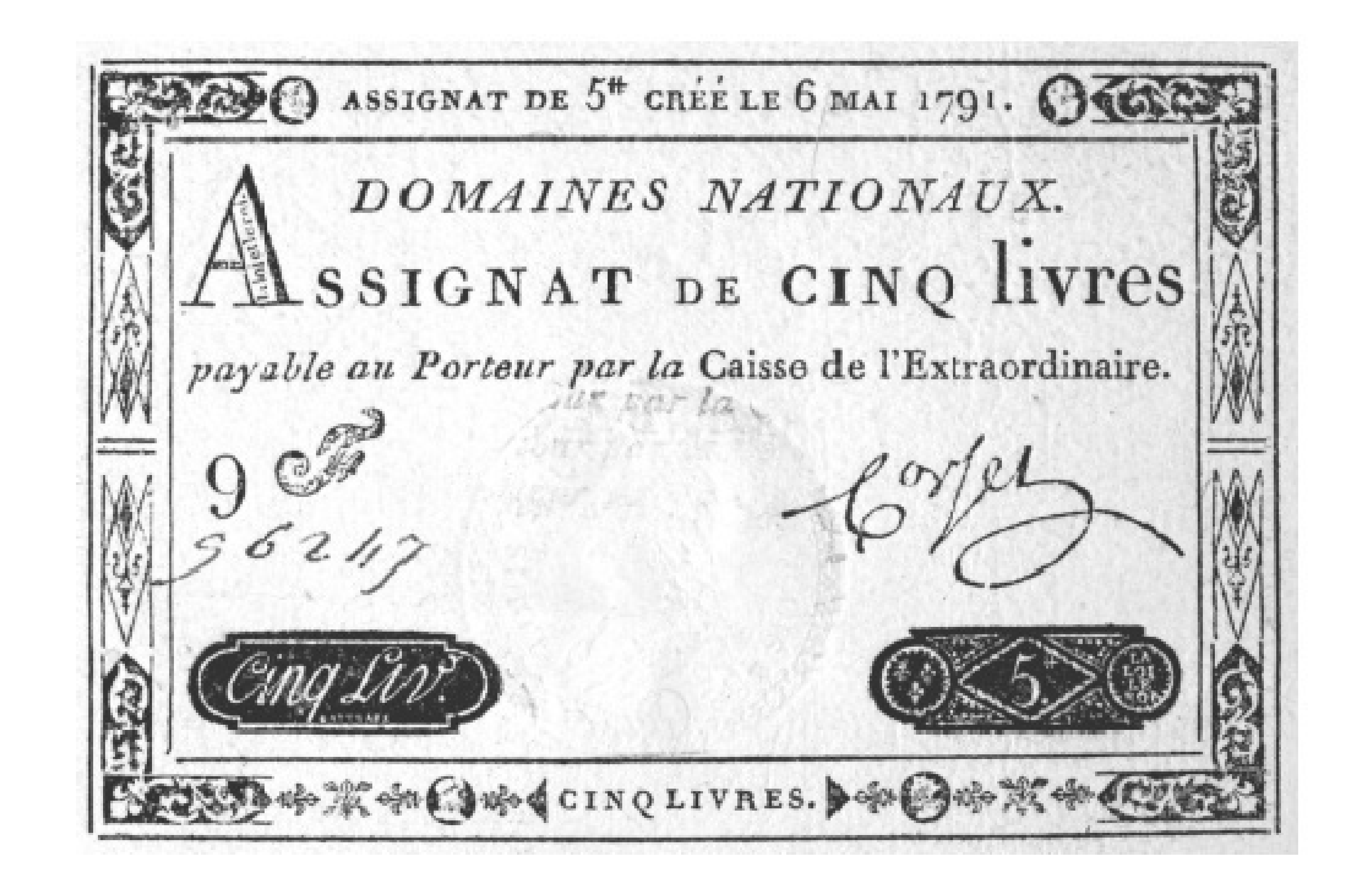
Puis la corruption s'étendit aux législateurs. Delaunay, Jullien et Chabot acceptèrent un pot-de-vin de 500 000 livres pour avoir aidé à promouvoir les

objectifs de certains teneurs de marché. C'est un peu réconfortant de savoir que presque tous ceux qui étaient concernés ont été guillotinés [38] .

Il est vrai que le nombre de ces législateurs corrompus était faible, bien inférieur à que ce que les alarmistes faisaient croire à la nation, mais ils étaient suffisamment nombreux pour provoquer la méfiance généralisée, le cynisme et le manque de foi dans n'importe quel patriotisme ou n'importe quelle vertu.



Créé le 10 Brumaire l'an 2.me
LIBERTÉ
EGALITÉ
FRATERNITÉ OU LA MORT
5.#
INDIVISIBILITÉ
UNITÉ
DE LA RÉPUBLIQUE
5.#
ASSIGNAT
de CINQ livres.
Didier
Série 8419.
LA NATION
RÉCOMPENSE
LE DÉNONCIATEUR
5.#
LA LOI
PUNIT DE MORT
LE CONTREFACTEUR
5.#
de la République Française.


ASSIGNAT DE 5# CRÉÉ LE 6 MAI 1791.
DOMAINES NATIONAUX.
ASSIGNAT DE CINQ livres
payable au Porteur par la Caisse de l'Extraordinaire.
9
56247
Cinq Liv.
5#
CINQ LIVRES.



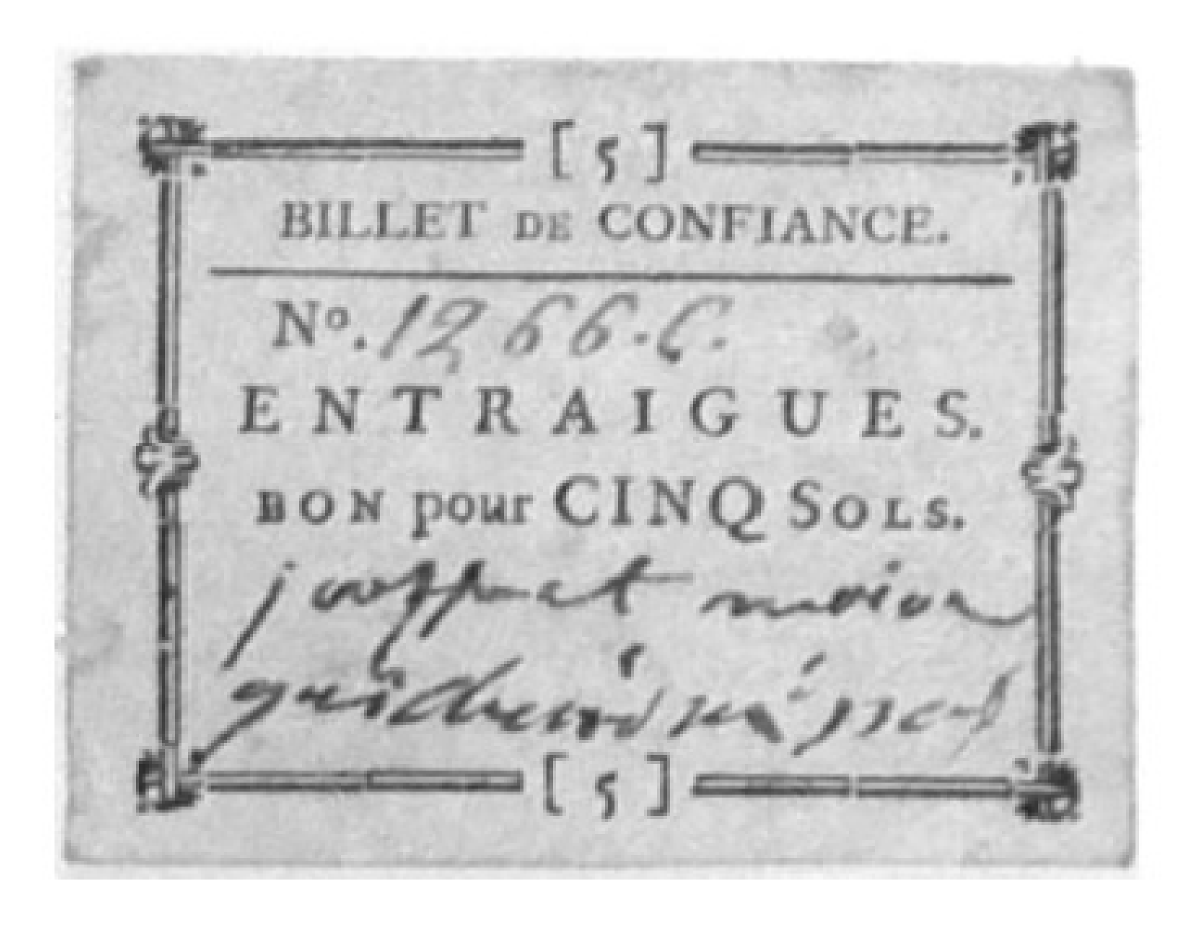
LA NATION, LA LOI, LE ROI.

BILLET DE CONFIANCE
DES FABRIQUES D'ALBI.

Bon pour 10 sous. N°. 1476

IL sera échangé au porteur la somme de *dix sous* en Assignats, au bureau du sieur Mathieu Lacombe, Caissier. A Albi, ce 18 Avril 1791.

Le Bureau sera ouvert chaque jour.



[5]

BILLET DE CONFIANCE.

N°. 1266. C.

ENTRAIGUES.

BON pour CINQ SOLS.

[5]


ASSIGNAT DE LA CRÉATION DU 29 SEPTEMBRE 1790.
DOMAINES NATIONAUX
Hypothéqués au remboursement des ASSIGNATS des 16 et 17 Avril 1790,
par le décret de l'ASSEMBLÉE NATIONALE sanctionné par LE ROI.
ASSIGNAT DE CENT liv.
IL sera payé au Porteur la somme de cent livres à la Caisse de l'Extraordinaire, conformément aux décrets des 16 et 17 Avril et 29 Septembre 1790.
B N° 11546
Cent
100
ARCHIVES NATIONALES
CENT LIVRES
100


MUNICIPALITÉ DE CARPENTRAS.

L N°. 11919

BILLET PATRIOTIQUE

DE CINQ SOUS.


MUNICIPALITÉ D'ANTRAIGUES.

N.° 6058

BILLET DE CINQ SOUS,

établi par la Commune D'ANTRAIGUES, autorisé par le Département, à échanger contre des *Assignats de Cinq livres.*


CAISSE PATRIOTIQUE

D'ENTRAIGUES, District de Vaucluse.

Création du 15 Août 1792, l'An 4eme de la Liberté.

N°. 56. M.

Mandat de VINGT SOLS, à échanger contre des assignats de 100 l. jusqu'à 5 l.

II
Ce que cela déclencha et les conséquences



Pire encore, nous assistions à la décomposition de la moralité du pays dans son ensemble. Elle résultait du soudain déploiement de richesse ostentatoire dans quelques grandes villes, ainsi que des jeux d'argent, cet esprit de spéculation qui débordait sur les petites villes et les zones rurales. À partir de là se développa quelque chose d'encore plus scandaleux : la décadence du véritable sentiment de bonne foi nationale. Le patriotisme que la crainte de la monarchie absolue, les machinations de la cour, les menaces de l'armée et de l'Europe monarchique avaient été incapables d'ébranler, était peu à peu désintégré par cette même habitude spéculative d'agiotage, encouragée par cette monnaie surabondante.

Au début, lors des discussions préliminaires à la première émission de monnaie papier, Mirabeau et les autres qui l'avaient encouragée avaient insisté sur le fait que le patriotisme, en même temps qu'un intérêt personnel éclairé, conduirait les gens à maintenir la valeur de la monnaie papier. Or c'est tout à fait l'opposé qui se produisait ; car on vit apparaitre, comme une autre excroissance de cette maladie, ce que l'on a toujours observé dans des circonstances similaires, qui est un résultat de maux passés et une cause de maux à venir.

Cette excroissance fut une vaste classe de débiteurs dans le pays, qui étaient directement intéressés par la dépréciation de la monnaie avec laquelle ils devaient payer leurs dettes. Le noyau de cette classe était constitué de ceux qui avaient acheté les terres de l'Église au gouvernement. Seuls des petits paiements avaient été requis, et le solde devait être réglé en versements différés. L'endettement d'une multitude de personnes avait ainsi été créé, d'un montant de plusieurs centaines de millions.

Cet ensemble de débiteurs virent bientôt évidemment que leur intérêt était de déprécier la monnaie dans laquelle ils devaient régler leurs dettes. Ils furent rapidement rejoints par une classe de loin beaucoup plus influente, celle dont les tendances spéculatives avaient été stimulées par l'abondance de monnaie papier et qui s'était retrouvée endettée, recherchant une hausse des valeurs nominales. Bientôt, les démagogues de la pire espèce commencèrent à jouer aux

entremetteurs dans les clubs politiques.

Un peu plus tard, on trouva des personnes influentes dans ce groupe de débiteurs en train de comploter au sein de l'Assemblée, au départ parmi ceux qui siégeaient, puis plus tard au niveau de places plus élevées, liées à la confiance du public. Bientôt, la classe débitrice devint un élément puissant qui étendit son influence sur toute la société. Depuis le parieur en Bourse siégeant à l'Assemblée jusqu'au petit spéculateur foncier dans les zones rurales, depuis l'élégant inventeur de « canards » à la bourse de Paris jusqu'agioteur menteur du bourg, tous agissaient vigoureusement pour obtenir de nouvelles émissions de papier. Tous étaient visiblement capables de démontrer aux gens que la seule chance de prospérité nationale résidait dans de nouvelles émissions de papier.

Cette vaste classe de débiteurs, comptant sur la multitude qui pouvait être accessibles à des arguments fallacieux, prit bientôt le contrôle. Aussi étrange que cela puisse sembler à ceux qui n'ont pas vu les mêmes causes à l'œuvre précédemment en France et, à des époques différentes, dans d'autres pays, alors que chaque émission de monnaie papier ne faisait qu'empirer les choses, une superstition gagna du terrain parmi les gens : si seulement on émettait une quantité *suffisante* de monnaie papier et qu'on la gérait plus habilement, les pauvres deviendraient riches.

Désormais, toute opposition était vaine. En décembre 1791, un rapport fut rédigé à l'Assemblée Législative en faveur d'une autre grande émission de 300 millions supplémentaires de monnaie papier.

En ce qui concerne ce rapport, Cambon déclara que l'on avait besoin de plus d'argent, mais il demanda :

> « *À un moment où l'agiotage se développe avec une telle frénésie, est-ce que vous allez lui donner un nouveau pouvoir en ajoutant autant d'argent à celui qui est en circulation ?* ».

Mais ce genre de considérations élevées avaient maintenant peu de poids. Dorisy déclara :

> « *Il n'y a pas encore suffisamment d'argent en circulation. S'il y en*

avait davantage, les ventes des terres appartenant à l'État seraient plus rapides ».

Et le rapport officiel de son discours déclare que ces mots furent applaudis. Dorisy insista ensuite sur le fait que les terres du gouvernement valaient au moins 3500 millions de livres et il ajouta :

« *Pourquoi les membres devraient-ils se présenter au tribunal et inquiéter la France ? Ne craignez rien : votre monnaie repose sur une hypothèque solide* ».

Puis suivait une glorification du patriotisme du peuple français qui, affirmait-il, ferait passer la nation à travers toutes ces difficultés.

Lorsqu'il prit la parole en suivant, Becquet déclara que « *la circulation devient chaque jour plus rare* ».

Le 17 décembre 1791, une nouvelle émission fut ordonnée, portant le montant à 2100 millions. Elle s'accompagnait de la déclaration selon laquelle le montant total en circulation ne devrait jamais atteindre plus de 1600 millions. Avant cette émission, la valeur du billet de 100 livres était tombée à Paris à environ 80 livres [39] . Immédiatement après, elle tomba à environ 68 livres.

La nocivité des limitations de la monnaie peut être constatée sur le fait que non seulement la déclaration, qui avait été faite à peine un an plus tôt pour limiter le montant en circulation à 1200 millions, avait été violée, mais encore que la déclaration faite à peine un mois plus tôt, par laquelle l'Assemblée avait solennellement limité le montant en circulation à 1400 millions, avait également été désavouée.

Les maux que nous avons déjà vu apparaître après les premières émissions étaient pire désormais.

Mais on nota à partir de ce chaos l'émergence pour le moins curieuse d'un nouveau système d'économie politique. Dans les discours, les journaux et les pamphlets de cette époque, on commence à lire qu'après tout, une monnaie

dépréciée est une bénédiction, que l'or et l'argent sont un critère peu satisfaisant pour mesurer les valeurs : que c'est une bonne chose d'avoir une devise qui ne sortira pas du royaume et qui sépare la France des autres nations : que dès lors, les fabricants seront encouragés ; que le commerce avec les autres nations peut être un fléau et son empêchement une bénédiction.

Que les lois d'économie politique, bien qu'applicables en d'autres temps, ne s'appliquent pas pour cette période spécifique, et que même si elles sont en vigueur dans d'autres pays, elles ne le sont pas en France maintenant.

Que les règles ordinaires d'économie politique sont peut-être adaptées aux favoris du despotisme mais pas au peuple libre et éclairé de France à la fin du XVIII ^{e} siècle.

Que l'ensemble de ce qui se passe, loin d'être un mal, est une bénédiction. Toutes ces idées, et d'autres tout aussi saisissantes, émergèrent lors des débats sur ces différentes nouvelles émissions [40] .

Au cours des quatre mois qui suivirent, un nouveau rapport fut présenté à l'Assemblée, aussi ingénieux que les précédents. Il déclarait :

> « *Votre comité est tout à fait persuadé que le montant de monnaie d'échange avant la Révolution était plus important que celui des assignats aujourd'hui. Mais à cette époque-là, la monnaie circulait lentement et aujourd'hui, elle le fait plus rapidement. 1000 millions d'assignats font le travail de 2000 millions d'espèces* ».

Le rapport prédit une nouvelle augmentation des prix mais, par un curieux tour de passe-passe, arrive à la conclusion qui est favorable à une nouvelle inflation. Malgré ces encouragements, la valeur nominale des assignats de 100 livres avait chuté au début de février 1792 à environ 60 livres et pendant ce mois-là, elle atteignit même 53 livres [41] .

En mars, Clavière devint ministre des Finances. Il était particulièrement fier de sa participation à l'invention des assignats et au plaidoyer en leur faveur, et maintenant il faisait pression pour leur création, plus convaincu que jamais. Le

30 avril de la même année, eut lieu la cinquième grande émission de monnaie papier, pour un montant de 300 millions. Environ au même moment, Cambon qualifiait les créanciers publics de « *gens riches, de vieux financiers et de banquiers* ». Bientôt, on suspendit le paiement des sommes dues aux créanciers publics pour tous les montants dépassant 10.000 francs.

Cette décision fut saluée par beaucoup comme étant une mesure qui servait les intérêts des classes les plus pauvres, mais au final, le résultat fut surtout un désastre pour la plupart de ces dernières. Désormais, jusqu'à la fin de cette histoire, le capital fut tranquillement pris au travail et verrouillé de toutes les manières que l'ingéniosité financière pouvait inventer.



E. CLAVIERE

Tout ce qui sauva des milliers d'ouvriers de la famine, c'est qu'ils furent dirigés vers l'armée et qu'on les envoya se faire tuer sur des champs de bataille à l'étranger.

Le dernier jour de juillet 1792, un autre brillant rapport de Fouquet fut publié. Il montrait que le montant total de la monnaie déjà émise était d'environ 2.400 millions, mais affirmait que les terres nationales valaient un peu plus que cela.

Un décret fut adopté pour l'émission de 300 millions supplémentaires. Les prix de tous les objets avaient de nouveau augmenté, à une seule exception, celle du travail.

Aussi étrange que cela puisse paraître de prime abord, tandis que la dépréciation de la monnaie avait augmenté énormément le prix de tous les produits, l'arrêt de tant de manufactures et le retrait du capital provoqua, au cours de l'été 1792, après tout ce mouvement inflationniste, la baisse des salaires pour

les ramener à leur niveau de quatre ans auparavant, soit quinze sous par jour.

On ne peut trouver d'exemple plus frappant de la vérité énoncé par Daniel Webster, à savoir que « *de tous les artifices mis en place pour duper les classes laborieuses, aucun n'a été plus efficace que celui qui les trompe avec la monnaie papier* » [42] .

Les émissions se suivirent à quelques mois d'intervalle jusqu'à ce que le 14 décembre 1792, nous ayons une déclaration officielle qui stipulait que 3.400 millions avaient été mis en circulation, dont 600 millions avaient été brûlés, laissant en circulation 2.800 millions.

Lorsque l'on se souvient qu'il y avait peu d'affaires à réaliser et que le pouvoir d'achat de la livre ou du franc, à en juger par les produits de base du pays, était équivalent à environ la moitié du pouvoir d'achat actuel de notre propre dollar, on peut comprendre dans quels problèmes se trouvait la France.

> « *Tandis que l'engouement pour la monnaie papier se propageait, même les sous, obtenus par la fonte des cloches des églises, étaient de plus en plus retirés de la circulation, et un nombre toujours plus important de billets en parchemin de 20 sous à 5 sous étaient émis. Enfin, des pièces d'un sou, d'un demi sou et même d'un quart de sou furent mises en circulation* » [43] .

Mais une autre source de richesse avait fait son entrée dans le pays. On assista à la confiscation des grandes propriétés des propriétaires terriens qui avaient fui le pays.

Une estimation réalisée en 1793 établit la valeur de ces propriétés à trois milliards de francs. Les émissions de monnaie papier continuèrent donc à augmenter, on se basait sur la vieille théorie qui affirmait qu'elles étaient garanties par l'engagement solennel de ces terres qui appartenaient à l'État. Sous l'Assemblée Législative en 1792, de nouvelles émissions furent faites pratiquement tous les mois, si bien que fin janvier 1793, il était de plus en plus certain que la monnaie papier en circulation avoisinait les 3000 millions de francs. Elle avait en totalité été émise publiquement, lors de sessions ouvertes des Assemblées Nationale et Législative. Mais sous la Convention nationale, les deux Comités de salut public et des finances commencèrent à ordonner de

nouvelles émissions en privé, lors de sessions tenues secrètes.

Il en résulta que les émissions devinrent plus grandes, et 400 ouvriers furent ajoutés à ceux qui avaient été précédemment engagés pour fournir la monnaie papier. Ils étaient si débordés de travail de 6 heures du matin à 8 heures du soir qu'ils se mirent en grève pour obtenir des salaires plus élevés. Ils eurent gain de cause [44] .

Les conséquences de ces émissions excédentaires commencèrent à être plus douloureusement évidentes pour les gens. Les articles de consommation courante devinrent énormément chers et les prix ne cessaient d'augmenter.

Les orateurs au sein de l'Assemblée législative, les clubs, les réunions locales s'efforçaient d'éclairer les gens en attribuant toutes les raisons possibles à cette dépréciation, sauf la vraie. Ils récriminaient contre la corruption du ministère, le défaut de patriotisme parmi les modérés, les intrigues des nobles émigrés, la dureté de cœur du riche, l'esprit de monopole des marchands, la perversité des commerçants. Toutes les difficultés venaient de là [45] .

Ce déclin des valeurs émises par le gouvernement fut au début quelque peu occulté par des fluctuations. Car à de nombreuses occasions, la valeur de la monnaie augmenta. La victoire de Jemappes et le succès général de l'armée française contre les envahisseurs, avec la sécurité supplémentaire offerte par les nouvelles confiscations de terres, provoquèrent en novembre 1792 une augmentation de la valeur de la monnaie.

Le franc avait été à 57 et il augmenta à environ 69. Mais la tendance à la baisse reprit bientôt et en septembre 1793, les assignats avaient plongé en dessous de 30. Puis diverses nouvelles victoires et l'éclat de l'éloquence donnèrent une confiance momentanée, si bien qu'en décembre 1793, ils s'élevaient au-dessus de 50. Malgré ces fluctuations, la tendance à la baisse devint bientôt plus rapide que jamais [46] .

Les lavandières de Paris, trouvant le savon si cher qu'elles pouvaient à peine en acheter, exigèrent que tous les marchands qui s'efforçaient de sauver quelque chose de leur petite propriété en refusant de vendre leurs marchandises en contrepartie de la monnaie insignifiante dont la France était inondée, soient punis de la peine de mort. Les femmes des marchés et les pique-assiettes du club

Jacobin réclamèrent une loi « *pour égaliser la valeur de la monnaie papier avec celle de la pièce en argent* ».

On demanda aussi qu'un impôt soit spécialement imputé aux riches, pour un montant de 400 millions de francs, afin d'acheter du pain. Marat déclara avec force que le peuple, en pendant les marchands et en pillant les boutiques, pouvait facilement faire disparaître les problèmes.

Le 28 février 1793, à 20 heures, une foule d'hommes et de femmes déguisés commencèrent à piller les boutiques et les magasins de Paris. Au départ, ils ne réclamaient que du pain. Bientôt, ils ajoutèrent du café, du riz et du sucre et à la fin, ils s'emparèrent de tout ce qui leur passait sous la main : tissus, vêtements, épicerie et produits de luxe de toute sorte; 200 lieux furent pillés. Cela dura 6 heures, et finalement, l'ordre ne fut rétabli que grâce à l'octroi de 7 millions de francs pour acheter le silence de la foule.

La nouvelle économie politique commençait à porter ses fruits de manière brillante. Une évidente croissance fit son apparition à l'Hôtel de ville de Paris lorsque, en réponse aux réclamations des marchands pillés, Roux déclara, au milieu des applaudissements, que : « *les marchands ne faisaient que rendre au peuple ce qu'ils lui avaient volé jusqu'ici* ».

La foule ayant été ainsi achetée par des concessions et apaisée par de beaux discours, le gouvernement gagna du temps pour réfléchir, et il mit alors en œuvre une série d'expédients pour le moins étonnants, et pourtant tous parfaitement logiques.

Trois d'entre eux ont gagné dans l'histoire de France la réputation d'être l'incarnation du mal, et le premier d'entre eux fut l'emprunt forcé.

Si l'on considère que les citoyens nantis étaient jugés trop tièdes dans leur soutien aux hommes politiques qui contrôlaient le pays, de nombreux démagogues au sein de la Convention nationale qui avait succédé aux Assemblées nationale, constituante et législative, trouvèrent ample matière aux dénonciations publiques.

À l'extérieur de la Convention, on assista à l'accroissement de l'activité de

la guillotine. À l'intérieur, de nouvelles mesures furent mises en place à l'encontre de tous ceux qui avaient de l'argent et le 22 juin 1793, la Convention décréta qu'il devrait y avoir un emprunt forcé, garanti sur les terres confisquées des émigrés et prélevé sur tous les hommes mariés dont les revenus étaient de 10.000 francs ainsi que sur les hommes célibataires dont les revenus étaient de 6.000 francs. On calcula que tout cela allait rapporter au Trésor 1.000 millions de francs.

Mais une difficulté se fit jour. Nombreux étaient les riches à avoir fui le pays ou bien à avoir caché leur argent. On ne parvint à réunir qu'un cinquième de la somme requise. Une loi fut bientôt adoptée pour imposer des emprunts forcés sur les revenus à partir de 1.000 francs soit 200 dollars de la monnaie américaine.

Cette taxe fut progressive.

Sur les plus petits propriétaires, elle fut fixée à un dixième et sur les plus grandes, soit sur tous les revenus au-delà de 9.000 francs, elle était de la moitié du revenu total. On ne fit guère de provision pour le remboursement de ce prêt, mais les actes pouvaient être utilisés pour acheter les biens immobiliers confisqués à l'Église et à la noblesse [47] .

Si ce premier expédient montre comment un système de monnaie « *fiduciaire* » évolue naturellement vers le despotisme, le suivant n'est pas moins instructif car il montre combien il conduit facilement au désaveu et à l'infamie.

Comme nous l'avons vu, la première émission des assignats, réalisée par l'Assemblée Nationale, arborait un portrait du roi. Mais après les différentes émissions qui suivirent l'établissement d'une république, cet emblème avait été écarté. Ce changement conduisit à une différence en valeur entre la première monnaie papier et la dernière. Les folies des fanatiques et des démagogues avaient conduit à la conviction grandissante que l'état actuel des choses ne pouvait pas durer, que les Bourbons devaient revenir bientôt et que, dans ce cas, pendant qu'un nouveau monarque rejetterait la grande quantité de monnaie papier émise par la république, il reconnaîtrait en même temps la première émission qui affichait l'effigie du roi et donc la garantie qu'il apportait. Il s'avéra donc que cette première émission afficha une valeur plus élevée que celles qui

suivraient.

Pour remplir cette condition, il fut suggéré de désavouer l'émission qui avait été faite plus tôt. Vainement, différents membres plus réfléchis de la Convention plaidèrent pour que cette monnaie papier, représentant un montant de 558 millions de francs, porte la garantie solennelle de la nation, ainsi que celle du roi. Le courant fut irrésistible. Tout ce que Cambon, le grand patron de la finance de cette époque, put garantir fut une clause qui prétendait protéger le pauvre avec pour effet que cette démonétisation ne s'étende pas aux billets en-dessous d'une valeur de 100 francs. Il fut aussi conclu que n'importe quel billet, d'un montant élevé ou non, pouvait être reçu en paiements d'impôts ainsi que pour la propriété confisquée du clergé et de la noblesse.

Devant tous les arguments avancés contre cette violation de la foi nationale, Danton, qui était alors au sommet de son pouvoir, déclara simplement que seuls les aristocrates pouvaient favoriser les billets affichant le portrait du roi et fit sa fameuse déclaration : « *Imitez la Nature qui veille sur la préservation de la race mais n'a aucune considération pour les individus* ».

Le décret passa le 31 juillet 1793 et son inanité apparut en moins de deux mois, lorsque la Convention décréta qu'il devait y avoir 2.000 millions de francs supplémentaires sous forme d'assignats entre les valeurs de 10 sous et 400 francs, et au moment où, avant la fin de l'année, 500 millions supplémentaires étaient autorisés [48] .

La troisième conséquence de la grande émission de monnaie fiduciaire fut le « maximum ». En novembre 1792, l'associé terroriste de Robespierre, Saint Just, en voyant l'augmentation constante des prix des denrées de première nécessité, avait proposé un plan par lequel ces prix devraient être établis par une loi, à un taux proportionnel aux salaires des ouvriers. Ce plan subsista dans l'esprit des hommes, prenant la forme de différentes résolutions et décrets jusqu'à l'apparition de la loi du maximum le 29 septembre 1793.

Même si cette législation se révélait tyrannique, elle n'était pas irréfléchie. Même si les hommes d'État de la plus grande fermeté, ayant été autrefois attirés dans ce courant, étaient portés sur les excès qui, un peu plus tôt, les auraient consternés.

Des comités d'experts furent nommés pour étudier les prix et finalement, on adopta les quatre grandes règles qui semblèrent, aux yeux des hommes d'État de cette époque, être une solution magistrale aux difficultés [49] .

Premièrement , le prix de chaque article de nécessité devait être fixé à son prix de 1790 augmenté d'un tiers.

Deuxièmement , tout transport devait être ajouté à un taux fixé par la coalition.

Troisièmement , 5% devaient être ajoutés pour le bénéfice du grossiste.

Quatrièmement , 10% devaient être ajoutés pour le bénéfice du détaillant. Rien ne pouvait sembler plus raisonnable. La jubilation était à son comble. Le rapport fut présenté et soutenu par Barrère « *le tigre singe* » qui était alors au faîte de sa gloire basée sur ses grands discours ; il est plus connu aujourd'hui par son portrait dû à Macaulay.

Rien ne pouvait résister à l'éloquence de Barrère. Il affirma que la France avait souffert d'un « *commerce monarchique qui ne recherchait que la richesse* » alors qu'elle avait besoin et qu'elle était sur le point d'obtenir un « *commerce républicain, un commerce de bénéfices modérés et vertueux* ». Il était satisfait du fait que la « *France profite d'un tel commerce, qui n'existe nulle part ailleurs* ». Il méprisait l'économie politique comme étant « *cette science que les charlatans ont corrompue, que les pédants ont dissimulée et que les académiciens ont dénigrée* ».

La France, ajoutait-il, a « *quelque chose de meilleur* » et il concluait en disant : « *Les besoins du peuple ne seront plus espionnés pour que le commerce en tire bénéfice de façon arbitraire* » [50] .

Le premier résultat de cette loi du Maximum fut que tout le monde prit des mesures pour éviter le prix fixe imposé ; les paysans quant à eux apportaient aussi peu de produits qu'ils pouvaient. Cela généra la pénurie et les habitants des grandes villes reçurent une allocation. Des tickets furent émis pour autoriser leur

détenteur à obtenir, à des prix officiels, une certaine quantité de pain, de sucre, de savon, de bois ou de charbon, afin de couvrir les besoins immédiats [51] .

Mais on découvrit que la loi du maximum, avec ses quatre règles révélées divinement, ne pouvait pas bien fonctionner, même avec les outils les plus astucieux. Sur la majeure partie du territoire français, elle ne pouvait pas être appliquée.

En ce qui concerne les marchandises d'origine étrangère ou bien les marchandises composées d'un produit étranger, la guerre avait augmenté le prix bien au-delà de celui qui était autorisé sous la première règle, à savoir le prix de 1790 avec une addition d'un tiers. Les commerçants ne pouvaient donc pas vendre de tels produits sans se ruiner.

Beaucoup cessèrent leur activité et les autres obligèrent les acheteurs à s'acquitter d'énormes charges en prétendant que le vendeur risquait sa vie en se livrant au commerce. **Le fait que cette excuse était valable se constate facilement sur les listes journalières qui répertoriaient ceux qui étaient condamnés à la guillotine.** Il n'était pas rare de voir y figurer les noms d'hommes qui étaient accusés d'avoir violé les lois du maximum. Les manufactures étaient très généralement paralysées et souvent détruites, l'agriculture était affreusement déprimée.

Pour dépister les marchandises qui étaient cachées par les fermiers et les commerçants, un système d'espionnage fut mis au point, il récompensait l'informateur d'un tiers de la valeur des marchandises découvertes.

Pour semer la terreur, le tribunal criminel de Strasbourg reçut l'ordre de détruire la maison de celui qui serait déclaré coupable en vendant des marchandises au-dessus du prix fixé par la loi. Souvent, le fermier ne pouvait pas augmenter ses produits et devait se conformer au prix requis par la nouvelle loi. Lorsqu'il tentait de retenir ses cultures ou son bétail, prétendant qu'il ne pouvait pas se permettre de les vendre au prix fixé par la loi, ils lui étaient fréquemment retirés de force et il avait de la chance s'il était même payé, même dans la monnaie fiduciaire dévalorisée, et plus de chance encore s'il en réchappait [52] .

Impliquée dans tous ces problèmes complexes, la Convention tenta de trancher le nœud gordien. Elle décréta que toute personne qui vendait des pièces d'or ou d'argent, ou ne faisait aucune différence entre le papier et les espèces dans quelque transaction que ce soit, serait mise aux fers pendant six ans, que toute personne qui refuserait un paiement en assignats ou acceptait des assignats avec un escompte, paierait une amende de 3.000 francs.

Enfin, toute personne commettant cette infraction une seconde fois paierait une amende de 6.000 francs et serait mise aux fers pendant 20 ans. Plus tard, le 8 septembre 1793, la peine encourue pour ces infractions fut la peine de mort avec confiscation de la propriété du criminel ; et une récompense était offerte à toute personne susceptible de fournir des informations aux autorités à propos de toute transaction criminelle.

Pour atteindre le point culminant de la férocité, la Convention décréta en mai 1794 que la peine de mort serait infligée à toute personne reconnue coupable de « *demander, avant qu'un accord soit conclu, sous quelle forme le paiement allait être fait* ». Et ce n'était pas tout.

Cambon, le grand ministre des Finances, découvrit bientôt que les pires ennemis de sa politique étaient l'or et l'argent.

À son initiative, il ferma la Bourse et enfin le 13 novembre 1793, sous peine de terribles sanctions, il supprima tout commerce dans les métaux précieux. Un an plus tard, le maximum était aboli [53] .

On voit facilement que ces lois du Maximum étaient parfaitement logiques. Chaque fois qu'une nation confie à ses législateurs la question d'une monnaie qui n'est pas basée sur l'idée de rachat en pièces standard reconnues dans le commerce des nations civilisées, cela leur donne le pouvoir d'augmenter ou de diminuer la valeur de chaque article en possession de chaque citoyen.

Louis XIV avait affirmé que chaque propriété en France était à lui et que ce que possédait chaque individu était autant à lui que s'il avait lui-même détenu ces possessions dans ses coffres.

Pourtant, même cette idée est dépassée par le pouvoir confiscatoire qui s'exerce dans un pays où, au lieu de laisser les valeurs se mesurer par une norme commune au monde entier, elles sont abandonnées pour être diminuées ou augmentées selon le caprice ou l'intérêt d'un groupe de législateurs. Lorsque ce pouvoir est donné, le pouvoir de fixer les prix va inévitablement de pair avec [54] .

On pourrait dire, évidemment, que ces mesures étaient rendues nécessaires par la guerre qui sévissait. Rien de plus injustifié que cette objection. Dans ce conflit, les Français furent vite généralement victorieux. Cela se passa rapidement et essentiellement en terres étrangères. De nombreuses contributions furent prélevées sur les pays asservis pour soutenir les armées françaises. La guerre était de celles où la perte, tombant apparemment sur des générations futures, stimule d'abord, tristement, le commerce et la production. La principale cause de ces maux altérait l'instrument d'échange d'un pays tout entier.

Toutes les valeurs restaient fluctuantes, l'esprit d'entreprise n'était pas encouragé, l'énergie était paralysée, la modération ébranlée, l'épargne anéantie, l'extravagance promue et les émeutes provoquées par cette monnaie non convertible. Le véritable moyen de satisfaire les énormes demandes en France pendant les premières années de la révolution avait été exposé au tout début par un véritable homme d'État, un financier sérieux, Du Pont de Nemours.

Il avait montré qu'utiliser le même papier comme instrument d'échange et comme moyen de vendre les biens immobiliers nationaux revenait à utiliser le même outil pour ouvrir les huîtres et pour se raser [55] .

On a fait valoir que la valeur des assignats avait baissé parce qu'ils n'étaient pas bien garantis, que les garantir sur les biens immobiliers du gouvernement était aussi vain que si les États-Unis avaient, lors des premiers problèmes financiers qu'ils avaient connus, garanti les billets sur leurs propres biens immobiliers. Cette objection est complètement fallacieuse.

Les terres du gouvernement des États-Unis étaient éloignées et difficiles à examiner. Les biens immobiliers nationaux français étaient proches du centre du pays, parfois même dans le centre, et faciles à examiner. Les biens immobiliers américains étaient inexploités et improductifs. Ceux des Français étaient

améliorés et productifs. Leur productivité moyenne sur le marché, en temps ordinaire, allait de 4 à 5 % [56] .

On a aussi objecté que la tentative de garantir les assignats sur les biens immobiliers du gouvernement avait échoué parce que le manque de confiance général dans le titre, qu'éprouvaient les acheteurs, provenait du gouvernement. Celui qui étudie cette période en détail doit savoir que c'est une déclaration trompeuse. Tout montre que la grande majorité des Français éprouvaient une confiance fanatique dans la stabilité du nouveau gouvernement pendant une grande partie de la révolution.

Il y avait des incrédules quant à la garantie des assignats tout comme il y en avait à propos de la monnaie papier des États-Unis pendant la guerre de Sécession. Mais ils constituaient habituellement une petite minorité. Même en supposant qu'il y avait un doute quant à l'investissement dans les propriétés françaises, les Français avaient certainement autant confiance dans la possession sécurisée des terres du gouvernement que les gens peuvent en avoir dans les grandes émissions d'obligations du gouvernement. Il est certain qu'ils avaient plus confiance dans leurs terres en tant que garantie que les pays modernes ne peuvent en avoir habituellement dans de grandes émissions d'obligations obtenues par les paiements de papier non convertible.

Un simple fait, comme celui que relate John Stuart Mill, qui rendait les assignats difficiles à convertir en biens immobiliers, était que la grande majorité des gens ne pouvaient pas se permettre de faire des investissements en dehors de leurs affaires. Cet élément n'est pas moins fatal à toute tentative de contracter de grandes émissions de papier non convertible, sauf peut-être une tentative audacieuse d'un homme d'État qui saisirait le meilleur moment et profiterait de chaque avantage, éviterait tout stratagème et sacrifierait tout pour maintenir une monnaie saine reposant sur les normes communes de l'ensemble du monde financier.

EXÉCUTEUR DES JUGEMENS Criminels.

TRIBUNAL

RÉVOLUTIONNAIRE.

L'EXÉCUTEUR des Jugemens Criminels ne fera faute de se rendre aujourd'hui vingt sept frimaire l'an second

à la maison de Justice de la Conciergerie, pour y mettre à exécution le Jugement qui condamne Nicolas Remy Le Fèvre juge de paix de Ste Menehould, ex député de l'assemblée constituante

à la peine de mort. L'exécution aura lieu aujourd'hui 27

sur la place de la Révolution de cette ville.

L'ACCUSATEUR PUBLIC.

Fait au Tribunal, le 27 frimaire l'an second de la République Française.

On voyait donc maintenant l'idée qui s'était développée aussi facilement à l'extérieur du système de la monnaie fiduciaire, prendre possession de la nation – l'idée selon laquelle les besoins ordinaires du gouvernement peuvent être légitimement satisfaits dans leur ensemble au moyen de la monnaie papier – que l'on pouvait se dispenser d'impôts. On décréta au final que la machine à imprimer les assignats était la ressource mise à la disposition du gouvernement, et l'augmentation du volume de la monnaie papier devint chaque jour plus consternante.

Beaucoup seront assurément surpris d'apprendre que, malgré tous ces éléments montrant à l'évidence l'excédent de monnaie en circulation, rien ne calmait l'idée générale de pénurie qui prévalait. Elle faisait régulièrement surface après chaque émission, quelle qu'en soit la quantité.

Tout étudiant intelligent en histoire financière sait que cette opinion apparaît toujours après des émissions de ce type – presque comme une obligation – pour respecter une sorte de loi naturelle. La pénurie, ou plutôt l'insuffisance de

monnaie, réapparaît dès que les prix sont ajustés au nouveau volume, et on assiste à une petite reprise des affaires avec l'habituelle augmentation du crédit [57] .

En août 1793, Cambon publia un nouveau rapport. Il est impossible de le lire sans être saisi par son mélange d'ingéniosité et de folie. Son plan final pour gérer la dette publique a survécu à toutes les révolutions depuis, mais sa position par rapport à la monnaie gonflée a été mise en échec. À l'inverse de Du Pont qui démontrait qu'au final, l'augmentation sauvage de monnaie papier menait directement à la ruine, Cambon conduisait la majorité dans les grandes assemblées et les clubs avec une audace absolue, l'audace du désespoir.

En soutenant les assignats, le zèle devint sa religion. La Convention nationale qui succéda à l'Assemblée législative émit en 1793 plus de 3000 millions d'assignats et, sur cette quantité, plus de 1200 millions furent mis en circulation. Mais Cambon continuait d'affirmer régulièrement que la garantie de la monnaie assignat était sans faille.

Le point culminant de son zèle fut atteint lorsqu'il prit en considération dans le capital du Trésor national les indemnités que, déclara-t-il, la France était sûre de recevoir après ses futures victoires sur les pays alliés contre lesquels elle menait alors une guerre désespérée. Au niveau du patriotisme, c'était sublime, au niveau des finances, c'était mortel [58] .

Tout fut tenté. De manière très minutieuse, il conçut un régime de financement qui, relié à son système d'émissions, était effectivement ce qui pourrait aujourd'hui s'appeler un « *programme d'interconvertibilité* ». À des degrés divers de persuasion ou de force, la guillotine apparaissant en toile de fond, les détenteurs d'assignats étaient sommés de les convertir en preuves de dette nationale, générant un intérêt de 5%, sous-entendant qu'en cas de besoin, il était possible d'émettre encore davantage de papier. En vain. Les tableaux officiels d'amortissement montrent que les assignats ont continué à chuter.

Un emprunt forcé retirant de la circulation un milliard d'assignats enraya cette chute mais pendant un temps seulement. Le « *programme d'interconvertibilité* » entre devise et obligations échoua aussi lamentablement que le « *programme d'interconvertibilité* » entre devise et terre avant lui [59] .

La loi qui confisquait la propriété de tous les Français qui avaient quitté la France après le 14 juillet 1789 sans revenir ensuite s'avéra être un moyen plus efficace. Elle apporta davantage de terres à hypothéquer pour la garantie de la monnaie papier.

Tout ce chapitre consacré à la folie financière est parfois cité en référence comme s'il résultait de l'action directe d'hommes complètement inexpérimentés en matière financière. C'est une grave erreur. Que ces intrigants et ces rêveurs fous ont joué un rôle de premier plan dans la mise en place du système de monnaie fiduciaire est vrai.

Que la spéculation et les financiers intéressés n'ont fait qu'aggraver les choses est également vrai. Mais les hommes en charge de la finance française pendant le règne de la Terreur et qui se sont livrés à ces essais qui nous semblent si monstrueux afin de se sauver et leur pays en même temps du flux qui emportait tout vers la ruine financière étaient universellement reconnus parmi les financiers les plus habiles et honnêtes en Europe.

Cambon surtout comptait et compte aujourd'hui comme étant le spécialiste le plus important de tous les temps. Les résultats désastreux du courage et des compétences dont il fit preuve dans ses tentatives pour résister au déluge de monnaie papier montre combien les maîtres de la finance les plus expérimentés sont impuissants pour endiguer la marée du désastre de la monnaie fiduciaire une fois qu'elle est clairement en route. Et combien toutes les promulgations qu'ils peuvent concevoir sont inutiles face aux lois de la nature.

Mois après mois, année après année, de nouvelles émissions eurent lieu. Pendant ce temps-là, tout ce qui était possible fut fait pour maintenir la valeur du papier. Les autorités de la ville de Metz firent le serment solennel que les assignats devaient avoir le même prix, qu'il s'agisse de papier ou d'espèces, d'acheter ou de vendre, et plusieurs autres corps officiels dans le pays suivirent cet exemple.

Obéissant à ceux qui croyaient, avec les femmes du marché à Paris, comme elles le spécifiaient dans leur célèbre pétition, que « *les lois devraient être adoptées pour que la monnaie papier soit aussi sûre que l'or* », Couthon en août 1793 avait proposé et soutenu une loi qui punissait toute personne qui vendrait

des assignats à un prix inférieur à leur valeur nominale d'une peine d'emprisonnement aux fers de 20 ans.

Plus tard, il soutint une loi qui punissait de la peine de mort les Français qui feraient des investissements dans les pays étrangers [60] .

Mais à la surprise de la grande majorité du peuple français, après que le mouvement de peur momentané soit passé, on découvrit que la valeur des assignats n'avait pas augmenté de façon permanente à la suite de ces mesures. Au contraire, cette monnaie « fiduciaire » persistait à suivre les lois naturelles de la finance et, quand de nouvelles émissions étaient réalisées, leur valeur diminuait.

L'aide la plus prodigue de la nature ne servait pas non plus. La monnaie papier du pays semblait posséder un pouvoir magique pour transformer la prospérité en adversité et l'abondance en famine. L'année 1794 fut exceptionnellement fructueuse et pourtant, avec l'automne, la pénurie de provisions fit son apparition et en hiver, ce fut la misère.

La raison en est toute simple. Les enchaînements dans toute cette histoire sont parfaitement logiques.

D'abord, l'Assemblée avait gonflé la monnaie et augmenté énormément les prix. Ensuite, elle avait dû établir un prix maximum arbitraire pour les produits alimentaires. Mais ce prix, aussi élevé qu'il ait pu paraître, tomba bientôt en dessous de la valeur réelle des produits. Nombreux furent les paysans qui du coup produisaient moins ou s'abstenaient d'apporter ce qu'ils avaient sur le marché [61] . Mais comme cela est habituel dans ce genre de situation, le problème était attribué à tout autre chose qu'à la véritable raison. Les mesures les plus sévères furent mises en place dans toutes les régions du pays pour obliger les paysans à amener leurs produits sur le marché, les meuniers à moudre et les marchands à vendre [62] .

Les émissions de monnaie papier continuèrent. Vers la fin de 1794, 7.000 millions d'assignats étaient en circulation [63] . Fin mai 1795, le montant s'élevait à 10.000 millions et la valeur de 100 francs en papier chuta régulièrement, d'abord à 4 francs en or puis à 3, à 2,5 [64] .

Mais curieusement, tandis que cette dépréciation se poursuivait rapidement, comme à d'autres périodes, on assista à un redémarrage apparent des affaires. Les espoirs de beaucoup étaient relancés par le fait que, malgré le déclin du papier, on notait des échanges commerciaux extrêmement rapides dans tous les genres de biens permanents. Quels que soient les articles de valeur permanente que certaines personnes nécessiteuses souhaitaient vendre, certains malins voulaient acheter et payer à un bon prix des assignats.

L'espoir revint pour un temps chez certains. Mais bientôt, on découvrit qu'il s'agissait de l'un des résultats les plus inquiétants d'une loi naturelle scertaine d'entrer en jeu dans ce genre de circonstances. Il s'agissait simplement d'une activité fébrile causée par l'envie intense d'une grande partie de la classe avisée de convertir sa monnaie papier en tout ce qu'elle pouvait détenir et thésauriser jusqu'à ce que la faillite qu'elle prévoyait survienne. Cette activité-là dans les affaires indiquait simplement la maladie. Il s'agissait simplement de vol légal auprès des plus enthousiastes et des plus confiants par les plus impitoyables et les plus acharnés. C'était le « déchargement » des assignats sur la masse des gens [65] .

Il est intéressant de noter, au milieu de tout cela, l'action soutenue d'une autre loi toute simple en finance. La prison, la guillotine, les promulgations qui infligeaient 20 ans d'emprisonnement aux personnes deux fois condamnées pour avoir acheté ou vendu de la monnaie papier à un prix inférieur à sa valeur nominale et la peine de mort pour les investisseurs en matière de titres étrangers restaient lettre morte.

La Convention nationale, combattant un monde en armes et en proie à une révolte armée sur son propre sol, faisait preuve d'une force colossale mais dans sa lutte pour contourner une simple loi de la nature, son impuissance était pitoyable.

Le louis d'or demeura dans le marché comme un élément de contrôle, constatant chaque jour avec une fidélité infaillible le déclin en valeur de l'assignat, un contrôleur qui ne pouvait pas être soudoyé ni effrayé. La Convention nationale pouvait tout aussi bien essayer de soudoyer ou d'effrayer la polarité de la boussole du marin.

(ci-dessous le ministre des Finances Cambon)



Cambon.



Le 1 er août 1795, le louis d'or de 24 francs valait 920 francs en papier.

Le 1 er septembre 1.200 francs,

Le 1 er novembre 2.600 francs

Le 1 er décembre, 3.050 francs.

En février 1796, il valait 7.200 francs ou encore: un seul franc-or valait 288 francs en papier.

Les prix de tous les produits montèrent presque en proportion. [66] Les traces écrites de cette période fournissent de curieux détails. Thibaudeau, dans ses Mémoires, raconte que le sucre valait 500 francs la livre, le savon 230 francs et les bougies 140 francs. Mercier, dans ses évocations réalistes de la France à ce moment-là, rapporte qu'une location de voiture pour un trajet simple coûtait 600 francs et 6.000 francs pour la journée entière.

On trouve d'autres exemples : une simple mesure de farine à 2 francs en 1790 était passée à 225 francs en 1795.

Une paire de chaussures à 5 francs était montée à 200. Un chapeau de 14 francs à 500, le beurre de 560 francs à une livre et enfin une dinde à 900 francs [67] .

Tout était énormément gonflé au niveau des prix ***sauf les salaires des travailleurs*** . Puisque les fabricants avaient fermé, les salaires avaient chuté. Il

sembla alors que l'incorporation dans l'armée permit de sauver beaucoup d'ouvriers.

Cet état de faits généra un énorme mouvement de fraude. Ceux qui avaient prévu ces résultats et avaient des dettes jubilaient. Celui qui avait emprunté 10.000 francs en 1790 pouvait payer ses dettes en 1796 pour un montant total de 35 francs. Des lois furent mises en place pour répondre aux abus.

En 1794, un plan était imaginé pour publier des « *tableaux officiels d'amortissement* » afin d'établir des règlements de dettes équitables mais tout ce mécanisme s'avéra vain. Le 18 mai 1796, un jeune homme se plaignit auprès de la Convention nationale que son frère aîné, qui agissait en tant que gestionnaire des biens de son père décédé, avait payé les héritiers avec des assignats et qu'il avait à peine reçu un trois centième de la valeur réelle de sa part [68] .

Afin de résoudre des cas comme celui-ci, une loi fut adoptée pour établir une « *échelle de proportion* ». Prenant comme norme la valeur de l'assignat au moment où 2 milliards étaient mis en circulation, cette loi déclara que, en paiement des dettes, un quart devrait être ajouté au montant emprunté à l'origine pour chaque 500 millions ajoutés en circulation.

Conformément à cette loi, un homme qui empruntait 2.000 francs au moment où il y avait 2 milliards en circulation devrait payer à ses créditeurs 2.500 francs lorsqu'un demi milliard supplémentaire était ajouté à la monnaie et plus de 35.000 francs avant que les émissions de papier n'atteignent leur montant final. Les résultats furent encore pires que les précédents [69] .

On se demande alors : *Sur qui cette énorme dépréciation s'est-elle surtout effondrée ?*

Lorsque cette monnaie s'était effondrée à environ un trois centième de sa valeur nominale pour en rester là par la suite, qui en avait récupéré la plus grande partie ? La réponse est simple. Je vais la donner dans les termes exacts que reprend cet historien sérieux que j'ai déjà cité :

« *Avant la fin de l'année 1795, la monnaie papier était presque*

exclusivement entre les mains de la classe ouvrière, des employés et des hommes à faibles ressources dont les biens n'étaient pas suffisamment importants pour investir dans des boutiques de produits ou des biens nationaux *[70]* .

Les financiers et les hommes disposant de grands moyens étaient suffisamment astucieux pour placer le plus possible de ce qu'ils possédaient dans des produits dont la valeur demeurait permanente. La classe ouvrière n'avait pas cette prévoyance, ces compétences ni ces ressources.

C'est sur elle que tomba finalement cette énorme perte. Après le premier effondrement, ce fut la famine. Les routes et les ponts étaient négligés. Beaucoup d'usines étaient abandonnées . »

L'historien précédemment cité ajoute même :

« *Personne n'avait confiance en l'avenir. Rares étaient ceux qui osaient faire un investissement d'affaires pour quelque durée que ce soit, et l'on considérait comme une folie de limiter les plaisirs à ce moment-là, d'accumuler ou d'épargner pour un avenir aussi incertain* » [71] .

Ce système financier s'accompagnait d'un système politique non moins surprenant, et chaque système tendait à aggraver l'autre. Les radicaux sauvages ayant envoyé à la guillotine d'abord tous les royalistes puis, en suivant, tous les leaders républicains qu'ils purent prendre au piège, les différentes factions commencèrent à s'envoyer les unes les autres vers la même destination : ceux qui soutenaient Hébert, Danton ainsi que plusieurs autres factions et groupes et enfin ceux qui suivaient Robespierre se succédèrent rapidement les uns après les autres.

Après que ces déclamateurs et ces phraseurs aient disparu, un nouveau gouvernement arriva au pouvoir en octobre 1795 – principalement un vestige du plus scélérat – le Directoire. Il découvrait un pays totalement démuni et son unique solution au début consista à imprimer du papier supplémentaire.

Ces nouvelles émissions étaient enfin réalisées par les deux grands comités, avec ou sans mandat, et dans des quantités plus importantes que jamais.

Des plaintes furent déposées, alléguant que l'armée des graveurs et des imprimeurs de l'hôtel de la monnaie ne pouvait pas répondre à la demande d'assignats, qu'elle ne pouvait produire qu'entre 60 et 70 millions par jour et que le gouvernement dépensait chaque jour entre 80 et 90 millions. 4.000 millions de francs furent émis pendant un mois, un peu plus tard ce furent 3.000 millions, ensuite 4.000 millions pour arriver à dépasser les 35.000 millions.

Le pouvoir d'achat de ce papier n'ayant alors pratiquement plus aucune valeur, il fut décrété le 22 décembre 1795 que le montant total émis devrait être limité à 40.000 millions, incluant ce qui avait été précédemment répandu et qu'ensuite, les plaques de cuivre devraient être détruites. Pourtant, des émissions supplémentaires furent faites pour atteindre environ 10.000 millions.

Mais le 18 février 1796, à 9 heures du matin, en présence d'une foule immense, les machines, les plaques et le papier servant à imprimer les assignats furent transportés place Vendôme et là, à l'endroit où se trouve aujourd'hui la colonne de Napoléon, ils furent solennellement détruits et brûlés.

Peu de temps après, un rapport rédigé par Camus fut présenté à l'Assemblée. Il stipulait que le montant total de la monnaie papier émis en moins de 6 ans par le gouvernement révolutionnaire français avait dépassé les 45.000 millions de francs, que plus de 6.000 millions avaient été annulés et brûlés et qu'au bout du compte, il y avait en circulation près de 40.000 millions.

Nous voyons vite qu'il était grand temps de mettre un terme au système car le louis d'or de 24 francs en espèces valait, en février 1796, comme nous l'avons vu, 7.200 francs et au moment du dernier cours, pas moins de 15.000 francs en monnaie papier. Un franc en or valait théoriquement 600 francs en papier. Permettre aux rêveurs, aux conspirateurs, aux phraseurs, aux beaux parleurs et aux hommes forts qui leur étaient dévoués de contrôler un gouvernement avait conduit directement à ces résultats [72] .

III
Comment cela s'est terminé



La première mesure du Directoire consista à garantir un emprunt forcé de 600 millions de francs chez les classes les plus riches. Mais cela n'apporta rien. Le fait que les personnes contraintes à prendre ce prêt découvrirent que pour un assignat de 100 francs, on n'allouait qu'un simple franc, fut considéré comme un mauvais présage. On proposa ensuite une banque nationale mais les capitalistes répugnaient à s'engager dans les opérations bancaires alors que les hurlements de la foule contre tout ce qui touchait de près ou de loin à l'argent retentissaient dans chaque ville. Finalement, le Directoire réfléchit à une autre solution.

Cela n'avait rien d'innovant. Deux fois déjà avant cette époque, elle avait été essayée sur mon continent, l'Amérique du Nord, puis une nouvelle fois plus tard : le premier essai avait eu lieu pendant notre période coloniale et le second pendant notre Confédération. Plus tard, une troisième tentative avait été mise en place par la « *Confédération du Sud* ». Et ici, comme partout, toujours en vain. Mais l'expérience conduit à la théorie, le simple sens des affaires conduit à la métaphysique financière. Elle était déterminée à émettre un nouveau papier qui serait complètement « *garanti* » et « *aussi sûr que l'or* ».

Conformément à cette décision, il fut décrété qu'une nouvelle monnaie papier « *complètement garantie et aussi sûre que l'or* » serait émise sous le nom de « *mandats* ». De façon à ce que ces nouveaux billets soient « *complètement garantis* », le choix de l'immobilier public était mis à part pour un montant égal à la valeur nominale de l'émission, et toute personne offrant un quelconque montant de mandats pourrait immédiatement prendre possession des terres du gouvernement, le prix en étant déterminé par deux experts, un nommé par le gouvernement et l'autre par l'acheteur, sans les formalités et les délais précédemment fixés pour l'achat de terres avec des assignats.

La chose la plus étrange dans toute cette situation était sans doute le fait que le gouvernement, pressé par des demandes de toutes sortes, continuait d'émettre les vieux assignats en même temps qu'il les discréditait en émettant de nouveaux mandats.

Pourtant, afin que les mandats soient « *aussi sûrs que l'or* », il était prévu par des emprunts forcés et d'autres moyens de réduire la quantité d'assignats en circulation, de façon à ce que la valeur de chaque assignat soit relevée à un trentième de la valeur de l'or, puis de donner un cours légal aux mandats et de les substituer aux assignats au taux de 1 pour 30.

Jamais d'aussi grandes attentes ne furent autant déçues. Avant même que les mandats puissent sortir de la presse, ils tombèrent à 35 % de leur valeur nominale. À partir de là, ils tombèrent vite à 15 % et tout de suite après à 5 %. Enfin, en août 1796, six mois avant leur première émission, à 3 %. Ce plan échoua, tout comme cela s'était produit en Nouvelle-Angleterre en 1737 et sous notre propre confédération en 1781, ainsi que sous la Confédération du Sud pendant la guerre de Sécession [73] .

Pour soutenir cette nouvelle monnaie, le gouvernement eut recours à toutes les méthodes que l'ingéniosité pouvait inventer. Des pamphlets adaptés aux gens de toute condition furent publiés pour expliquer ses avantages. Jamais il n'y eut de manœuvre plus adroite.

Un pamphlet signé « *Marchant* » et dédié aux « *Gens de bonne foi* » circula largement ; son auteur prenait la peine de montrer le grand avantage des mandats par rapport aux assignats – combien ils facilitaient l'achat de terre ; combien leur garantie était meilleure que celle des assignats ; comment ils ne pouvaient en aucun cas voir sombrer leur valeur comme cela s'était passé avec les assignats. Mais à peine le pamphlet était-il sorti des presses que la dépréciation des mandats venait démentir tout son argument [74] .

Le vieux plan de mesures pénales fut de nouveau mis en œuvre. Monot ouvrit la riposte en proposant des mesures à l'encontre de ceux qui parleraient en public contre les mandats. Talot pensait que ces mesures devaient être spécialement sévères. Elles furent finalement promulguées en précisant que toute personne

> « *qui par son discours ou ses écrits dénigrait les mandats serait condamnée à une amende d'au moins 1.000 francs et pouvant atteindre plus de 10.000 francs. Si l'infraction se répétait, la condamnation serait de quatre années aux fers* ».

Il fut aussi décrété que ceux qui refusaient de recevoir les mandats seraient condamnés à verser une amende : la première fois, la somme exacte qu'ils refusaient, la seconde fois dix fois plus et la troisième fois punis de deux ans d'emprisonnement. Mais ici aussi intervint l'action de ces lois naturelles qui sont comme inexorables dans tous les pays.

Cette tentative s'avéra vaine en France tout comme cela avait été le cas moins de 20 ans auparavant en Amérique. Aucune promulgation ne pouvait stopper la tendance à la baisse de ce nouveau papier « *pleinement garanti* », « *aussi sûr que l'or* ».

Évolution des symboliques monétaires et politiques au fur et à mesure des événements

Pièces de monnaie utilisées en 1789



Louis XVI - Double louis d'or 1789 Marseille

En 1789 la couronne et le roi étaient présents.
« Buste nu à gauche avec LUD XVI D G FR ET NAV REX
Revers: CHRS REGN VINC IMPER 1789. Ecu de France et de Navarre accostés surmontés d'une couronne. Lettre d'atelier en-dessous ».
Adjugée à 3950 euros, vendue par www.monnaiesdantan.com

Monnaies utilisées en 1790



Louis XVI est toujours présent sur cette pièce d'or de 1790.

Double Louis d'or 1790 Strasbourg

Adjugée 1150 euros par www.monnaiesdantan.com

Monnaies utilisées en 1791



Pièce en argent de 12 Deniers.

Si le buste du roi Louis XVI est toujours présent sur cette pièce de 1791, il n'a plus sa masse de cheveux qui sont attachés sur sa nuque.

Véritablement prémonitoire.

La couronne a été enlevée et remplacée par un faisceau surmonté d'un bonnet phrygien dans une couronne de branches de chêne.

Proposée à 200 euros www.monnaiesdantan.com

Monnaies utilisées en 1792



La fameuse pièce de 24 livres Or dont parle Andrew White Louis d'or « Constitutionnel » ou Louis de 24 livres, origine Paris 1792. La mention LOUIS XVI ROI DES FRANÇOIS apparaît. Le roi a toujours ses cheveux « noués par un ruban sur la nuque ». L'Ange ou le Génie de la France a remplacé le faisceau et il écrit le mot CONSTITUTION « sur une table de la Loi reposant sur un autel, accosté du différent et d'un faisceau d'une part et d'un coq et de l'atelier d'autre part ».

Prix de départ: 12000 euros Prix d'estimation: 18000 euros disponible sur www.inumis.com/vso/V00014/constitution-louis-d-or-constitutionnel-ou-louis-de-24-livres-1792-2e-semestr-a21092.html
image www.inumis.com



Un 5 sols de bronze de 1792 avec la mention « *Vivre libre ou mourir 14 Juillet 1790* » pour commémorer la cérémonie du pacte fédératif. Signé Dupré. Médaille de Confiance de 5 sols remboursable en Assignats. An IV de la Liberté. Texte autour: Monneron frères négociants à Paris. Date à l'exergue 1792. Proposée à 150 euros par www.monnaiesdantan.com

Monnaies utilisées en 1793

La « Rupture » après l'exécution de Louis XVI le 21 janvier



Demi-écu d'argent de 3 Livres. Louis XVI rois des François (millésime). Règne de la loi l'an 5 de la Liberté et le génie gravant la table des lois.

Adjugée pour 760 euros par www.monnaiesdantan.com



La pièce de 24 Livres Or en circulation en 1793.

La tête de Louis XVI a aussi été « enlevée » et remplacée par l'Ange gardien ou le Génie de la France gravé par Dupré.Ce qu'il y a d'intéressant ici, est que l'Ange (ou Génie) réalise, mieux: incarne la transition de l'Ère ancienne à la nouvelle.

www.monnaiesdantan.com

Monnaies utilisées en 1794



Cuivre. Sol à la balance en cuivre de 1794
An II Metz

La table des déclarations et la balance avec le bonnet phyrgien

Adjugée 420 euros par www.monnaiesdantan.com

Monnaies utilisées en 1795 et 1796

C'est au cours de l'année 1795 que le gouvernement a décidé de revenir au Franc divisé en centimes (et qui vaudra alors 1 livre et 3 deniers). Le Franc avait été abandonné par le roi Louis XIII au profit de l'écu et du Louis d'or.



Une pièce de 5 centimes en cuivre gravé par Augustin Dupré « *Buste drapé de la Liberté à gauche, coiffée du bonnet phrygien. Couronne de chêne très fournie* ».

Proposé à 180 euros
www.monnaiesdantan.com

Monnaies utilisées en 1797



Apparition de la pièce d'argent de 5 francs Hercule « Union et Force »

Hercule entouré par Athéna et Vénus
An 6 Perpignan
Pièce signée par Dupré

Adjugée 510 euros par www.monnaiesdantan.com

Monnaies utilisées en 1798



Autre pièce de 5 francs Hercule « Union et Force » en argent.

An 6 Perpignan

Adjugée à 520 euros par www.monnaiesdantan.com

Monnaies utilisées en 1799 et après An 7 et +



Pièce de 1 franc. Début de l'Ère Napoléon.

Tête nue de Napoléon à droite. An 12.

« *Couronne formée de deux branches d'olivier* ».

Proposée à 70 euros par www.monnaiesdantan.com

Les lois qui finalement gouvernent la finance ne sont pas faites dans les conventions ou les congrès [75] .

De temps en temps, de nouvelles astuces financières étaient tentées, certaines ingénieuses, la plupart draconiennes. Il fut décrété que tous les assignats d'une valeur supérieure à 100 francs devraient cesser de circuler après le début du mois de juin 1796. Mais cela ne fit que détruire le reste de confiance qui subsistait dans les billets du gouvernement.

Un autre expédient consista à décréter que l'argent papier devait être mesuré à un standard de valeur naturel et immuable, et que 1 franc en papier devrait dès lors valoir exactement 10 livres de blé. Cela échoua aussi.

Le 16 juillet, un autre décret sembla montrer que les autorités se désespéraient de réguler la monnaie existante. Il stipulait que tout papier, qu'il s'agisse de mandats ou d'assignats, devrait être pris à sa valeur réelle et que les affaires pouvaient être conclues dans la devise choisie par les gens. La valeur réelle des mandats s'effondra rapidement à environ 2% de leur valeur nominale, et le seul effet de cette législation sembla être la baisse commune des assignats et des mandats.

Et puis, du 4 au 14 février 1797, des décrets et des arrêtés ordonnèrent que l'appareil d'impression des mandats devait être détruit comme l'avait été celui des assignats, que ni les assignats ni les mandats n'auraient un cours légal plus longtemps, et que les vieilles dettes envers l'État pourraient être payées pendant un temps avec du papier du gouvernement au taux de 1% de leur valeur nominale [76] .

Puis, moins de trois mois plus tard, il fut décrété que les 21 milliards d'assignats toujours en circulation devraient être annulés.

Enfin, le 30 septembre 1797, point culminant de ces expériences et expédients et de différents autres, arriva un ordre du Directoire selon lequel les dettes nationales devraient être réglées pour deux tiers en obligations qui pourraient être utilisées pour acheter l'immobilier confisqué, et le « *tiers consolidé* » restant, comme on l'avait appelé, devait être placé dans le « *Grand Livre* » de la dette nationale qui devrait être réglée dès que le gouvernement le

jugerait bon.

En ce qui concerne les obligations que les créditeurs de la nation furent ensuite obligés de prendre, elles plongèrent rapidement, tout comme les assignats et les mandats, jusqu'à 3% de leur valeur. Quant au « *tiers consolidé* », il fut largement payé, jusqu'à l'arrivée de Bonaparte, en monnaie papier qui se déprécia peu à peu jusqu'à atteindre environ 6% de sa valeur nominale. Depuis mai 1797, les assignats et les mandats ne valaient virtuellement rien du tout.

C'est ainsi que prit fin le règne de la monnaie papier en France. Les 2.500 millions de mandats rejoignirent les précédents 45 milliards d'assignats. La Nation en général, riches et pauvres confondus, était plongée dans la ruine financière.

Sur les prix taxés sur des articles d'utilisation courante, on voit clairement comment cela se passait d'après les extraits d'un tableau publié en 1795, réduit au système monétaire américain :

	1790	1795
Pour un boisseau de farine	40 cents	45 dollars
Pour un boisseau d'avoine	18 cents	10 dollars
Pour une charretée de bois	4 dollars	500 dollars
Pour un boisseau de charbon	7 cents	2 dollars
Pour une livre de sucre	18 cents	12 ½ dollars
Pour une livre de savon	18 cents	8 dollars
Pour une livre de bougies	18 cents	8 dollars
Pour un chou	8 cents	5 ½ dollars
Pour une paire de chaussures	1 dollar	40 dollars
Pour 25 œufs	24 cents	5 dollars

Mais ces prix au milieu de l'année 1795 étaient modérés comparés à ceux qui étaient atteints avant la fin de cette année-là et pendant l'année qui suivit. On trouve d'authentiques exemples comme ceux-ci :

Une livre de pain	9 dollars
Un boisseau de pommes de terre	40 dollars
Une livre de bougies	40 dollars
Une charretée de bois	250 dollars

C'était beaucoup pour les gens les plus pauvres. On peut citer, comme

exemple typique de ces personnes estimées riches, le cas d'un fabricant de quincaillerie qui, s'étant retiré des affaires en 1790 avec 321.000 livres, découvrit en 1796 que sa propriété valait 14.000 francs [77] .

Dans cette détresse générale provenant du développement puis de l'effondrement de la monnaie « *fiduciaire* » en France, il y avait pourtant une exception.

À Paris et dans quelques autres grandes villes, des hommes comme Tallien, issus d'un milieu sans pitié, débauché, luxurieux, spéculateur, entrepreneur et joueur, avaient émergé au-dessus des ruines de la multitude des fortunes plus petites. Tallien, l'un des pires « réformateurs » démagogues, ainsi qu'un certain nombre d'autres hommes à son image, avaient fait preuve de suffisamment d'habileté pour devenir millionnaires tandis que leurs dupes, qui avaient réclamé des émissions de monnaie papier, étaient devenus pauvres.

Le luxe et le gaspillage des parieurs et de leurs familles forment l'un des traits les plus significatifs de tout tableau de la condition sociale de cette période [78] .

Quelques années plus tôt, les femmes dirigeantes de la société française avaient fait preuve de noblesse de caractère et de simplicité malgré des vêtements dignes des matrones romaines. Parmi elles, il y avait Madame Roland et Madame Desmoulins. Mais maintenant, tout avait changé. À la tête de la société se trouvait Madame Tallien et d'autres du même genre, extravagantes, cherchant quotidiennement de nouveaux raffinements dans le luxe et demandant à leurs maris et amants de grosses sommes d'argent pour se mettre en valeur et satisfaire leurs caprices.

Si ces sommes ne pouvaient pas être obtenues dans le respect de la morale, elles l'étaient de manière malhonnête. Plus on examine cette période avec attention, plus on remarque clairement que les images tracées par Thibaudeau et Challamel ainsi que De Goncourt ne sont pas du tout exagérées [79] .

Le contraste entre ces créatures gaies de la période du Directoire et les gens de tous les jours était frappant. Si une grande majorité des classes riches souffrit d'appauvrissement, les classes ouvrières, les salariés de toutes sortes et les gens à

revenu fixe avec de petits moyens, spécialement dans les villes, connurent des difficultés encore plus grandes. Généralement, ces derniers subsistaient avec les rations quotidiennes de pain du gouvernement, à raison d'une livre par personne. Elles étaient fréquemment impropres à la consommation, et distribuées à de longues files de personnes, des hommes, des femmes et des enfants qui étaient parfois obligés d'attendre leur tour, depuis le matin jusqu'au soir.

Le très riche pouvait, par différents moyens, en particulier la corruption, obtenir un pain meilleur, mais uniquement à un prix exorbitant. En mai 1796, le prix du bon pain, sur le marché, était, en papier, de 80 francs (16 dollars) par livre, et un peu plus tard, on ne pouvait pas acheter de provisions avec de la monnaie papier, à quelque prix que ce soit [80] .

Il peut être utile de mentionner ici un autre problème financier lui aussi particulièrement contrariant. Nous avons vu que d'énormes sommes d'argent, allant de 20.000 à 40.000 millions de francs en papier, avaient été mises en circulation par les gouvernements successifs de la Révolution. Mais dans le même temps, des sommes tout aussi importantes avaient été répandues en contrefaçons par des malfaiteurs et des ennemis de la France.

Non seulement ils venaient de différents endroits de la République Française, mais aussi de presque tous les pays voisins, Londres représentant la source principale. De là, le comte Joseph de Puisaye envoyait des chargements de faux papier, gravé et imprimé dans les meilleures conditions, depuis des ports en Bretagne et autres endroits défavorisés de France.

Une saisie effectuée par le général Hoche excéda en valeur nominale les 10.000 millions de francs. À l'exception de quelques-unes, la détection de ces émissions était très difficile, même pour les spécialistes ; pour la grande majorité des gens, elle était tout simplement impossible.

Et ça n'était pas tout. Les royalistes insurgés en Vendée, et ailleurs, mirent aussi à différentes reprises leurs propres presses en opération. Ils émettaient des billets qui affichaient les armoiries des Bourbons, *la fleur de lis* , le portrait du Dauphin (Louis XVII) avec la légende magique « *De Par le Roi* ». Une grande partie de la population dans les zones insurgées était obligée de les prendre. Ces billets continuèrent d'apparaître jusqu'à la fin de 1799 [81] .

L'agonie financière se prolongea par les tentatives lancées pour garantir les fonds par un autre « *emprunt forcé* », ainsi que par d'autres mesures discréditées. Mais lorsque tout fut terminé avec la monnaie papier, les espèces commencèrent à réapparaître. D'abord en sommes suffisantes pour réaliser le petit nombre d'affaires qui restaient après l'effondrement. Puis, à mesure que la demande dans le domaine des affaires augmentait, le montant des espèces a afflué du monde entier pour y répondre, et la nation s'est peu à peu remise de cette longue débauche de monnaie papier.

Thibaudeau, qui était un observateur très avisé, nous raconte dans ses *Mémoires* que les gens prirent peur lorsqu'il fut question de savoir à quel moment le papier devait être retiré du circuit et les pièces remises en circulation. Mais la peur ne se transforma pas en panique car les pièces arrivèrent graduellement [82] . Rien ne peut mieux illustrer l'affirmation de l'un des hommes d'État modernes les plus perspicaces qui déclarait : « *il y aura toujours de l'argent* » [83] .

Même si un certain degré de prospérité se nota bientôt, comparée à la misère qui avait prévalu pendant l'orgie de la monnaie papier, la convalescence fut longue. Les souffrances aiguës provenant de la ruine apportée par les assignats, les mandats et autre monnaie papier en voie de rejet durèrent presque 10 ans, mais la période de reprise dura plus longtemps que la génération qui suivit. Cela nécessita 40 années pleines pour apporter le capital, l'industrie, le commerce et le crédit à leur niveau au début de la Révolution, et nécessita aussi un « *homme à cheval* » qui établit la monarchie sur les ruines de la République et gaspilla pour l'Empire des millions de vies qu'il fallait ajouter aux millions qui avaient été sacrifiées pour la Révolution [84] .

Voici donc, brièvement esquissée dans ses grandes lignes, l'histoire de la tentative la plus habile, la plus vigoureuse et la plus persistante qui ait jamais été faite pour remplacer par des lois naturelles en matière de finance la capacité des corps législatifs et, pour un standard de valeur reconnu dans le monde entier, une norme nationale imaginée par des théoriciens et manipulée par des magouilleurs.

Toute autre tentative de même nature dans l'histoire du monde, quelles que soient les circonstances, a atteint des résultats similaires en nature à défaut de l'être en degré.

Toutes ont montré l'existence de lois financières aussi réelles dans leur opération que celles qui gèrent les planètes dans leur évolution [85] .

IV
La fin de la monnaie papier



J'ai présenté cette histoire dans son ordre chronologique, en suivant l'ordre des événements. Laissez-moi résumer en conclusion de façon brève, en suivant toujours l'ordre *logique* , la relation de *cause* à *effet.*

Et d'abord, au niveau économique. Dès les premières émissions de papier, réticentes et prudentes, nous avons vu un résultat immédiat : l'amélioration et l'activité dans les affaires. Une clameur s'éleva ensuite pour avoir plus de monnaie papier. Au début, de nouvelles émissions ont été réalisées avec de grandes difficultés. Mais, une fois la digue rompue, le flot de la monnaie non convertible se déversa.

La brèche s'élargissant, la crue rapide de cette monnaie échappa bientôt à tout contrôle. Les spéculateurs faisaient pression pour obtenir une augmentation des valeurs, les démagogues persuadaient la foule qu'une nation, par son simple décret (*fiat*), pouvait imprimer une valeur réelle de n'importe quel montant pour des objets sans valeur.

On assista tout naturellement à une croissance rapide d'une classe de débiteurs, et cette classe joua de son influence pour déprécier de plus en plus la monnaie dans laquelle ses dettes devaient être réglées [86] .

Le gouvernement commença alors, et continua par « spasmes », à émettre davantage de papier. Le commerce fut au début stimulé par la différence dans l'échange, mais cette cause cessa bientôt d'être opérante, et le commerce, ayant été stimulé de façon malsaine, se mit à dépérir.

Les manufactures reçurent au départ une grande impulsion mais bientôt, cette surproduction et cette surstimulation se révélèrent aussi fatales pour elles que pour le commerce. De temps en temps, on assistait à un regain d'espoir généré par une recrudescence apparente des affaires.

Mais cette reprise fut finalement considérée comme étant causée, de plus en plus, par le désir d'hommes d'affaires rusés et clairvoyants résolus à échanger de la monnaie papier contre des objets de valeur permanente.

En ce qui concerne les gens normaux, les classes qui vivaient sur des revenus fixes et de petits salaires furent les premières à en subir les conséquences dès que le pouvoir d'achat de leurs revenus fixes se réduisit. Bientôt la vaste classe qui vivait de gages en ressentit les effets encore plus tristement.

Le prix des denrées de première nécessité augmenta : les commerçants étaient obligés de les augmenter, non seulement pour couvrir la dépréciation de leur marchandise, mais aussi pour couvrir leur risque de perte lié à la fluctuation. Et tandis que les prix des produits augmentaient ainsi, les gages qui au départ avaient augmenté sous l'impulsion de la stimulation générale, prirent du retard.

Dans le doute et le découragement général, le commerce et les manufactures furent fermés ou détruits. Par conséquence, la demande de travail diminua. Les travailleurs étaient éjectés de l'emploi et, par l'opération de la simple loi de l'offre et de la demande, le prix du travail – les gages journaliers de la classe ouvrière – baissa à un moment où, les prix de l'alimentation, des vêtements et de différents articles de consommation étant tellement énormes, les gages étaient presque aussi bas qu'au moment où eut lieu la première émission de la monnaie non convertible.

Les classes commerçantes, au début, pensaient ne pas être concernées par cette malchance générale. Les commerçants étaient heureux de voir l'apparente avance dans la valeur des marchandises qu'ils affichaient sur leurs rayons.

Mais bientôt, ils découvrirent qu'à mesure qu'ils augmentaient les prix pour couvrir l'inflation de la monnaie et le risque inhérent à la fluctuation et à l'incertitude, les achats diminuèrent et les payements devinrent moins sûrs. Un sentiment d'insécurité se propagea dans le pays. L'initiative était émoussée et la stagnation suivit.

De nouvelles émissions de papier furent alors réclamées, comme les verres que l'ivrogne a besoin de boire. Elles ne firent qu'augmenter le mal ; et les

capitalistes furent d'autant plus réticents à l'idée d'embarquer leur argent sur un tel océan de doutes.

Les travailleurs de toutes sortes étaient privés d'emploi. Les émissions suivaient les émissions, mais il n'en sortit rien, sauf une relance momentanée qui aggrava la maladie.

Les plus ingénieuses évasions des lois naturelles de la finance que les théoriciens les plus subtils pouvaient inventer furent essayées, mais en vain. Les substituts les plus brillants de ces lois furent aussi essayés, des programmes « *d'autorégulation* », des plans « *d'interconversion* », tous également sans le moindre résultat [87] .

Tous les hommes de réflexion avaient perdu confiance. Tous *attendaient ;* la stagnation empira. Ce fut enfin l'effondrement puis un retour, par le biais d'un choc épouvantable, vers un état de choses qui présentait quelque chose comme la certitude de rémunération du capital et du travail. Et puis ce fut le début d'une nouvelle période de prospérité.

Le développement moral était également dépendant de la loi de cause à effet. En dehors de l'inflation des prix, une classe spéculative vit le jour. Dans une complète incertitude face à l'avenir, les affaires devinrent un jeu de chance et tous les hommes d'affaires des joueurs.

Dans les villes, on assista au développement rapide des teneurs de marché et des spéculateurs. Et ceux-ci mirent en place une mode avilissante dans les affaires qui se propagea dans la plupart des régions du pays. Au lieu de tirer satisfaction de bénéfices légitimes, on nota une passion pour les gains démesurés.

Là aussi, tandis que les valeurs devenaient de plus en plus incertaines, il n'y avait plus de raison de faire attention ou de réaliser des économies. Tout était bon pour une dépense immédiate et un plaisir à vivre dans l'instant. L'épargne n'avait plus cours dans le pays.

Dans cette manie de s'adonner au plaisir dans l'instant plutôt que de prévoir

le confort futur, on trouvait les germes de nouvelles misères à venir : le luxe, le déraisonnable et l'extravagance. Cela aussi se propagea comme une mode.

Pour l'alimenter, la tricherie fit son apparition dans le pays tout entier et la corruption œuvra chez les officiels et les personnes qui maintenaient la confiance. Tandis que les hommes usaient de ces modes en privé et dans les affaires officielles, les femmes firent assaut d'extravagance dans leurs vêtements et leur manière de vivre, ce qui ajoutait des incitations à la corruption.

La foi dans les considérations morales ou même dans les bonnes impulsions céda la place à la méfiance générale. L'honneur national, pensait-on, était une fiction chérie uniquement par les hypocrites. Le patriotisme était absorbé par le cynisme.

Ainsi donc, l'histoire de la France était logiquement développée en accord avec les lois naturelles. Cela a toujours été le résultat, à un degré plus ou moins élevé, du papier non convertible, créé selon les caprices ou l'intérêt des assemblées législatives plutôt que sur des standards de valeur permanents et acceptés dans le monde entier. Il y a de fortes chances pour qu'il en soit toujours ainsi jusqu'à ce que le décret du Tout-Puissant fasse évoluer les lois de l'univers d'une façon qui les différencie radicalement de celles que nous avons aujourd'hui [88] .

Et enfin, quant au développement général de la théorie et de la pratique dont toute cette histoire porte la trace : mon sujet était la monnaie fiduciaire en France : comment elle est arrivée, ce qu'elle a apporté et comment elle a pris fin.

Elle arriva lorsque l'on cherchait un remède, pour un mal relativement peu important, dans un mal infiniment plus dangereux. Pour guérir une maladie de caractère temporaire, on administra un poison corrosif qui a dévoré les organes vitaux de la prospérité française.

Elle progressa selon une loi de physique sociale que nous pourrions appeler la « *loi d'accélération de l'émission et de la dépréciation* ». Il était relativement facile de s'arrêter à la première émission. Il était extrêmement difficile de le faire à la seconde. Pour la troisième et celles qui ont suivi, c'était pratiquement impossible.

Elle conduisit, comme nous l'avons vu, le commerce et les manufactures, l'intérêt mercantile et agricole à la ruine. Ce fut la même destruction que celle que connaîtrait un Hollandais en ouvrant les digues de la mer pour irriguer son jardin en pleine sécheresse estivale.

Elle se termina par la prostration complète – financière, morale et politique – de la France, une prostration dont seul un Napoléon pouvait l'arracher.

Mais cette histoire serait incomplète sans une suite très brève. Elle montre comment ce grand génie profita de toute son expérience.

Lorsque Bonaparte devint consul, l'état des affaires fiscales était effroyable. Le gouvernement était en faillite, une immense dette restait impayée. De nouveaux impôts semblaient impossibles à mettre en place, les évaluations étaient dans une confusion sans espoir. La guerre continuait à l'Est, sur le Rhin, et en Italie ; et la guerre civile sévissait en Vendée. Aucune des armées n'était payée depuis longtemps et le plus grand prêt qui pouvait être pour l'instant effectué représentait une somme couvrant à peine les dépenses du gouvernement pour une seule journée.

Lors du premier conseil de cabinet, on demanda à Bonaparte ce qu'il avait l'intention de faire. Il répondit : « *Je paierai en espèces, sinon je ne paierai rien* ». À partir de ce moment-là, il géra toutes ses opérations de cette façon. Il organisa les évaluations, finança la dette et effectua les paiements en espèces. Dès lors, pendant toutes les campagnes de Marengo, Austerlitz, Jena, Eylau, Friedland jusqu'à la paix de Tilsit en 1807, il n'y eut qu'une seule suspension de paiement en espèces et elle ne dura que quelques jours.

Lorsque la première grande coalition européenne fut formée contre l'Empire, Napoléon était aux abois au niveau financier et on proposa de recourir à la monnaie papier. Mais il écrivit à son ministre : « *Tant que je serai vivant, je n'aurai jamais recours au papier non convertible* ». Il ne le fit jamais et la France, mue par cette détermination, commanda tout l'or dont elle avait besoin.

Lorsque Waterloo arriva, avec l'invasion des Alliés, la guerre se déroulant sur son propre sol, avec un changement de dynastie et de lourdes dépenses pour

la guerre et les indemnités, la France reposant sur la base des espèces ne connut pas de misère notoire au niveau financier.

Si nous regardons l'histoire financière de la France pendant la guerre franco-prussienne et la lutte de la Commune, où la pression exercée sur les finances françaises fut beaucoup plus sérieuse que celle que notre propre guerre de Sécession fit peser sur les finances de l'Amérique, sans pour autant parler de stagnation nationale ou de misère mais plutôt d'un progrès stable dans la prospérité, nous voyons plus clairement l'avantage que représente le fait de faire face à une crise financière d'une façon honnête et franche, par des méthodes sanctionnées par l'expérience la plus coûteuse du monde plutôt que de céder la place aux rêveurs, aux théoriciens, aux phraseurs, aux beaux parleurs, aux conspirateurs, aux spéculateurs ou à cette sorte de « réforme » qui est « *le dernier refuge d'une fripouille* » [89] .

Il y a une leçon dans tout ceci qu'il incombera à chaque homme de réflexion de méditer.

V
Chronologie des événements et table des émissions des Assignats

Année 1789

(Assignats en circulation en millions de livres ou francs).

5 mai : Tentative pour sauver de la faillite le Trésor Public ce qui oblige Louis XVI à convoquer une réunion des États Généraux qui fusionnera plus tard avec l'Assemblée Nationale.

14 juillet : prise de la Bastille après plusieurs jours d'émeutes à Paris.

5 octobre : Déclaration des Droits de l'Homme adoptée par l'Assemblée.

2 novembre : Confiscation des propriétés de l'Église

Année 1790

Avril : première émission d'assignats papier pour **400 millions de livres** (total de 400)

29 septembre : seconde émission pour 800 millions **(total de 1200)**

Année 1791

19 juin : 3 ^{e} émission pour 600 millions **(total de 1800)**

Septembre : nouvelle Constitution. L'Assemblée Nationale est dissoute et remplacée par l'Assemblée législative.

17 décembre : 4 ^{e} émission pour 300 millions **(total de 2100).**

Année 1792

30 avril : La France est en guerre avec la Russie et l'Autriche, **5** ^{e} émission pour 300 millions **(total de 2400).**

Juin - Août : émeutes dans Paris. Le roi est chassé du trône et la famille royale est faite prisonnière. La Commune révolutionnaire prend le pouvoir. Davantage d'assignats encore **(total de 2700).**

Septembre : élection de la Convention Nationale qui remplace l'Assemblée législative. La monarchie est abolie. Gouvernement par comités. Corruption politique.

14 décembre : assignats émis jusqu'à cette date : **3400 millions, 600 millions sont détruits, reste 2800 millions.**

Année 1793

21 janvier : Le roi Louis XVI est décapité.

31 janvier : davantage d'assignats encore **(total de 3000)**

Février - Mars : formation de comités de sécurité publique. Émeutes à Paris en raison de la hausse des prix. Le tribunal révolutionnaire est mis en place. C'est le début du règne de la Terreur.

3 mai : contrôle du prix sur les céréales.

22 juin : l'emprunt forcé est décrété. Impôt progressif sur le revenu.

1 août : le commerce avec des espèces est interdit.

29 septembre : la loi du prix « maximum », le contrôle des prix s'étend sur toute l'alimentation.

16 octobre : Marie-Antoinette est décapitée. Plus de 3.000 millions de nouveaux assignats sont émis pendant l'année, 1.200 millions seront mis en circulation (total de 4200).

Année 1794

4 juin : Robespierre est élu président de la Convention Nationale. Des milliers de personnes sont exécutées par décret du Tribunal Révolutionnaire.

27 juillet : Robespierre est décapité. Fin du règne de la Terreur.

Décembre : la loi du « maximum » est abrogée. **Total des assignats en circulation à la fin de l'année : 7.000.**

Année 1795

31 mai : Encore plus d'émeutes. Les affaires et le commerce sont perturbés. La pénurie persiste. Gouvernement incertain.

31 juillet : Assignats en circulation 14.000

23 septembre : la nouvelle Constitution est adoptée et le nouveau gouvernement est formé, c'est le Directoire. **(total de 35.000).**

Année 1796

18 février : les machines, les plaques et le papier d'imprimerie pour les assignats sont détruits. Première émission de nouveaux billets en papier, les mandats, pour remplacer les assignats à 30:1 **(total de 40.000).**

Août : les mandats ne valent que 3% de leur valeur nominale. **Environ 2.500 millions de mandats sont émis.**

Année 1797

Février : le cours légal des assignats et des mandats est supprimé, ils deviennent sans valeur après mai.

Année 1798

Gouvernement arbitraire par le Directoire. Le secteur des affaires est perturbé. Mécontentement du peuple. Napoléon gagne des victoires militaires à l'étranger.

Année 1799

10 novembre : Napoléon arrive au pouvoir « *pour sauver la République* ».

Retrouvez le mini-film réalisé par Max Keiser à Paris avec James Turk et Pierre Jovanovic sur Youtube (sous titres en français)

Fiat money inflation in France - Part 1: John Law

Partie 1

Cliquez sur le lien ci-dessous
www.youtube.com/watch?v=7zvNV-vkEzc



(plus de 63.000 personnes l'ont visionnée)

Partie 2

Cliquez sur le lien ci-dessous
www.youtube.com/watch?v=U4aRuiO1OuQ

Fiat money inflation in France - Part 2: Assignats



Andrew Dickson White

commentaire par Henry Hazlitt

New York, mars 1959

Andrew Dickson White était un politique, un homme d'affaires et un intellectuel. Il fut ministre des États-Unis auprès de l'Allemagne de 1879 à 1881, ministre auprès de la Russie de 1892 à 1894 et ambassadeur des États-Unis en Allemagne de 1897 à 1903.

En 1899, il présida la délégation américaine à la conférence pour la Paix de La Haye et il fut responsable de l'un de ses événements les plus dramatiques : la célébration par les Américains de leur fête du 4 juillet, en posant une gerbe sur la tombe de Grotius, le père du droit international.

Le plus célèbre de ses travaux s'intitule *Histoire de la lutte de la science et de la théologie dans la chrétienté*, qui fut publiée en deux volumes en 1896. Le court essai qui suit est né de ses conférences sur la Révolution Française.

White fut pour la première fois lu en public devant un groupe de sénateurs et de membres de la Chambre des Représentants des deux partis politiques à Washington, le 12 avril et devant le Union League Club de New York, le 13 avril 1876.

En 1912, à l'âge de 82 ans, à la demande d'un homme d'affaires canadien, il mit à jour et développa cet essai « *pour usage personnel seulement* ». Depuis, il a été publié depuis plusieurs fois et est même devenu un ouvrage de référence.

Ce qui frappe surtout le lecteur d'aujourd'hui, c'est l'étonnante similitude entre les arguments mis en avant par nos propres spécialistes contemporains de l'inflation, et ceux qui étaient en cours au XVIII e siècle en France. Tout aussi étonnante, bien sûr, est la ressemblance avec le niveau des conséquences actuelles de l'inflation de la monnaie papier dans la France révolutionnaire et l'inflation que l'on retrouve aujourd'hui partout dans le monde moderne.

Ces parallèles avaient été bien sûr intentionnellement soulignés par White. Son essai n'a pas été écrit comme une simple histoire, il se veut aussi une leçon et une mise en garde à l'intention de ses propres contemporains américains.

Lorsque son discours original fut lu en 1876, les États-Unis fonctionnaient toujours sur le critère de la monnaie papier, un héritage de leur recours aux dollars pendant la Guerre de Sécession. Et même si le *Resumption Act* avait été passé le 14 janvier 1875, ce ne fut pas avant le 1 er janvier 1879 que les paiements en or furent repris.

Si ces parallèles nous frappent autant aujourd'hui, ce n'est pas avant tout parce que White l'avait souligné à ses auditeurs en 1876, mais parce que le cours de l'inflation aux niveaux économique, psychologique, politique et moral suit en réalité le même schéma.

Avant que nous ne détaillions plus avant ce schéma, nous pouvons prendre le temps d'observer quelques liens auxquels White ne se réfère pas spécialement, entre l'inflation de la monnaie papier fiduciaire et la chronologie politique de la Révolution Française.

Les États Généraux furent appelés à se réunir le 5 mai 1789 par Louis XVI mais ils n'osèrent adopter le titre d'Assemblée Nationale que le 17 juin.

Le 14 juillet, ce fut la prise de la Bastille. Puis en avril 1790 eut lieu la première émission de 400 millions de livres en monnaie papier, qui fut bientôt suivie par d'autres.

Lorsque la nouvelle Assemblée se réunit en octobre 1791, on retrouve plusieurs extrémistes comme Robespierre, Danton et Marat. Le 10 août 1792, la foule prenait d'assaut le Palais-Royal, massacrait les Gardes Suisses et renversait la monarchie.

Les massacres de septembre 1792 furent suivis par le jugement et l'exécution de Louis XVI en janvier 1793 et par le règne de la Terreur. Le 28 février 1793, à 20 heures (comme le précise White), une foule d'hommes et de femmes masqués ont commencé à piller les magasins et les boutiques de Paris.

Le 29 septembre 1793, la loi du maximum (qui fixait les prix) fut instaurée et les contrevenants s'exposaient à être guillotinés.

Il existe évidemment un rapport entre ces développements « *politiques* » et de « *politique économique* ». Il devient aussi évident que la relation de cause à effet n'allait pas uniquement dans un seul sens. Ce n'est pas simplement la politique de la terreur qui a conduit à la terreur monétaire et à la fixation du prix.

L'apparition de l'inflation, par les injustices évidentes qu'elle a générées dans la distribution de la richesse et du revenu, par les nouvelles charges qu'elle a fait peser sur le travail sous-payé, a provoqué l'augmentation d'une classe spéculative et l'affichage du luxe par la nouvelle inflation, provoquèrent jalousie, mécontentement et ressentiment, ce qui accéléra et intensifia l'agitation et la violence. L'inflation aggrave les maux qu'elle cherche à éliminer.

Le parallèle le plus frappant entre les événements enregistrés par Andrew D. White et la situation dans le monde moderne est d'ordre psychologique. Il s'agit de la persistance des illusions. Les arguments des inflationnistes, maintenant, sont essentiellement les mêmes.

L'inflation dans la France révolutionnaire était prévue pour rembourser une dette et financer un déficit budgétaire. La cause immédiate de la Révolution Française était la faillite du Trésor public, qui obligea Louis XVI à convoquer les États Généraux. L'inflation devait être la voie rapide vers la prospérité.

Le grand point faible du pays était, supposait-on, une « pénurie » de l'argent en circulation. Il suffisait donc simplement d'en imprimer et toutes les difficultés disparaissaient. Ce dont le pays a besoin, c'est d'un pouvoir d'achat plus important. À mesure que le remède échoue, avec différents résultats, la seule solution des inflationnistes c'est toujours plus d'argent, toujours plus de pouvoir d'achat.

La tendance générale de toutes les inflations, historiques et modernes, est la même. Le résultat premier est couramment la « reprise » que les inflationnistes, comme les autres, recherchent. Ce n'est que plus tard que ses effets décevants et toxiques deviennent apparents. Les raisons économiques ne sont pas inconnues.

Lorsqu'on observe une stagnation relative dans les affaires et du chômage, c'est généralement parce qu'une relation déséquilibrée et impossible à mettre en place s'est développée entre les prix auxquels peuvent se vendre les produits et leurs coûts de production. Habituellement, la principale difficulté c'est que les taux de salaire sont trop élevés par rapport aux prix. Cela peut se régler par un réajustement de taux spécifiques, par des salaires et des prix plus flexibles, en permettant à la concurrence de jouer.

Une nouvelle injection de crédit ou de monnaie papier provoque d'abord une augmentation apparente de ce « pouvoir d'achat » que l'on veut tant. Elle permet aux produits en « surplus » d'être vendus à leurs prix existants. Elle permet aux prix des autres produits d'être augmentés à des niveaux auxquels peuvent être payés les taux de salaire existants et une bonne quantité de main-d'œuvre embauchée. Cela a donc tendance à restaurer ce « plein emploi » si recherché, quel que soit le prix, grâce au réformateur moderne.

Cet objectif est atteint en période d'inflation en augmentant suffisamment les prix pour valider le niveau existant de salaires. Mais ce qu'on oublie, c'est que l'ajustement aurait pu non seulement être aussi bien fait, et même beaucoup mieux, par un réalignement des salaires spécifiques qui sont sortis de la limite. Cet ajustement au coup par coup aurait rétabli la coordination nécessaire de la structure prix et salaire sans les inconvénients et les crises que l'inflation a des chances de générer.

Une fois que la « production entière » et le « plein emploi » ont été restaurés, il n'y a plus de mélange de résultats désirés avec le dommage que peut provoquer une nouvelle inflation. Tous les résultats de l'inflation à ce moment-là sont nécessairement néfastes. Si elle augmente tous les prix et les salaires de façon égale (ce qui n'est pas le cas), personne évidemment n'en tirerait bénéfice. Cela obligerait simplement chacun à être un meilleur mathématicien, à penser à des chiffres plus élevés, à obtenir davantage pour son propre travail mais à payer davantage celui des autres, à avoir un revenu plus élevé mais à payer des prix plus élevés.

Même en partant du fait qu'il y ait uniformité de prix et des hausses des salaires, cela aurait un grand effet négatif. Le véritable pouvoir d'achat des épargnes serait constamment érodé. Tous les épargnants seraient trompés. Cela

découragerait l'épargne. En bref, cela dissuaderait la création de ces épargnes qui sont nécessaires pour l'investissement dont dépend tout progrès économique ainsi que l'augmentation de la productivité.

Nous pouvons formuler cela d'une autre manière. Si l'augmentation des prix et des salaires était uniforme, la résultante économique principale de l'inflation serait un bénéfice pour les débiteurs au détriment des créanciers. C'est ce qui a constitué l'un des arguments essentiels dans le passé et un argument majeur au moment de la Révolution Française. Mais il est complètement faux, surtout aujourd'hui, d'identifier les débiteurs avec les pauvres et les créanciers avec les riches.

Aujourd'hui, aux États-Unis, les principaux débiteurs sont les actionnaires des entreprises. Ces actionnaires se trouvent parmi les classes les plus aisées. Les créditeurs, ce sont les détenteurs d'obligations de ces mêmes entreprises (probablement moins aisés, en moyenne, que les actionnaires car ils incluent les investisseurs qui ne peuvent pas se permettre de prendre les risques des actionnaires).

Chez les créditeurs, on trouve aussi les titulaires d'assurances-vie et d'obligations du gouvernement, petites et grandes. Ils constituent les millions de l'épargne bancaire des déposants qui sont principalement des gens à revenus modérés.

Un homme pauvre a peu de chance de devenir un gros débiteur. Seul un homme riche, ou qui a la réputation d'être riche, peut se trouver dans cette situation. C'est un non sens économique aujourd'hui de parler d'une « classe de débiteurs » et d'une « classe de créditeurs » comme s'ils représentaient des groupes séparés nécessairement sur différents niveaux économiques.

Chacun de nous est, jusqu'à un certain point, un débiteur et jusqu'à un certain point, un créditeur aussi. Même s'il était possible de calculer une moyenne statistique basée sur la position de chacun de nous, il est plus qu'incertain que les « créditeurs » prouvent en moyenne qu'ils sont plus riches que les « débiteurs ». Il est beaucoup plus probable que la relation soit l'inverse. Seuls l'injustice, l'écœurement du travail et de l'épargne, l'incitation à la spéculation et au jeu d'argent et une perturbation économique peuvent venir d'un

effort pour escroquer les créditeurs au détriment des débiteurs par une constante diminution du pouvoir d'achat de l'unité monétaire.

C'est une banalité mathématique de dire qu'une fois que le plein emploi a été atteint raisonnablement, toute inflation future est destinée à porter préjudice à autant de personnes dont on peut tirer profit. Les gagnants gagnent aux dépens des perdants. Tous ceux dont le produit augmente en prix plus que la moyenne doivent gagner aux dépens de tous ceux dont le produit augmente moins vite que la moyenne. En partant du principe que la production reste inchangée, tous ceux dont le salaire ou l'avance sur salaire est supérieure à la moyenne doivent agir ainsi au détriment de ceux dont le salaire augmente moins que la moyenne.

L'inflation occasionne généralement ce genre de modifications dans la position relative des groupes économiques. L'inflation démarre toujours d'un point particulier. Si le gouvernement imprime plus de billets pour payer des contrats d'armement par exemple, les premiers bénéficiaires sont les fournisseurs du gouvernement.

Les bénéficiaires qui suivent sont les salariés de ces fournisseurs. Le troisième groupe est constitué des commerçants que ces salariés protègent. Ceux dont les revenus augmentent en premier peuvent acheter des produits pendant que les prix restent bas. Ils sont donc gagnants. Mais les autres doivent payer des prix plus élevés pour des produits qu'ils achètent avant que leurs propres produits ou services n'aient augmenté d'un montant équivalent. Ce sont les perdants. L'inflation dérange et perturbe toutes les relations économiques pré-existantes.

On peut penser (il s'agit d'un point important) que la redistribution du revenu réel et de la richesse occasionnée par les inflations modernes est moins injuste qu'au niveau des inflations telles qu'elles étaient dans le passé.

Certains de nos inflationnistes d'aujourd'hui considèrent même cette redistribution comme bienfaisante. White parle à plusieurs reprises du fait que dans l'inflation de l'assignat « *tout était énormément exagéré au niveau du prix sauf les salaires* ».

Même si ce résultat était intensifié à l'époque par la loi du maximum (qui contenait une clause liant les travailleurs à leur emploi en donnant pouvoir au gouvernement d'emprisonner ceux qui refusaient de travailler), il semble que

cela ait été courant lors des inflations plus anciennes.

Ce résultat a été modifié à notre époque du fait de l'existence de puissants syndicats ; nombreux sont ceux qui peuvent imposer des clauses graduelles dans leur contrat, stipulant non seulement que les augmentations automatiques de salaires sont proportionnelles à l'index officiel du coût de la vie, mais qu'elles se calent aussi sur les « *améliorations annuelles* » automatiques.

D'autres syndicats peuvent également, en faisant des grèves et en usant de la violence, imposer des augmentations de salaires qui vont au-delà à la fois des augmentations consommateur-prix et de toute augmentation dans la productivité marginale du travail.

Cela a conduit certains inflationnistes universitaires à conclure qu'« *une inflation rampante empêche probablement plus d'injustice qu'elle n'en crée* ». Le « Travail » tel qu'ils le considèrent en profite. Et l'inflation n'est-elle pas bienfaisante si elle donne plus au « pauvre » et à « l'opprimé » ?

Cette vision est superficielle et fausse. L'erreur de départ, c'est de traiter le travail comme étant une masse monolithique. En réalité, les salaires dans chacune des principales industries diffèrent énormément d'un secteur à l'autre. Ils changent à des moments et aussi à des degrés différents. Pour chaque industrie, il existe plusieurs types de classifications de salariés. Et il y a des millions de travailleurs, dont le statut est différent, dont la rémunération est fixée au cas par cas.

La négociation coercitive d'un syndicat augmente non seulement les salaires d'une minorité du travail organisé aux dépens d'une plus grande partie du travail non organisé, mais elle augmente les salaires des syndicats des ouvriers dans des positions plus stratégiques au dépens des syndicats d'ouvriers qui occupent des positions moins stratégiques.

Cela fait monter de force les prix des produits que les salariés les moins avantagés doivent acheter, et ce plus vite que leurs propres salaires. Les marges bénéficiaires nettes, contrairement à ce que l'on croit, constituent un élément mineur dans les prix. Les bénéfices des sociétés après impôts en 1958, par exemple, n'étaient que de 5 % du revenu national.

Il devrait être mathématiquement évident qu'à long terme, les salaires qui sont relevés au-dessus de la moyenne doivent être élevés aux dépens de ceux qui sont en-dessous de la moyenne. L'expérience montre que ce sont les employés percevant déjà le plus haut salaire qui sont habituellement capables (du fait de leur organisation plus solide) d'augmenter leur avantage au détriment futur des moins bien payés.

Mais cela ne dit pas tout. Les syndicats qui parviennent à augmenter leurs salaires au-delà du niveau de productivité marginale agissent au risque de provoquer le chômage dans leurs propres rangs. Ceux qui conservent leurs emplois au nouveau salaire plus élevé agissent au détriment de leurs collègues qui ont été lâchés.

L'impact de tout ceci fait peser une pression politique sans cesse plus élevée sur le gouvernement pour qu'il recourt à davantage d'inflation argent-crédit afin de faire monter les prix pour rendre le « plein emploi » possible aux taux de salaires les plus élevés. Mais là où il y a des clauses automatiques d'ajustement des salaires, tout s'accélère rapidement (comme ce fut le cas en Allemagne en 1923 lorsque les clauses d'ajustement des salaires sont pratiquement devenues universelles) et il devient impossible de lutter contre le chômage, ce qui conduit à la catastrophe.

Tout ceci explique la raison pour laquelle, en suivant la première étape d'un rétablissement (en partant du principe que ce rétablissement se produit), il ne peut pas y avoir une autre stimulation de la production à partir de l'inflation mais, au mieux, une redistribution du revenu et de la richesse.

Un palier cependant est bientôt atteint lorsqu'il y a un bénéfice net dans l'inflation pour de moins en moins de personnes et une perte nette pour de plus en plus de personnes jusqu'à ce que nous atteignions un point où le bénéfice est tiré en dehors de l'inflation pour presque tout le monde. Cela s'explique par le fait que le genre de production stimulée par l'inflation même au départ est une production déséquilibrée (en raison des illusions d'argent que crée l'inflation) et parce que l'inflation encourage en fait simplement le mauvais investissement, l'extravagance, la spéculation et le jeu au détriment de la production elle-même.

Dans son rapport, White déclare que, après la première stimulation ayant

suivi la première émission des nouveaux assignats, il y avait eu des périodes d'abattement et de plaintes renouvelées de « manque d'argent ». L'explication économique de tout ceci est très simple. La valeur de l'argent, comme celle de n'importe quel produit, est principalement déterminée par sa quantité. Plus il y a de blé, plus la valeur d'un boisseau de blé sera basse. Plus il y a de l'argent en circulation, plus le pouvoir d'achat d'un individu sera bas.

Mais la valeur de l'unité monétaire ne baisse pas, contrairement à ce que l'on croit, en proportion exacte par rapport à l'augmentation de la quantité totale d'argent en circulation. Lorsque la quantité est augmentée au début, l'unité individuelle de l'argent perd couramment de sa valeur beaucoup plus lentement que la quantité d'argent n'augmente. Cela signifie que davantage de produits sont achetés avec l'offre de monnaie augmentée, et nous obtenons la stimulation bien connue et la reprise des premières étapes d'une inflation.

Mais à mesure que l'offre de monnaie continue à être augmentée, la crainte grandit peu à peu de voir les augmentations ne pas cesser. On commence à croire que la valeur de l'unité monétaire va continuer à chuter – qu'elle sera moindre l'année prochaine par rapport à cette année, moindre le mois prochain par rapport à ce mois-ci. Une fois que cette conviction est bien ancrée, le déclin de la valeur de l'unité monétaire est *prévu*. La valeur de l'unité monétaire commence à chuter plus vite que la réserve n'augmente ou ne peut être augmentée.

À partir de là, les gestionnaires se trouvent dans une bataille perdue d'avance. Plus ils augmentent la réserve d'argent, plus l'opinion publique anticipe des augmentations à venir. Les prix augmentent alors proportionnellement plus que la réserve d'argent. Les réserves d'argent qui viennent d'être augmentées génèrent un plus petit volume d'affaires et affichent une valeur totale plus basse que les précédentes réserves d'argent qui étaient plus faibles. C'est l'heure de la plainte caractéristique dont parle White, il manque de l'argent. Plus les gestionnaires essaient de compenser cette pénurie en émettant davantage de billets, plus le public craint pour la valeur de l'unité monétaire, plus l'unité monétaire chute, plus la pénurie d'argent devient importante. White parle, dans ses dernières pages, de la « *loi de l'accélération de l'émission et de l'amortissement* ». C'est l'explication psychologique et économique de cette loi.

L'inflation, dans ses dernières étapes, se termine toujours dans l'abattement,

ce que les économistes modernes appellent « *une crise de stabilisation* ». L'explication de ce phénomène n'a rien de mystérieux. Au cours de l'inflation, comme nous l'avons vu, les prix ne répondent pas en proportion à l'augmentation de l'offre de la monnaie. Certains prix vont au-delà, anticipant une autre inflation. Même si l'inflation est stoppée à un endroit précis et qu'aucune déflation ne survient, c'est-à-dire même si l'augmentation de l'offre de monnaie est simplement bloquée là où elle se trouve et n'est pas réduite, la crise de stabilisation s'installe parce que ces prix s'effondrent par anticipation. Cette crise, comme l'ivrogne qui hurle pour boire, fait partie du prix à payer pour chaque orgie inflationniste.

L'histoire que raconte Andrew D. White est complète en elle-même. Elle apporte sa propre morale. Mais tout comme les Français en 1790 n'ont pas tiré les leçons de l'inflation qui s'était produite 70 ans plus tôt à l'époque de John Law, le monde moderne n'a rien retenu des assignats.

Peut-être que l'étude d'autres inflations plus importantes, celle de John Law et de son expérience avec le crédit en France entre 1716 et 1720, l'histoire de notre propre monnaie continentale entre 1775 et 1780, les dollars de notre guerre de Sécession, l'inflation de la grande Allemagne qui avait culminé en 1923, nous aideraient à mettre en évidence et à comprendre cette leçon.

Devons-nous, à partir de ce bilan désastreux et répété, en tirer une fois de plus la conclusion désespérée que la seule chose que l'homme retienne de l'histoire, c'est que l'homme n'apprend rien de l'histoire ? Ou bien avons-nous encore suffisamment de temps, et assez d'esprit et de courage, pour être guidés par ces terribles leçons du passé ?

VOUS AVEZ AIMÉ CE LIVRE ?
VOUS ALLEZ PARTICULIÈREMENT AIMER

LE RETOUR AU STANDARD OR

du Pr. Antal Fekete

(son livre est en format de lingot d'or)

« *Les économistes actuels sont des charlatans, des bonimenteurs qui, tout en se délectant de leur propre gloire, sont totalement incapables de prévoir un effondrement financier, même quand ils le regardent fixement dans les yeux, comme l'a montré leur misérable performance de 2007. Pire encore, ils sont même totalement incapables d'admettre leurs propres erreurs. Ils sont une malédiction jetée sur le corps politique et des verrues sur le corps académique. Ils conduisent le monde vers un désastre monétaire et économique sans précédent à la minute où je vous parle* »

Pour le Pr Fekete, le système reposant sur la monnaie-papier est arrivé à son terme, exactement comme les billets de banque de John Law ont disparu en fumée sous Louis XV. Et il explique aussi pourquoi Nicolas Sarkozy avait vendu l'or de la France de toute urgence alors que le cours était au plus bas. Avec ce livre, vous allez également découvrir que l'économie est quelque chose de très simple, mais que les pseudo-économistes l'ont volontairement rendue compliquée, afin de cacher les mécanismes de la monumentale escroquerie du dollar. Un livre exceptionnel qui vous donne aussi les clés pour sauver votre épargne.

BLYTHE MASTERS

la banquière à l'origine de la crise mondiale ce qu'elle a fait, ce qu'elle

va faire

de Pierre Jovanovic

Le début de son livre :

Le premier a avoir imaginé un vrai credit default swap (permutation de l'impayé) n'est pas Blythe Masters, ni les alchimistes de la Bankers Trust, mais bien l'écrivain français Honoré de Balzac. Habitué à être poursuivi par les banquiers, donc par la force des choses à les fréquenter, il a fini par comprendre leur véritable nature. Le credit default swap est donc, dans l'esprit d'avant-garde, français. Grâce à la « permutation de l'impayé » moderne, Blythe Masters est devenue aujourd'hui la femme la plus puissante ayant jamais vécu sur cette terre, et cela depuis l'invention de l'écriture. Même si on additionnait toutes les richesses de Catherine la Grande, de la Reine Victoria, de l'Impératrice Théodora, de Hatchepsout et de Catherine de Médicis, cela ne représenterait même pas un quart de la puissance financière dont elle dispose. En d'autres temps, elle aurait été déifiée.

Aujourd'hui, la déesse des banquiers veut simplement passer inaperçue. Vous allez comprendre pourquoi. Le rédacteur en chef des pages économie du New York Times, Joe Nocera, a publié en décembre 2010 son livre sur « *l'histoire cachée de la crise* » dont le titre percutant est *All the devils are here* , en français *Tous les diables sont là* . Curieusement, dans son ouvrage, non seulement il est totalement passé à côté des rôles majeurs de Blythe Masters et du banquier-théoricien le plus influent que les Etats-Unis aient jamais connu (et que vous découvrirez ici), mais en plus il s'est bien gardé d'expliquer son titre qui laisse sous-entendre qu'un exorciste est attendu à Wall Street. Ceci est confirmé d'ailleurs par le titre d'un autre livre, Devil's Casino, de la journaliste de Vanity Fair, Vicky Ward. Pour Nocera, les grandes banques mondiales ont en effet mis au point un piège « diabolique » de dettes, constituées de produits financiers dérivés, sachant qu'aujourd'hui, il n'existe pas assez d'argent sur toute la planète, ni même dans la périphérie de Pluton, pour payer toutes les dettes en cours et à venir, et qui s'accumulent depuis 2007 avec les faillites des premières banques de prêts immobiliers. En effet, si vous pensez vraiment que la crise est derrière nous, sachez qu'il reste encore « *4,3 millions de maisons qui sont soit en retard de plus de 90 jours soit en cours de saisie* » selon LPS Applied Analytics dans leur rapport November 2010 Mortgage Performance Data1. Multipliez 4,3 millions par environ 200.000 dollars (une estimation basse) et vous obtenez 860.000.000.000 minimum, soit 860 milliards de dollars, de quoi faire sauter

toutes les banques de la Terre, de Mars, Vénus, Neptune et Pluton réunies. Depuis 2007, la permutation de l'impayé de Blythe Masters a très bien fonctionné : elle est passée des petites banques aux grandes, puis des grandes aux banques centrales, puis des centrales sur les méga banques comme le Fonds Monétaire International puisque le vol des clients et des contribuables n'a pas suffi. Comme l'avait si bien noté le Pr. Nouriel Roubini fin 2010, « *Personne ne viendra de la planète Mars pour sauver les derniers sur la liste* », les « super-souverains », à savoir le FMI et la Banque Centrale Européenne. La banqueroute universelle est donc inévitable, mais entre-temps le système veut à tout prix vous faire croire qu'il fonctionne normalement, et cela afin que vous ne retiriez pas votre argent de la banque. Pourtant, Blythe Masters a refusé des interviews à *Newsweek*, au *Times*, au *Telegraph* et même aux télévisions américaines et anglaises. Normal : sa banque veut à tout prix que son nom reste dans l'ombre, que Blythe Masters soit oubliée, et que son nom ne devienne jamais connu car le grand public ne comprendrait alors qu'une chose, que la JP Morgan est la grande responsable de cette crise. C'est pour cela qu'après la faillite de la banque Lehman Brothers, la femme qui a inventé les « *armes financières de destruction massive* » n'a jamais été vue à la une de *Newsweek* , de *Fortune* ou de *Forbes* . Même le magazine féminin *Elle* est passé à côté... Hélas, un article du *Guardian* d Londres l'a immortalisée à jamais comme LA FEMME qui a déclenché la crise mondiale, et cela grâce au livre de Gillian Tett, une journaliste visionnaire du *Financial Times* . Songez que le prestigieux *Time Magazine* avait dressé le 11 février 2009 la liste des « *25 personnes responsables de la crise financière* » et que son nom n'y figurait même pas ! Ni sur la liste des « *25 responsables* » du quotidien britannique *The Guardian* , légèrement différente de celle du *Times* . Et Dieu seul sait si tous les journalistes de ces deux titres avaient remué ciel et terre pour avoir les noms des principaux acteurs de la crise. Incroyable ! Dès le début, j'avais informé Blythe Masters que j'allais écrire ce livre, mais aussitôt, elle a reçu l'interdiction de la direction de la communication de la JP Morgan de me parler. L'ayant surnommée dans la Revue de Presse Internationale *La Catherine de Médicis des Subprimes* , et ayant lu à l'antenne le poème acide d'un lecteur tombé fou amoureux d'elle (jovanovic.com/blythe-masters.htm), cela n'avait manifestement pas plu à la banque, bien que l'humour anglais de Lady Masters aurait dû apprécier la prose à sa juste valeur (à terme). J'ai décidé d'écrire ce livre après avoir découvert la portée phénoménale de ses actions et surtout son rôle majeur (bien que son nom n'apparaissait quasiment nulle part en 2008) dans le déclenchement de la plus grande crise économique que l'histoire de l'Humanité ait connue. Je crois d'ailleurs que depuis la fameuse Eve du jardin d'Eden mythique, jamais aucune femme n'a eu une telle influence sur la destinée

des hommes. Avec une différence capitale cependant : contrairement à Eve, Blythe Masters est bien réelle, elle boit de temps en temps des cocktails à base de gin, elle achète des grands appartements en Floride, court dans Central Park, participe à des concours d'équitation, a un vrai petit jardin sur le toit de son immeuble de Tribeca, bref elle est humaine et vit parmi nous dans cet espace-temps. Seul problème, plus personne ne peut l'approcher aujourd'hui. Pourtant, c'est elle la véritable Eve, une Eve furieusement moderne et cela parce que jeune, elle était « *tombée amoureuse* » de l'arbre des fruits dérivés, fruits qu'elle offrit généreusement à tous les banquiers : « *Je suis tombée amoureuse des crédits dérivés en tant que concept* » avait-elle déclaré au (SUITE DANS LE LIVRE)

« L'OR DES FOUS »

l'histoire de l'invention des crédits dérivés modernes par la JP Morgan

de Gillian Tett

journaliste du *Financial Times*

Au milieu des années 90, au bord d'une luxueuse plage de Floride, un petit groupe de jeunes banquiers diplômés en économie ou en mathématiques de la JP Morgan (parmi lesquels la jeune Anglaise Blythe Masters) se réunit pour inventer de nouveaux produits financiers basés sur les crédits dérivés. Au cours de ce séminaire sera inventé le Credit Default Swap (permutation de l'impayé), aussi « *révolutionnaire* » que destructeur, et qui permettra aux banques de prêter de l'argent à l'infini pendant 15 ans sans se soucier du risque d'impayés. Dans cet ouvrage incroyablement visionnaire, Gillian Tett, la journaliste vedette du *Financial Times* , raconte pas à pas l'enchaînement des événements tels qu'ils ont été vécus en interne au sein de la JP Morgan depuis l'invention des Credit Default Swaps en 1994 jusqu'à l'effondrement de Wall Street le 29 septembre 2008 qui se soldera par des faillites bancaires à la chaîne. Un livre littéralement proche d'un thriller, qui nous montre comment la cupidité des banquiers a scié la branche sur laquelle ils étaient tranquillement assis.

« L'or des fous décrit, pas à pas, comment les banquiers ont creusé leur propre tombe » **La Tribune de Genève** « Gillian Tett a écrit un livre formidable qui est l'histoire des banquiers devenus diaboliques. La traductrice a fait un travail remarquable » **Radio Courtoisie, Didier Rochard** « Le livre sur la crise e la JP Morgan » **L'Express** « Une leçon d'histoire, de politique et d'économie. Un must » **Alternative Economiques** « Un livre littéralement proche d'un thriller, qu nous montre comment la cupidité des banquiers a scié la branche sur laquelle ils étaient tranquillement assis » **Revue de la Banque** « L'Or des Fous se lit comme un thriller. Il s'agit d'une traque des moments redoutables où la cupidité humilie l'intelligence. Car certains avaient perçu le danger, dont l'auteur, certain savaient averti, on leur avait ri au nez. Une petite élite auto-proclamée, méprisante et absolument ignorante du sens de la chose publique a cru trouver une formule mathématique qui permettait aux banques de gagner à tous les coups. La formule en question avait même intégrer les probabilités pour un être humain de décéder, ou plutôt de devenir insolvable, dans les mois qui suivent la perte de son conjoint, d'un enfant, d'un emploi. Aucun n'avait mesuré que l'hypercomplexité des relations humaines ne saurait se mettre en équation sauf à réduire l'humain ce qui caractérise les pensées totalitaires. Car, ce qui frappe à la lecture du travail rigoureux de Gillian Tett est bien que la pensée financière et bancaire est par essence totalitaire » **Lettre du Crocodile**

L'Effondrement du dollar (et de l'euro) et comment en profiter

de James Turk & John Rubino

« *Une crise arrive et elle va causer l'effondrement des montagnes de dettes issues des crédits donnés par toutes les banques centrales. Lisez ce livre et vous comprendrez comment vous protéger tant qu'il reste un peu de temps* » Robert R. Pretcher

Le dollar et l'euro ont de plus de plus de difficultés. L'euro a même failli exploser le 12 juillet 2011. La vraie dette des États-Unis est de 210.000 milliards de dollars. Celle de l'Europe n'est guère mieux. Depuis sa création en 1917, le

dollar a perdu 98% de sa valeur. Autrement dit, il ne reste que quelques mois, au mieux quelques années avant l'effondrement final. Dans ce livre devenu culte, deux spécialistes totalement visionnaires ont montré comment le dollar est arrivé au bord du précipice, pourquoi il va continuer à plonger et comment vous pourrez profiter de la crise financière qui en résultera, plutôt que d'en être les victimes. Publié bien avant la première crise de 2008, cet ouvrage a effectivement sauvé tous ceux qui l'ont lu et qui ont suivi à la lettre les conseils qui y sont exposés. Et plus que jamais, il est d'actualité avec la destruction constante de l'euro. Les États-Unis sont devenus la nation la plus endettée du monde. Pour financer ses montagnes de dettes, la Réserve Fédérale inonde le reste de la planète avec des dollars imprimés par des planches à billets devenues hystériques : il a été imprimé plus de dollars au cours de ces 4 dernières années que depuis toute son existence... L'Europe, elle, endette tous ses habitants sans vergogne pour sauver des banques et même des pays entiers de la faillite comme la Grèce. En conséquence, la valeur du dollar, comme de l'euro, continuera à baisser, diluée par des centaines de milliards de billets « Monopoly », et cela jusqu'à ce qu'il perde intégralement sa qualité de référence mondiale. En même temps, la valeur des métaux précieux ira en augmentant et l'or réclamera sa couronne de monnaie de référence mondiale et historique, et cela au coeur même de la crise financière. James Turk, célèbre fondateur de la société GoldMoney.com, et John Rubino, éditeur du site DollarCollapse.com, donnent des exemples précis de stratégies de sortie de la monnaie papier. **Le livre visionnaire qui a déjà sauvé des dizaines de milliers de lecteurs.**

Le Génie du Capitalisme

de Howard Bloom

Ce livre franchit le fossé entre croyance et science. C'est un livre sur les miracles. Sur les miracles séculiers. Sur les miracles matériels. Sur les miracles qui se dégagent de l'évolution, pas de dieux. Miracles que la science doit être amenée à comprendre si elle veut être à la hauteur de sa mission, une compréhension laïque de chaque phénomène dans cet univers.

Mais est-ce que les miracles et le capitalisme peuvent figurer ensemble dans un même livre ? Oui. Absolument oui. Si vous et moi étions nés en 1850, notre espérance de vie ne serait que de 38 lamentables années et demie. Si nous

sommes nés dans la sphère d'influence de la civilisation occidentale en l'an 2000, notre espérance de vie passe alors à 78 ans. Deux vies pour le prix d'une. Une quarantaine d'années supplémentaires ! Les empereurs chinois avaient pour habitude de dépenser des fortunes chez des "experts" qui prétendaient disposer de techniques pour prolonger la durée de vie. En fait certaines de leurs techniques raccourcissaient leur vie car elles impliquaient l'usage de poisons. Mais le système occidental a réalisé le miracle que les empereurs chinois avaient cherché. Et il ne l'a pas fait pour un seul être humain, privilégié parmi les privilégiés, mais pour plus d'un milliard d'habitants. Et SEUL le système capitaliste a réussi à le faire. Mais il y a plus. Chaque système de croyance qui fait appel à notre idéalisme prétend qu'il va relever le pauvre et l'opprimé. Mais seul le système occidental a tenu cette promesse. Comment ? En 1850, si vous aviez été l'un des pauvres ouvriers les moins bien payés de Londres, vous auriez alors été un docker d'origine irlandaise travaillant sur les quais pour 4.800 dollars par an; 4800 dollars pour nourrir votre femme et vos 5 ou 9 enfants. Mais si vous étiez le plus pauvre des travailleurs de Londres en 2009, vous auriez été un assistant personnel et vous auriez gagné près de 39.000 dollars par an. En d'autres termes, vous, le travailleur le moins bien payé en 2009, vous auriez gagné plus qu'un immeuble entier rempli de dockers de 1850. Le système occidental a sorti tant de gens de la pauvreté que nous avons un nouveau nom pour désigner cette masse des pauvres d'autrefois: on l'appelle la "classe moyenne".

Aucun autre système n'a jamais pu réussir de tels achèvements extraordinaires par sorcellerie. La civilisation chinoise ne l'a pas fait. La civilisation islamique ne l'a pas fait. Quant au système marxiste, il a lamentablement échoué. Seul le système occidental a réalisé ces miracles séculaires, ces miracles matériels. Des miracles qui ont élevé l'esprit humain et qui ont considérablement élevé le QI moyen. Ce sont des miracles d'un tout nouveau genre. Miracles que vous examinerez à travers les optiques brillantes de la science et de l'histoire dans le Génie de la Bête. Qu'est-ce que le capitalisme a de commun avec tout cela ? Il est le métabolisme du système occidental. Un métabolisme qui fonctionne à merveille quand il est en équilibre avec les autres éléments clés du système: le gouvernement et le mouvement de protestation. Pourquoi notre économie s'est-elle effondrée en 2008 ? Pourquoi courrons-nous le danger d'avoir d'autres effondrements aujourd'hui ? Pourquoi une nouvelle période de prospérité est-elle inévitable ? Et que devons nous faire pour que notre système dépasse son grand rival chinois ? Les réponses se trouvent dans

nos capacités à fabriquer des miracles. Les réponses sont dans les secrets du système occidental. Les réponses sont dans ce livre.

Enquête sur la loi du 3 janvier 1973

de Pierre-Yves Rougeyron

Enquête sur la Loi du 3 janvier est un livre choc.

Il montre, point par point, comment la France a été mise en esclavage par la dette avec juste un simple texte anodin.

Il montre comment l'élite des hautes fonctionnaires a renoncé, pas à pas, à la Nation française, à son âme et à son indépendance.

C'est l'histoire des manipulations successives, organisées et pilotées pour ne profiter qu'à une seule entité : les banques privées.

Grâce à cette loi, la France a été conquise sans bruit, sans une balle tirée et sans aucune résistance: chaque semaine, ce sont 4 nouveaux milliards, empruntés par l'État pour payer retraites, salaires et aussi... intérêts de la dette, qui s'ajoutent aux 1700 milliards déjà dus, alors qu'au même moment 800 emplois industriels sont détruits chaque jour. Ce livre est le récit de la pire trahison de l'Histoire de France. Il doit être lu par tous les Français.

« Extreme Money »

La crise financière vécue et racontée de l'intérieur par un trader de Wall Street

un livre de Satyajit Das

L'avant-propos de l'auteur pour les lecteurs de la version française:

Dans la pièce *En attendant Godot* de Samuel Beckett, le critique littéraire irlandais Vivian Mercier a remarqué que rien ne se passe deux fois de suite ! Les

personnages centraux, Vladimir et Estragon, attendent Godot en vain.

En attente d'une reprise évasive, l'économie mondiale ressemble à l'intrigue absurde de Beckett. La crise financière mondiale a été le résultat d'une accumulation excessive de la dette, des déséquilibres commerciaux, des flux de capitaux et surtout de la financiarisation à outrance de l'économie. L'ensemble a été soutenu par des structures politiques et sociales dépendantes d'une consommation basée sur la dette et des niveaux croissants de titrisations. Depuis que ces problèmes sont devenus évidents, les politiques ont eu du mal à stabiliser l'économie et le système financier. Le physicien Niels Bohr a fait valoir que « *Chaque grande et profonde difficulté porte en soi sa propre solution. Elle nous oblige à changer notre façon de penser afin de la trouver* ». Malheureusement, les politiciens et les décisionnaires n'ont pas été capables, ou n'ont pas voulu changer leur cadre de référence. Les vraies solutions consistaient simplement à réduire la dette, à inverser les déséquilibres, à diminuer la financiarisation de l'économie et à obliger les financiers à changer de comportement. À court terme, ces mesures auraient entraîné une contraction économique importante, un niveau de vie plus bas et des acquis sociaux réduits. À long terme, cela aurait débarrassé le système de ses dérives insoutenables et de créer les bases pour la reprise. Mais plutôt que de résoudre les problèmes fondamentaux, les politiques ont substitué les dépenses publiques financées par la dette d'Etat, ou par les banques centrales, et ont amplifié l'arrivée d'argent frais par la planche à billets pour stimuler la demande. Les politiciens et les universitaires utopistes ont espéré qu'une forte croissance et une hausse de l'inflation permettrait de corriger les problèmes. Mais malgré un manque flagrant de réussite, ils ont continué avec les mêmes programmes politiques. Ils avaient suivi les conseils de Samuel Beckett à la lettre: « *Jamais essayé. Jamais échoué. Peu importe. Essayer encore une fois. Échouer à nouveau. Mais échouer "mieux"* ».

Cinq ans plus tard dans la crise, les niveaux de dette des principaux pays ont augmenté. Les déséquilibres mondiaux ont légèrement diminué mais à cause de croissances économiques plus lentes. Des pays comme la Chine et l'Allemagne ont hésité à « gonfler » leurs économies, s'éloignant ainsi de leur modèle basé sur l'exportation. Et les principaux emprunteurs comme les Etats-Unis, ont refusé de réduire leurs dépenses et de mettre de l'ordre dans leurs finances publiques. L'enthousiasme pour les changements fondamentaux sur le rôle des instituts financiers s'est évanoui, en partie par crainte que la diminution de crédit amènerait avec elle une croissance économique plus faible.

Les politiciens pensent que leur cocktail de mesures peut fonctionner, et utilisent un jargon impénétrable, des mathématiques obscures et des idéologies fatiguées pour dissimuler leurs échecs et leurs limites. Il n'est pas du tout clair

comment l'augmentation des emprunts du gouvernement et l'usage de la planche à billets (le politiquement correct *Quantitative Easing*) peuvent rétablir la santé de l'économie. L'une des propositions a été une "chasse au trésor" où l'argent a été enterré et la population invitée à le retrouver et le dépenser. D'autres propositions comprenaient des limites de temps mises sur l'usage de l'argent qui perdrait toute sa valeur s'il n'était pas dépensé avant une date imposée. Il semble l'Argent Extrême soit devenu encore plus extrême. Les gouvernements ont montré bien peu d'empressement à révéler au public l'ampleur des problèmes économiques, le manque de solutions et le coût des éventuelles mesures correctives. Pour paraphraser Alexander Soljenitsyne, pour les politiques « *le mensonge permanent* [est devenu] *la seule forme sûre d'existence* ». Mais les citoyens normaux, un peu partout dans le monde, se sont rendus compte de la situation et savent maintenant que ce sera à eux de payer les coûts de la crise financière. Et ils craignent un marché de l'emploi en baisse, des salaires de misère et la perte de leurs économies, globalement de voir une baisse radicale de leur niveau de vie. Les plus fragiles craignent de devenir ce que le poète Rainer Maria Rilke a appelé le peuple « *à qui ni le passé, ni l'avenir n'appartiennent* ». Le risque de pannes économiques, sociales, politiques et internationales rappelant les années 1920 et 30 est réel. Un déficit de démocratie est désormais aussi grave que les déficits budgétaires et commerciaux. De précieux capitaux politiques et économiques ont été gaspillés. L'inadéquation des solutions politiques avec des effets secondaires toxiques sont toujours poursuivies, ce qui diminue les chances d'une reprise. Chesterton a écrit « *Ce n'est pas qu'ils ne peuvent pas voir la solution, en fait c'est qu'ils ne peuvent voir le problème* ». Au début de la crise, le choix a toujours été « *la douleur maintenant* » ou « *une agonie prolongée plus tard* ». Maintenant, face à problèmes économiques écrasants, ainsi que des questions d'environnement et de la rareté des ressources, les politiques ne peuvent plus rien offrir hormis de petits soins palliatifs. Dans le roman *Le soleil se lève aussi* de Hemingway, un personnage, à qui on a demandé comment il avait fait faillite, répond: « *De deux façons: petit à petit, puis d'un seul coup* ». C'est une description précise de la trajectoire économique actuelle.

Vous pouvez lire encore plus de livres et les commander chez votre libraire ou sur notre site www.lejardindeslivres.fr



Achevé d'imprimer en septembre 2013
Numérisé en mars 2015 par Alphonse-Lab
pour le compte des éditions
Le jardin des Livres
Boîte Postale 40704
Paris 75827
Cedex 17

Dépôt Légal : septembre 2013
No d'édition : CFRF-010813
ISBN : 978-23-69990-0833

Cliquez sur l'image ci-dessous pour accèder au site

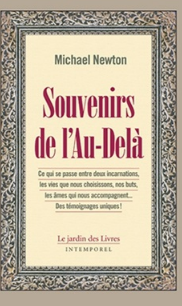


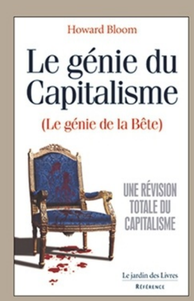




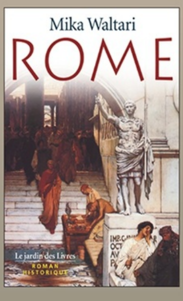




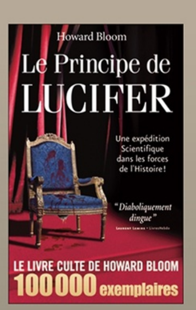




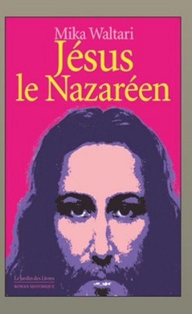




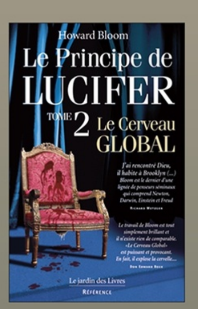


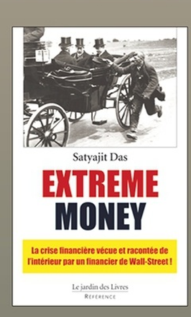


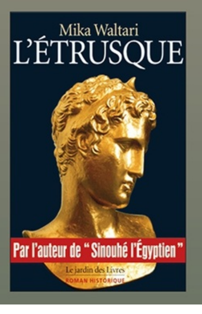


















Dernier livre de Pierre Jovanovic



1 Pour avoir un aperçu de la situation financière de la France à cette époque, voir Storch, Économie Politique, vol. IV, p. 159. →

2 Article de Gérard Béaur, directeur de recherches CNRS www.lemonde.fr/idees/article/2011/08/13/le-long-passe-de-la-dette-publique_1559248_3232.html →

3 Note de l'éditeur : la livre était la monnaie d'échange courante en France au début de la période décrite par White. Le franc deviendra monnaie officielle en 1795, avec un taux de conversion de 81 livres pour 80 francs. →

4 Voir le Moniteur, numéro du 10 avril 1790. →

5 Ibid, 15 avril 1790. →

6 Pour les détails de cette bataille, voir Buchez et Roux, Histoire parlementaire de la Révolution Française, vol. III, pp. 364, 365, 404. Pour les déclarations sauvages de Marat pendant toute cette histoire, voir l'ensemble de son Ami du peuple dans la President White Collection de la bibliothèque de la Cornell University. Pour le pamphlet de Bergasse et une quantité d'autres publications similaires, voir la même collection. Pour l'effet qu'ils ont produit, voir Challamel, Les Français sous la Révolution, ainsi que De Goncourt, La société française pendant la Révolution, etc. Pour le rapport qui s'y réfère, voir Levasseur, Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France de 1789 à 1870, Paris 1903 vol. I chap. 6. Levasseur (vol. 1, p. 120) très conservateur dans ces estimations, évalue la valeur totale des propriétés de l'Église à 2000 millions. D'autres autorités l'évaluent même à deux fois plus. Voir surtout Taine, vol. II, chapitre I, qui donne une évaluation d'environ quatre milliards. Von Sybel, Geschichte der Revolutionzeit, avance le chiffre de deux milliards et Briand, La séparation, etc. est d'accord avec lui. Voir également De Nerve, Finances françaises, vol. II pp. 236-240 ; ainsi qu'Alison, History of Europe, vol. I. →

7 Pour des images saisissantes de ce sentiment parmi les générations plus jeunes de Français, voir Challamel, Sur la révolution, p. 305. Pour l'histoire générale de la monnaie papier de John Law, voir Henri Martin, Histoire de France. Blanqui, Histoire de l'économie politique, vol. II pp. 65-87 ainsi que Senior sur Paper Money sec III Pt 1 et Thiers, Histoire de Law, Levasseur, op. Cit. Vol I chap. VI. On trouve plusieurs spécimens de la monnaie papier de John Law dans la White Collection à la bibliothèque de la Cornell University, certains affichent d'énormes chiffres. →

8 Voir Buchez et Roux, Histoire parlementaire, vol. V, p. 321 et suivantes. Pour un argument qui prouve que les assignats n'étaient pas, après tout, aussi bien garantis que l'argent de John Law, voir Storch, Économie politique, vol. IV p. 160. →

9 Pour les spécimens de cette première émission et de presque chaque nouvelle émission pendant la Révolution Française, voir la belle collection d'originaux dans la bibliothèque de la Cornell University. Pour une collection complète de copies photos, voir Dewarmin, Cent ans de numismatique française, vol. I, passim. →

10 Voir adresse de l'Assemblée nationale sur les émissions d'assignats monnaie p.5. →

11 Ibid, p. 10. →

12 Pour Sarot, voir Lettre de M. Sarot, Paris, 19 avril 1790. Pour ce qui concerne le sermon, voir Levasseur, même référence que plus haut, vol. I p. 136. →

13 Von Sybel, Histoire de la Révolution Française, vol. I p. 252. Voir également Levasseur, pp. 137 et suivantes. →

14 Pour connaître la véritable opinion de Mirabeau sur le papier irremboursable voir sa lettre à Cerutti, dans un article du Moniteur. Voir aussi Mémoires de Mirabeau, vol. viipp. 23,24 et ailleurs. Pour ses remarques acerbes citées ci-dessus, voir Levasseur op. cit. vol. I, p. 118. →

15 Voir le Moniteur, 27 août 1790. →

16 Le Moniteur, 28 août 1790. également Levasseur, voir ci-dessus, pp. 139 et suivantes. →

17 Par une seule opération, grande, simple, magnifique. Voir le Moniteur. L'ensemble résonne curieusement comme les propositions des partisans du dollar, en ce qui concerne la dette américaine, quelques années plus tard. →

18 Le Moniteur, 29 août 1790 →

19 Voir Lacretelle, Histoire de France pendant le XVIIIe siècle, vol. VIII, pp. 84.87, ainsi que Thiers et Mignet. →

20 Voir Hatin, Histoire de la Presse en France, vol. V et VI. →

21 Voir le Moniteur, 5, 6 et 20 septembre 1790. →

22 Voir Levasseur, vol. I p. 112 →

23 Voir le discours dans le Moniteur, également dans l'Appendice de Thiers : Histoire de la Révolution Française. →

24 Voir Levasseur, Classes ouvrières, etc. vol. I p. 149. →

25 Voir Levasseur, pp. 151 et suivantes. On peut voir divers exemples de ces « billets de confiance » à la bibliothèque de la Cornell University. →

26 Voir Levasseur, vol. I pp. 155-156 →

27 Voir Von Sybel, Histoire de la Révolution, vol. I p. 265. Également Levasseur, voir ci-dessus vol. I pp. 152-160 →

28 Pour les arguments de Turgot contre la théorie de la « monnaie fiduciaire », voir À.D White, Seven Great Statesman in the Warfare of Humanity with Unreason, article de Turgot pp. 169 sq. →

29 Voir De Goncourt, Société française, pour d'autres explications. Les Révolutions de Paris, vol. II p. 216. Challamel, Les Français sous la révolution ; Senior, On Some Effects of Paper Money, p. 82. Buchez et Roux, Histoire parlementaire, etc. vol. x p. 216. Aulard, Paris pendant la réaction thermidorienne, passim et spécialement le Rapport du bureau de surveillance vol. II, pp. 562 et suivante (4-24 décembre 1795). →

30 Pour des citations et illustrations de l'action générale de cette loi, voir Sumner, History of American Currency, pp. 157, 158 et Jevons, on Money p. 80. →

31 Voir De Goncourt, Société française p. 214. →

32 Voir Von Sybel, History of the French Revolution vol. I pp. 281 283 →

33 Pour voir que les émissions de papier non convertible ont au départ stimulé les manufactures et le commerce en Autriche pour les ruiner ensuite, voir Storch : Économie politique, vol. IV, p. 223 et pour le même effet produit par les mêmes causes en Russie voir ibid, fin du vol. IV. Pour les mêmes effets en Amérique, voir Sumner : History of American Currency. Pour des éléments généraux à propos de l'effet des émissions inconvertibles sur les échanges avec l'étranger, voir McLeod : Banking, p. 186 →

34 Louis Blanc Histoire de la Révolution Française, tome xii 113 →

35 Voir extrait du registre des délibérations de la section de la bibliothèque, 3 mai 1791, pp. 4, 5 →

36 Von Sybel, vol. I p. 273 →

37 Pour un récit général, voir Thiers : Révolution, chapitre xiv, ainsi que Lacretelle, vol. VIII p. 109 et Memoirs of Mallet du Pan. Pour un bon aperçu des intrigues entre la cour et Mirabeau et des prix payés, voir Reeve, Democracy and Monarchy in France, vol. I, pp. 213-220. Pour une caricature très saisissante publiée après l'ouverture du coffre de fer aux Tuileries et que la corruption de Mirabeau ait été mise à jour, voir Challamel, Musée, etc. vol. I p. 341. Mirabeau est représenté comme un squelette assis sur une pile de lettres, tenant la couronne française dans une main et une bourse d'or dans l'autre. →

38 Thiers, chapitre ix. →

39 Pour avoir un aperçu du déclin constant du pouvoir d'achat des assignats, voir Caron, Tableaux de dépréciation du papier-monnaie, Paris, 1909 p. 386 →

40 Voir spécialement « Discours de Fabre d'Eglantine » dans le « Moniteur », 11 août 1793, ainsi que les débats dans le « Moniteur » du 15 septembre 1793 et dans les « Révolutions de Paris » de Prudhomme. Pour les arguments de même teneur, voir le grand nombre de pamphlets, articles de journaux et discours pendant « l'engouement pour le billet vert » et l'engouement pour la monnaie en argent illimitée aux États-Unis →

41 Voir Caron, Tableaux de Dépréciation, voir ci-dessus p. 386. →

42 Von Sybel, vol. I pp. 509, 510, 515 ainsi que Villeneuve Bargemont, Histoire de l'économie politique, vol. II p. 213. →

43 En ce qui concerne le pouvoir d'achat de l'argent à cette époque-là, voir Arthur Young, « Travels in France during the years 1787 1788 and 1789 ». Pour des remarques sur la petite monnaie avec des exemples de vers satiriques écrits à son sujet, voir Challamel, « Les Français sous la révolution », pp. 307, 308. Voir aussi Mercier, « Le Nouveau Paris », édition de 1800, chapitre ccv, intitulé : « Parchemin monnaie ». Une série de ces tout petits billets est présente dans la White Collection à la bibliothèque de la Cornell University. Ils sont très sales et abîmés mais ayant été imprimés sur du parchemin, ils demeurent très lisibles. Pour l'émission de quart de sou, voir Levasseur p. 180. →

44 Voir Levasseur vol. I p. 176. →

45 Pour la démonstration brillante de Chaumette qui donne des raisons fictives au déclin, voir Thiers, traduction de Shobel, publié par Bentley, vol. III, p. 248. →

46 Pour ces fluctuations, voir Caron, ci-dessus, p. 387 →

47 On trouvera l'un des certificats d'emprunt forcé dans la White Collection de la bibliothèque de la Cornell University. →

48 Pour les détails de ces transactions, voir Levasseur, ci-dessus, vol. I, chap. 6, pp. 181 et suivantes. Des spécimens originaux de ces billets, affichant le portrait de Louis XVI, sont disponibles à la bibliothèque de la Cornell University (White Collection) et pour l'ensemble des séries parfaitement photographiées dans la même collection, Dewarmin, Cent ans de numismatique française, vol. I pp. 143-165 →

49 Pour comprendre la misère et le désordre qui ont obligé la Convention à établir la « Maximum », voir Levasseur vol. II, pp. 188-193. →

50 Voir Levasseur, comme ci-dessus, vol. I, pp. 195-225. →

51 Voir les spécimens de ces tickets dans la White Collection dans la bibliothèque Cornell. →

52 Pour ces condamnations à la guillotine, voir les jugements publiés officiellement ainsi que les listes des condamnés dans la White Collection et les listes publiées quotidiennement dans le Moniteur. Pour le système d'espionnage, voir Levasseur, vol. I, p. 194. →

53 Voir Levasseur, ci-dessus, vol. I, p. 186. Pour montrer que la Convention a été menée vers cette législation draconienne non par nécessité, mais par ses tendances despotiques, voir Von Sybel : History of the French Revolution, vol. III, pp. 11,12. Pour des éléments qui concernent les théories à propos du Maximum, voir Thiers. Pour une image très intéressante, due à un témoin visuel, des absurdités et misères ainsi causées, voir Mercier, Le nouveau Paris, édition de 1800, chapitre XLIV. →

54 Pour un sommaire du rapport du Comité, avec la liste des articles, et pour d'autres détails intéressants, voir Villeneuve Bargement, Histoire de l'économie politique, vol. II, pp. 213-239, Levasseur également, voir ci-dessus. Pour des exemples curieux de punitions sévères pour de très légères infractions à la loi sur le sujet, voir Louis Blanc, Histoire de la Révolution Française, tome x, p. 144. Pour la déclaration de Louis XIV, voir Memoirs of Louis XIV for the Instruction of the Dauphin. Pour une simple exposition de la façon dont l'exercice de ce pouvoir devint la confiscation simple de toutes les propriétés privées en France, voir les mémoires de Mallet du Pan, Londres, 1852, vol. II, p. 14. →

55 Voir les arguments de Du Pont, tels que donnés par Levasseur. →

56 Louis Blanc attire l'attention sur ce fait en montrant la supériorité des assignats français sur la vieille monnaie américaine. Voir son Histoire de la Révolution Française, tome xii, p. 98. →

57 Voir Sumner, ci-dessus, p. 220. →

58 Voir Levasseur, ci-dessus, vol. I p. 178. →

59 Voir le rapport de Cambon, 15 août 1793, pp. 46-60. Ainsi que le Décret du 24 août 1793, sec 31, chapitres XCVI – CIII. Voir aussi « Tableaux de la dépréciation de papier monnaie dans le département de la Seine ». →

60 Pour l'exemple de Metz et autres villes, voir Levasseur, ci-dessus, vol. I, p. 180. →

61 Voir Von Sybel, vol. III p. 173. →

62 Voir Thiers. Pour des détails curieux à propos des mesures prises pour contraindre les paysans et les marchands, voir Senior, textes sur Results of Paper Money, pp. 86,87. →

63 Voir Von Sybel, vol. IV, p. 231. →

64 Voir Von Sybel, vol. IV, p. 330, ainsi que les tableaux de dépréciation dans le Moniteur. Voir aussi les rapports officiels dans la White Collection, également les Tableaux de Caron, etc. →

65 Pour un croquis réaliste sur la façon dont ces échanges d'assignats en biens de valeur se déroulaient pendant ces périodes de dépréciation rapide du papier, voir Challamel, Les Français sous la Révolution, p. 309. Voir aussi Économie politique. →

66 Pour un tableau de dépréciation très complet au jour le jour, voir le Supplément du Moniteur du 2 octobre 1797. Voir aussi Caron, ci-dessus. Pour les prix du marché du louis d'or le premier de chaque mois, à mesure que la chute se rapprochait, voir Montgaillard. Voir aussi « Official Lists » dans la White Collection. Pour un tableau montrant l'augmentation stable du franc en or sur une semaine, de 251 à 280 francs, voir Dewarmin, ci-dessus, vol. I, p. 136. →

67 Voir les Mémoires de Tribaudeau, vol. II, p. 26, ainsi que Mercier, Le nouveau Paris, vol. II, p. 90. Pour un exemple curieux des échelles de dépréciation, voir la White Collection. Voir aussi un tableau de

valeurs comparatives en 1790 et 1795. Voir Levasseur, ci-dessus, vol. I, pp. 223-224. →

68 Pour un cas similaire étonnant aux USA, voir Sumner, History of American Currency, p. 47. →

69 Voir Villeneuve Bargemont, Histoire de l'Économie politique, vol. II, p. 229. →

70 Voir Von Sybel, vol. IV, p. 337, 338. Voir aussi pour confirmation Challamel, « Histoire Musée », vol. II, p. 179. Pour une réflexion à propos des raisons pour lesquelles ce papier n'était pas investi dans des terres par des hommes à revenus moyens ainsi que par des ouvriers, voir Mill, Political Economy, vol. II, pp. 81, 82. →

71 Voir Von Sybel, vol. IV, p. 222. →

72 Voir spécialement Levasseur, Histoire des classes ouvrières, etc. vol. I pp. 219, 230 etc. ainsi que De Nervo, Finance française, p. 280, Stourm, qui a déjà été cité précédemment. Le montant exact d'assignats en circulation au moment de sa suppression finale est donné par Derwarmin, (vol. I p. 189) soit 39 999 945 428 livres ou francs. →

73 Pour les détails du système du mandat, voir Thiers : History of the French Revolution, édition Bentley vol. IV, pp. 410-412. Pour l'émission des assignats et des mandats en même temps, voir Derwarmin, vol. I, p. 136, également Levasseur vol. I, pp. 230-257. Pour un compte-rendu des « nouveaux billets ténor » en Amérique et leur échec en 1737, voir Sumner pp. 27-31. Pour leur échec en 1781, voir Morse, Life of Alexander Hamilton, vol. I, pp. 86-87. Pour un échec similaire en Autriche, voir Sumner p. 314. →

74 Voir Marchant, Lettre aux gens de bonne foi. →

75 Voir Sumner, p. 44, ainsi que De Nervo, Finances françaises, p. 282. →

76 Voir De Nervo, Finances françaises, p. 282 ainsi que Levasseur, vol. I p. 236 et suivantes. →

77 Voir le tableau dans la Gazette de France et des extraits d'autres sources dans Levasseur, vol. I, pp. 223-224. →

78 Parmi les nombreux récits saisissants des effets avilissants de l'inflation sur la France sous le Directoire, le meilleur est sans doute celui de Lacretelle, vol. xiii, pp. 32-36. Pour un effet similaire, produit par la même cause dans notre propre pays en 1819, voir les commentaires dans le Register de Nile, dans Sumner, p.80. Pour les familles réduites à la mendicité et celles qui se retrouvaient soudain riches, pour la masse de folie et de misère, voir Levasseur, vol. I, p. 237. →

79 Pour Madame Tallien et le luxe des classes de joueurs, voir Challamel, Les Français sous la Révolution, pp. 30-33, ainsi que De Goncourt, Les Français sous le Directoire. En ce qui concerne l'explosion du vice dans Paris et la démoralisation de la police, voir Levasseur, ci-dessus. →

80 Voir Levasseur, vol. I, p. 237 et suivantes. →

81 Pour des spécimens d'assignats contrefaits, voir la White Collection dans la bibliothèque de la Cornell University, mais pour les grandes séries de différentes émissions en fac-similé, et pour des avertissements d'inspecteurs et des tentatives de descriptions de nombreuses variétés ainsi que pour l'histoire de leur émission, voir surtout Dewarmin, vol. I, pp. 152-161. Pour des photos de copies d'assignats royalistes, etc. voir aussi Dewarmin, ibid., pp. 192-197, etc. Pour une photographie de ce qui était probablement le dernier des billets de la royauté qui ait jamais été émis, portant les mots Pro Deo, pro Rege, pro Patria et Armée Catholique et Royale avec la date de 1799 et qui affiche la somme de 100 livres, voir Dewarmin, vol. I, p. 204. →

82 Pour une attente similaire d'un « choc », qui ne s'est pas produit, à la reprise des paiements en espèces dans le Massachusetts, voir Sumner, History of American Currency, p. 34. →

83 Voir Thiers. →

84 Voir Levasseur, vol. I p. 246. →

85 Pour des exemples d'effets similaires en Russie, en Autriche et au Danemark, voir Storch, Économie politique vol. IV. Pour des effets similaires aux États-Unis, voir Gouge, Paper Money and Banking in the United States, voir aussi Sumner, History of American Currency. Pour trouver les mêmes principes en Angleterre, présentés magistralement, voir Macaulay, History of England, chap xxi, et pour la présentation curieuse des mêmes causes produisant les mêmes effets dans la Grèce antique, voir une étonnante citation de Macaulay dans le même chapitre. →

86 Pour des cas similaires au début de l'histoire de notre propre pays, voir Sumner p.21 entre autres. →

87 Pour un résumé de certaines de ces tentatives avec une déclaration éloquente à propos de leurs résultats dramatiques, voir les Mémoires de Durand de Maillane, pp. 166-169. →

88 Pour un effet similaire de la monnaie gonflée qui met en danger le commerce, l'agriculture, les manufactures et la moralité dans notre propre pays, voir Daniel Webster, cité dans Sumner, pp. 45-50. Pour des effets similaires dans d'autres pays, voir Senior, Storch, Macaulay et d'autres déjà cités. →

89 Pour les faits qui concernent la finance française sous Napoléon, je suis extrêmement reconnaissant envers David A. Wells. Pour des victoires plus récentes de bon sens financier en France, voir les articles de Bonnet, traduits par feu George Walker. Pour le sujet en général, voir Levasseur. →

Andrew Dickson White

La crise financière française de 1789-1799

La véritable histoire de la Révolution française de 1789 est avant tout une histoire financière, celle d'une crise sans précédent lancée par un État ruiné par l'effort de guerre en Amérique et surtout par les planches à billets (Assignats et Mandats) des Révolutionnaires.

Andrew Dickson White, diplomate américain, a signé ici un livre extraordinaire car il raconte comment les Révolutionnaires se sont lancés dans l'usage intense de la planche à billets et comment ils se sont heurtés au bon sens des Français : ces derniers se sont précipités sur les pièces d'or et d'argent lorsque les Assignats ont commencé à perdre de leur valeur et que le prix du pain a commencé à s'envoler. Ce fut un Weimar avant l'heure.

Ce livre est unique car il vous montre aussi que les Révolutionnaires ont perdu tout crédit avec l'usage abusif des planches d'Assignats puis de Mandats Nationaux. Cela a entraîné la France vers l'abîme, sauvée in extremis par un jeune artilleur qui finira par prendre le pouvoir.

Ce n'est qu'avec la suppression des planches à billets et la restauration du standard or par Napoléon que la France a retrouvé son équilibre économique. **Furieusement contemporain, ce livre raconte aussi notre crise financière actuelle puisque les États-Unis, l'Angleterre et le Japon inondent le monde, en ce moment même, de leurs planches à billets sans valeur.**

Le jardin des Livres

INTEMPOREL

www.lejardindeslivres.fr





ISBN : 978-23-69990-0833

Couverture : Patrice Servage Illustration : *L'assassinat de Marat* par David. Imprimé en France